

quadient

**Rapport financier
semestriel
2026**



Au 31 juillet

Sommaire

— 01

Commentaires sur les résultats et la situation financière	1
1.1 Faits marquants	2
1.2 Événements postérieurs à la clôture	4
1.3 Compte de résultat	5
1.4 Actionnariat	9
1.5 Informations sur les parties liées	10
1.6 Facteurs de risques et dispositifs de contrôle interne	11
1.7 Perspectives	26
1.8 Glossaire	27

— 02

Comptes semestriels consolidés résumés au 31 juillet 2026	29
2.1 États consolidés semestriels résumés de la situation financière	30
2.2 Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés	37
2.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	65

— 03

Attestation du responsable du rapport financier semestriel	67
---	-----------

Commentaires sur les résultats et la situation financière

1.1	Faits marquants	2	1.5	Informations sur les parties liées	10
1.2	Événements postérieurs à la clôture	4	1.6	Facteurs de risques et dispositifs de contrôle interne	11
1.3	Compte de résultat	5	1.6.1	Facteurs de risques	11
1.3.1	Décomposition historique du compte de résultats	5	1.6.2	Assurances	23
1.3.2	Chiffre d'affaires consolidé et EBITDA par solution	5	1.6.3	Dispositifs d'audit interne et de contrôle interne	24
1.3.3	Résultat opérationnel courant	7	1.7	Perspectives	26
1.3.4	Résultat opérationnel	7	1.7.1	Perspectives 2026 retraitées	26
1.3.5	Résultat net part du Groupe	7	1.7.2	Trajectoire à moyen terme	26
1.3.6	Génération de trésorerie	8	1.7.3	RSE	26
1.3.7	Levier financier et position de liquidité	8	1.8	Glossaire	27
1.4	Actionnariat	9			

01

Base de présentation

Application de la norme IFRS 5 à l'activité Lockers suite à l'annonce de l'intention de céder l'activité Lockers

À la suite de l'annonce par Quadient de son intention de céder l'activité Lockers, la Solution Lockers a été classée comme détenue en vue de la vente et présentée en activité abandonnée dans les états financiers consolidés du premier semestre 2026, conformément à la norme IFRS 5. Cela exclut le petit réseau européen privé de consignes colis, qui a été reclassé au sein du segment Mail. Les données de l'exercice précédent ont été retraitées en conséquence. Sauf indication contraire, l'ensemble des chiffres et des variations figurant dans le présent communiqué de presse est présenté sur cette base retraitée. Pour plus de détails sur la finalisation de la revue stratégique de l'activité Lockers, se reporter au communiqué de presse intitulé « Quadient annonce son intention de céder l'activité Lockers » publié le 23 septembre 2026.

Au premier semestre 2026, le chiffre d'affaires de Quadient s'est établi à **447,7 millions d'euros**, en baisse organique de 2,0 % ⁽¹⁾ (en repli de 3,7 % en données publiées) par rapport au premier semestre 2025. La variation publiée intègre un effet périmètre positif de 2,1 millions d'euros, reflétant les acquisitions de Serensia en juin 2025 et de CDP Communications en décembre 2025, plus que compensé par un impact de change négatif de 9,8 millions d'euros.

La part des **revenus liés aux abonnements** ⁽²⁾ dans le chiffre d'affaires de Quadient reste élevée et s'établit à **76,2 %**.

Au premier semestre 2026, le **résultat opérationnel courant atteint 57,0 millions d'euros**, en baisse organique ⁽²⁾ de 5,9 % par rapport au premier semestre 2025. **La marge opérationnelle courante s'élève à 12,7 %**.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 9,9 millions d'euros, contre 21,2 millions d'euros au premier semestre 2025.

1.1 Faits marquants

Quadient accélère sa dynamique commerciale dans le Digital avec des contrats majeurs et une croissance à deux chiffres des prises de commandes au T4

Le 10 février 2026, Quadient a annoncé une solide performance de son activité Digital au quatrième trimestre, portée par une demande en forte hausse pour l'automatisation des communications, tant sur les parcours de communication client que sur les processus financiers. Au quatrième trimestre (T4), l'activité Digital a enregistré son plus haut niveau de prises de commandes avec une croissance à deux chiffres par rapport à l'an dernier, et notamment une hausse de 25 % sur les solutions d'automatisation des processus financiers, confirmant le rôle central du Digital dans la stratégie de croissance à long terme de l'entreprise.

Quadient renforce sa position de leader mondial dans le domaine du logiciel, son Directeur Général prenant la direction de l'activité de plateforme d'automatisation digitale

Le 3 mars 2026, Quadient a annoncé une nouvelle étape dans son évolution en tant que leader mondial dans le domaine du logiciel et des technologies basées sur l'intelligence artificielle. S'appuyant sur une transformation de longue date, Quadient fait de sa plateforme d'automatisation digitale le cœur de son modèle, avec Geoffrey Godet, son Directeur Général, à sa tête, afin d'en accélérer la croissance et l'innovation.

Facturation électronique : à six mois de l'échéance, seules 7 % des entreprises sont pleinement prêtes

Le 10 mars 2026, Quadient a publié les résultats de la troisième vague de son Observatoire de la maturité des entreprises face à la facturation électronique, réalisé par OpinionWay pour Quadient. À quelques mois de l'entrée en vigueur de l'obligation de réception des factures électroniques en septembre 2026, les entreprises françaises affichent une progression réelle de leur niveau de préparation, mais l'étude met en lumière une conformité encore insuffisante au regard des exigences réglementaires.

Quadient accompagne Lush Cosmetics dans la transformation de sa comptabilité fournisseurs avec sa solution d'automatisation

Le 31 mars 2026, Quadient a annoncé que Lush UK a choisi Quadient AP, son logiciel d'automatisation des comptes fournisseurs (AP) afin de moderniser et d'optimiser ses processus financiers.

Quadient et Solix renforcent le cycle de vie des communications SaaS grâce à l'extension de leurs capacités avancées d'archivage en entreprise

Le 28 avril 2026, Quadient a annoncé étendre, en partenariat avec Solix Technologies, la disponibilité de Quadient Inspire Digital Vault, une solution d'archivage et de récupération cloud native sécurisée, conçue pour stocker, gérer et récupérer des volumes élevés de communications clients et de documents d'entreprise. Lancée avec succès en Europe et en Asie-Pacifique en septembre 2024, Inspire Digital Vault est désormais disponible en Amérique du Nord et en Amérique du Sud.

Quadient obtient la distinction « Best in Class » d'Omdia pour ses communications centrées sur l'humain, et enrichies par l'IA

Le 30 avril 2026, Quadient a annoncé avoir été reconnue comme leader dans le rapport « Omdia Universe™ : Customer Communications Management (CCM), 2026 », un rapport d'analyse indépendant des principaux fournisseurs de technologies du marché CCM à l'échelle mondiale. La suite Quadient Inspire s'est vue attribuer la distinction « Best in Class » à la fois pour la technologie et l'étendue de la solution, obtenant le score technologique le plus élevé parmi l'ensemble des éditeurs évalués.

(1) Le chiffre d'affaires du premier semestre 2026 est comparé au chiffre d'affaires du premier semestre 2025.

(2) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

Quadient reconnue dans le Voice of the Customer de Gartner® pour les applications de processus de rapprochement et de comptabilisation des encaissements

Le 4 juin 2026, Quadient a été reconnue dans le 2026 Voice of the Customer de Gartner Peer Insights™ pour les applications Invoice-to-Cash, en tant que *Peer Community Contributor*, pour sa solution Quadient Comptes Clients. La solution d'automatisation des comptes clients (*accounts receivable* – AR) de Quadient se distingue comme une solution digitale clé pour visualiser les flux de trésorerie en temps réel et simplifier la facturation ainsi que les processus de recouvrement.

Quadient enrichit sa solution d'automatisation financière avec un nouveau tableau de bord de trésorerie alimenté par l'IA

Le 10 juin 2026, Quadient a annoncé l'intégration de nouvelles capacités de tableau de bord de trésorerie à ses solutions de gestion des comptes fournisseurs et des comptes clients. Cette évolution permet aux directions financières de faire évoluer la gestion de la trésorerie et du besoin en fonds de roulement d'une approche réactive vers une démarche proactive et stratégique, afin d'améliorer la précision des prévisions, d'accélérer la prise de décision et de libérer des ressources financières au service de la croissance.

Quadient SA : Adoption de toutes les résolutions par l'assemblée générale mixte du 18 juin 2026

Le 19 juin 2026, Quadient a annoncé que, lors de l'Assemblée générale mixte qui s'est déroulée le 18 juin 2026 sous la présidence de Monsieur Didier Lamouche, l'ensemble des résolutions soumises au vote ont été adoptées par les actionnaires, avec un taux de participation de 73,81 % (quorum atteint pour les résolutions à caractère ordinaire et extraordinaire).

Quadient reconnue comme leader dans le SPARK Matrix 2026 pour la gestion des comptes clients

Le 25 juin 2026, Quadient a annoncé avoir été reconnue pour la cinquième année consécutive comme leader dans le SPARK Matrix™ 2026 pour les applications de comptes clients (*Accounts Receivable*) par le cabinet d'analystes et de conseil technologique QKS Group. Quadient a renforcé sa position cette année, avec une amélioration notable en matière d'excellence technologique, reflétant l'innovation continue de sa solution « invoice-to-cash » pilotée par l'IA.

Quadient SA : Mise à disposition du descriptif du programme de rachat d'actions

Le 29 juin 2026, Quadient a annoncé mettre à disposition le descriptif du programme de rachat de ses propres actions lancé par le Conseil d'Administration du 18 juin 2026 suivant l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le 18 juin 2026 (13^e résolution).

Quadient obtient la certification Great Place to Work® aux États-Unis, au Royaume-Uni et en République tchèque

Le 8 juillet 2026, Quadient a annoncé avoir obtenu la certification *Great Place to Work®* aux États-Unis, au Royaume-Uni et en République tchèque. Obtenue dès la première année de participation, cette certification indépendante repose exclusivement sur les retours des collaborateurs et récompense les organisations qui cultivent une culture d'entreprise fondée sur la confiance et la performance.

Le réseau ouvert de consignes automatiques de Quadient au Royaume-Uni dépasse les 3 000 emplacements à l'échelle nationale

Le 13 juillet 2026, Quadient a annoncé que son réseau Parcel Pending by Quadient compte désormais plus de 3 000 emplacements au Royaume-Uni. Cette réalisation renforce l'un des plus grands réseaux ouverts de consignes automatiques indépendants des transporteurs du pays et étend l'accès à des services de proximité pratiques pour les consommateurs, les commerçants, les prestataires de services et les transporteurs.

Quadient nommé leader dans le rapport SPARK Matrix™ 2026 pour la gestion des communications clients

Le 13 juillet 2026, Quadient a annoncé avoir été positionnée comme leader dans le rapport 2026 SPARK Matrix™ : *Customer Communications Management* (CCM) publié par QKS Group. Cette distinction, qui place Quadient dans la position la plus avancée du quadrant supérieur droit de la matrice, met en lumière sa capacité à aider les entreprises à moderniser leurs communications en faisant évoluer la production documentaire traditionnelle vers une plateforme d'expérience client gouvernée et enrichie par l'intelligence artificielle. Quadient est reconnu comme leader dans le SPARK Matrix pour le CCM depuis six années consécutives.

Quadient annonce le lancement d'une revue stratégique de son activité Lockers

Le 20 juillet 2026, Quadient a annoncé le lancement d'une revue stratégique de son activité Lockers destinée à maximiser la valeur de l'entreprise pour ses actionnaires et soutenir ses ambitions de croissance et de création de valeur à long terme.

1.2 Événements postérieurs à la clôture

Quadient rejoint les principaux fournisseurs de solutions d'automatisation des factures fournisseurs dans une étude de référence

Le 10 août 2026, Quadient a annoncé que sa solution d'automatisation des comptes fournisseurs, Quadient Accounts Payable, figure pour la première fois dans le rapport *The Forrester Wave™ : Accounts Payable Invoice Automation Software, Q2 2026*, référence du secteur en matière d'évaluation. Quadient fait partie des entreprises sélectionnées par Forrester pour participer à son évaluation *Forrester Wave 2026*, dans le cadre de laquelle les fournisseurs ont été évalués selon leurs fonctionnalités, les retours de leurs clients et leur stratégie.

Quadient Digital affiche une croissance de plus de 20 % des prises de commandes au T2, portée par l'automatisation pilotée par l'IA et la facturation électronique

Le 24 août, Quadient a annoncé de solides performances pour son activité Digital au deuxième trimestre, avec des prises de commandes globales en hausse de plus de 20 % sur un an à périmètre constant. Cette performance reflète une demande soutenue pour les solutions digitales de Quadient dans les domaines de la communication client et des processus financiers.

Quadient et ses partenaires accompagnent plus de 800 000 établissements alors que la première phase de la réforme de la facturation électronique entre en vigueur en France

Le 1^{er} septembre 2026, Quadient a annoncé que plus de 800 000 établissements (SIRET) sont enregistrés à l'annuaire central de la DGFIP à travers la plateforme agréée Serensia by Quadient et ses partenaires en marque blanche.

Quadient reconnue leader dans la SPARK Matrix™ de QKS Group dédiée à l'automatisation des comptes fournisseurs

Le 14 septembre 2026, Quadient a annoncé avoir été reconnue comme leader dans le rapport SPARK Matrix™ : Accounts Payable Automation 2026 de QKS Group. La matrice SPARK Matrix évalue les fournisseurs de solutions d'automatisation des comptes fournisseurs selon leur excellence technologique et leur impact auprès des clients, en distinguant les acteurs qui proposent des fonctionnalités solides, créent de la valeur pour leurs clients et disposent d'une vision claire du marché. Selon QKS Group, la position de Quadient parmi les leaders reflète sa capacité à proposer une solution d'automatisation des comptes fournisseurs innovante, évolutive et conçue pour répondre aux besoins futurs des entreprises.

Quadient annonce son intention de céder son activité Lockers. La signature de la cession du réseau ouvert au Royaume-Uni pour 65 millions d'euros en constitue la première étape

Le 23 septembre 2026, Quadient a annoncé que son Conseil d'administration a approuvé à l'unanimité l'aboutissement de la revue stratégique de l'activité Lockers de Quadient, annoncée le 20 juillet 2026. À l'issue d'une évaluation approfondie des options disponibles, le Conseil d'administration est arrivé à la conclusion qu'une cession de l'activité Lockers maximisera la valeur pour les actionnaires et permettra à la Société d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie Digital. Une première étape a été franchie avec la signature d'un accord de cession portant sur le réseau ouvert au Royaume-Uni.

1.3 Compte de résultat

1.3.1 Décomposition historique du compte de résultats

(En millions d'euros)	S1 2026		S1 2025 publié	S1 2025 retraité	
Chiffre d'affaires	447,7	100,0%	517,0	464,8	100,0%
Coût des ventes	(102,8)	(23,0)	(132,1)	(106,4)	(22,9)%
Marge brute	344,9	77,0%	384,9	358,4	77,1%
Frais de recherche et développement	(27,5)	(6,1)%	(29,3)	(25,2)	(5,4)%
Frais commerciaux et de marketing	(116,2)	(26,1)%	(138,8)	(123,9)	(26,7)%
Frais administratifs et généraux	(82,4)	(18,4)%	(91,2)	(84,9)	(18,3)%
Frais de service et d'assistance	(51,7)	(11,5)%	(58,7)	(53,7)	(11,6)%
Intéressement, paiement en actions et autres charges	(5,5)	(1,2)%	(4,5)	(4,3)	(0,9)%
Charges liées aux acquisitions et aux autres projets stratégiques	(4,6)	(1,0)%	(2,7)	(2,5)	(0,5)%
Résultat opérationnel courant	57,0	12,7%	59,7	64,0	13,8%
Charges d'optimisation des structures et autres produits et charges opérationnelles	(6,6)	(1,5)%	(2,6)	(2,5)	(0,6)%
Résultat opérationnel	50,4	11,3%	57,1	61,5	(13,2)%
Résultat financier	(23,0)	(5,1)%	(20,0)	(19,8)	(4,3)%
Résultat avant impôt	27,4	6,1%	37,1	41,7	9,0%
Impôts sur les bénéfices	(7,2)	(1,6)%	(16,3)	(15,7)	(3,4)%
Quote-part de résultat des SME	0,4	0,1%	0,4	0,4	0,1%
Résultat net des activités poursuivies	20,5	4,6%	21,2	26,4	5,7%
Résultat net des activités abandonnées	(10,7)	(2,4)%	-	(5,1)	(1,1)%
RÉSULTAT NET	9,9	2,2%	21,2	21,2	4,6%
Attribuable :					
• aux propriétaires de la société mère	8,8	2,0%	20,6	20,6	4,4%
• aux participations ne donnant pas le contrôle	1,1	0,2%	0,6	0,6	0,1%

1.3.2 Chiffre d'affaires consolidé et EBITDA par solution

Le chiffre d'affaires consolidé du Groupe a atteint 447,7 millions d'euros au premier semestre 2026, ce qui représente une baisse organique de 2,0 % par rapport au premier semestre 2025. En données publiées, le chiffre d'affaires a baissé de 3,7 %. La variation

publiée intègre un effet périmètre positif de 2,1 millions d'euros, reflétant les acquisitions de Serensia en juin 2025 et de CDP Communications en décembre 2025, plus que compensé par un impact de change négatif de 9,8 millions d'euros.

1.3.2.1 Chiffre d'affaires consolidé par Solution

(En millions d'euros)	S1 2026	S1 2025	Variation	Variation organique
Digital	146,0	136,8	+6,7 %	+6,7 %
Mail*	301,7	328,0	(8,0)%	(5,7)%
TOTAL QUADIENT	447,7	464,8	(3,7)%	(2,0)%

* Les chiffres du Mail intègrent le réseau européen privé de consignes colis, pour environ 3,3 millions d'euros de chiffre d'affaires au premier semestre 2026 comme au premier semestre 2025, réseau reclassé au sein du segment Mail à la suite de la revue stratégique de l'activité Lockers.

1.3.2.2 EBITDA et marge d'EBITDA * par Solution

(En millions d'euros)	S1 2026		S1 2025	
	EBITDA	Marge d'EBITDA	EBITDA	Marge d'EBITDA
Digital	21,1	14,5%	19,9	14,5 %
Mail	75,2	24,9%	83,8	25,5 %
TOTAL QUADIENT	96,3	21,5%	103,7	22,3 %

* Comprend entre 2 et 3 millions d'euros de coûts résiduels de l'activité Lockers, réalloués par Solution et pesant sur la marge d'EBITDA à hauteur d'environ 0,6 point au premier semestre 2026 comme au premier semestre 2025.

1.3.2.3 Digital

Le **chiffre d'affaires de l'activité Digital s'est établi à 146,0 millions d'euros au premier semestre 2026**. Par rapport au premier semestre 2025, il est **en progression de 6,7 % en organique comme en données publiées**.

Au cours du premier semestre, la croissance a été portée par les revenus liés aux abonnements, en hausse de 9,5 % en organique. Ils représentent désormais 86,6 % du chiffre d'affaires total du Digital au premier semestre 2026, en progression par rapport aux 84,5 % enregistrés au premier semestre 2025. La performance des revenus non récurrents ⁽¹⁾ s'est nettement améliorée au deuxième trimestre 2026 par rapport au premier, grâce à une baisse moins marquée du chiffre d'affaires lié aux services professionnels.

À la fin du premier semestre 2026, la **base de revenus annuels récurrents (ARR)** ⁽¹⁾, indicateur prospectif des revenus futurs liés aux abonnements, atteignait 264,4 millions d'euros, soit une croissance organique ⁽¹⁾ annualisée de 12,9 % ⁽²⁾ par rapport au 31 janvier 2026. La performance a été portée par la bonne dynamique enregistrée en France en amont de l'entrée en vigueur de la facturation électronique le 1er septembre 2026, ainsi que par un niveau solide de l'activité de gestion de la communication client (CCM) en Amérique du Nord.

L'**EBITDA** ⁽¹⁾ de l'activité Digital s'est établi à **21,1 millions d'euros** au premier semestre 2026, en hausse organique de 17,0 % sur un an. Malgré une augmentation des coûts de mise en œuvre associés à cette réforme, la **marge d'EBITDA est restée stable à 14,5 %**, en données publiées, et s'est améliorée de 1,3 points en données organiques.

Depuis l'entrée en vigueur de la première phase de la réforme le **1er septembre 2026**, toutes les entreprises sont tenues de recevoir des factures électroniques, tandis que les grandes entreprises et les entreprises de taille intermédiaire ont également l'obligation d'en émettre. Cette dernière obligation sera étendue aux PME à compter du 1er septembre 2027. Au 21 septembre 2026, plus de 950 000 ⁽³⁾ entités étaient inscrites dans l'annuaire central de l'administration fiscale française via Serensia, et plus de 700 000 factures avaient déjà été traitées depuis le 1er septembre. Une montée en charge progressive est attendue d'ici la fin de l'année. Le volume annuel de factures sous contrat s'élevait à environ 350 millions, contre 200 millions lors de l'acquisition de Serensia en juin 2025. Au deuxième trimestre, les prises de commandes liées à la facturation électronique en France ont été multipliées par onze sur un an, et comprennent notamment un accord en marque blanche de plusieurs millions d'euros.

La France figure parmi les premiers marchés concernés par le déploiement de la facturation électronique en Europe. Le déploiement progressif des obligations de facturation électronique à travers l'Europe, avec de nouvelles échéances réglementaires à

partir de 2027, élargit progressivement le marché adressable de la plateforme de Quadient. Dans chaque pays, la conformité réglementaire constitue un point d'entrée plutôt qu'une finalité. La facturation électronique est intégrée à la solution d'automatisation des comptes fournisseurs de Quadient, offrant aux clients l'approbation et le rapprochement automatisés des bons de commande, des flux et processus intégrés aux ERP ainsi qu'un contrôle renforcé des paiements. L'interconnexion de cette solution avec l'offre d'automatisation des comptes clients de Quadient permet ensuite d'obtenir une vision en temps réel des deux volets du cycle de trésorerie, grâce notamment au tableau de bord de gestion de trésorerie basé sur l'intelligence artificielle lancé en juin 2026, qui améliore les prévisions de trésorerie et la gestion du besoin en fonds de roulement. Chaque module supplémentaire renforce la relation de Quadient avec ses clients et accroît la valeur de la plateforme. Au cours de la période, Quadient a été désignée Leader dans le SPARK Matrix de QKS Group pour l'automatisation des comptes fournisseurs et Leader pour les applications de comptes clients, pour respectivement la troisième et la cinquième année consécutive.

Dans le domaine de la gestion de la communication client (CCM), un client américain du secteur des services financiers a signé un accord pluriannuel de plusieurs millions de dollars afin de passer d'une solution ponctuelle à la plateforme CCM complète de Quadient. Un client du secteur de la santé a quant à lui augmenté ses volumes de 75 %. Ces deux exemples illustrent l'expansion de l'activité au sein de la base existante de clients grands comptes.

Quadient a également été désignée **Leader dans le SPARK Matrix de QKS Group** pour la gestion de la communication client, pour la sixième année consécutive.

1.3.2.4 Mail

Le **chiffre d'affaires de l'activité Mail a atteint 301,7 millions d'euros** au premier semestre 2026, en baisse organique de 5,7 % et en baisse de 8,0 % en données publiées par rapport au premier semestre 2025. Ce recul reflète un ralentissement des revenus liés aux abonnements, résultant de la contraction progressive de la base installée après des placements plus faibles au cours des périodes récentes, ainsi qu'une nouvelle baisse des ventes d'équipements en Europe, en partie compensée par la bonne résilience de l'Amérique du Nord.

Les **revenus liés aux abonnements** (71,1 % du chiffre d'affaires du Mail) ont reculé de 6,4 % en organique au premier semestre 2026. La performance a été légèrement plus faible au deuxième trimestre, reflétant principalement l'expiration d'un contrat de services au Royaume-Uni à la fin du premier trimestre. Hormis cet impact, la tendance sous-jacente est restée stable sur les deux premiers trimestres de l'année.

Le **chiffre d'affaires de ventes d'équipements** a reculé de 4,1 % en organique.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

(2) ARR au 31 juillet 2026 impacté par un effet de change négatif de 1 million d'euros par rapport à fin janvier 2026.

(3) Identifiées par leur numéro SIRET. Inclut les entités enregistrées via des partenaires.

L'EBITDA de l'activité Mail s'est établi à 75,2 millions d'euros au premier semestre, avec une marge d'EBITDA de 24,9 %, en repli de seulement 0,6 point par rapport au premier semestre 2025 malgré la baisse du chiffre d'affaires. Cette résilience reflète la discipline en matière de gestion des coûts, les remboursements de droits de douane ainsi que la productivité commerciale, avec les ventes croisées de solutions Digital aux clients du Mail.

En Europe, les ventes croisées de solutions Digital d'automatisation des processus financiers auprès des clients de l'activité Mail ont été multipliées par quatre en amont de l'entrée en vigueur de la réforme française de la facturation électronique. Cette dynamique illustre l'avantage que procure à Quadient l'accès privilégié à sa base installée de clients Mail, alors que les entreprises

poursuivent la digitalisation de leurs processus financiers. Parallèlement, le système d'affranchissement haut de gamme iX-9 a été lancé en France, et Quadient a remporté un important contrat dans le secteur public américain pour une solution de courrier recommandé. **La satisfaction client est restée supérieure à 96 % au niveau mondial et à 98 % en Amérique du Nord**, premier marché de Quadient.

Quadient a également été désignée **Leader dans l'IDC MarketScape** : Worldwide Mailroom Solutions and Services 2026 Vendor Assessment, étant reconnue pour l'étendue de son écosystème allant du matériel au cloud, son expertise en communications client et ses capacités de reporting fondées sur les données.

1.3.3 Résultat opérationnel courant

L'application de la norme IFRS 5 à l'activité Lockers a un impact positif sur l'ensemble des marges de Quadient. Ainsi, au titre du premier semestre 2025, le retraitement rehausse la marge brute de 2,7 points, la marge d'EBITDA de 1,3 point et la marge d'EBIT courant de 2,3 points par rapport aux chiffres publiés.

Le taux de marge brute s'établit à 77,0 % au premier semestre 2026, globalement stable par rapport aux 77,1 % du premier semestre 2025 (retraité).

L'EBITDA a atteint 96,3 millions d'euros au premier semestre 2026, en baisse de 7,4 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025, soit un recul de 7,1 % sur un an. En organique, l'EBITDA s'est

contracté de 2,2 %. **La marge d'EBITDA s'établit à 21,5 %**, en baisse de 0,8 point par rapport au premier semestre 2025, reflétant la poursuite du recul du Mail.

Les dotations aux amortissements se sont élevées à 39,3 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 39,7 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le résultat opérationnel courant (EBIT courant ⁽¹⁾) a atteint 57,0 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 64,0 millions d'euros au premier semestre 2025, en baisse de 5,9 % en organique. **La marge d'EBIT courant s'établit à 12,7 %** du chiffre d'affaires au premier semestre 2026, contre 13,8 % au premier semestre 2025.

1.3.4 Résultat opérationnel

Portées par la réduction des effectifs du Mail aux États-Unis et en France, **les charges d'optimisation des structures et autres produits et charges opérationnels** ont représenté une charge nette de 6,6 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 2,5 millions d'euros au premier semestre 2025.

Par conséquent, **le résultat opérationnel s'établit à 50,4 millions d'euros** au premier semestre 2026, contre 61,5 millions d'euros au premier semestre 2025.

1.3.5 Résultat net part du Groupe

Le coût net de l'endettement financier s'est élevé à 19,8 millions d'euros au premier semestre 2026, globalement stable par rapport au premier semestre 2025. **Les pertes de change nettes et autres éléments financiers** ont représenté une perte de 3,2 millions d'euros au premier semestre 2026, contre un gain de 0,6 million d'euros au premier semestre 2025. Au total, le **résultat financier net** a représenté une charge de 23,0 millions d'euros au premier semestre 2026, contre une charge de 19,8 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le résultat avant impôt a atteint 27,4 millions d'euros au premier semestre 2026, en baisse de 35,7 % par rapport au premier semestre 2025.

La charge d'impôt du premier semestre 2026 s'est élevée à 7,2 millions d'euros, en baisse de plus de 50 % par rapport au premier semestre 2025, principalement sous l'effet de la reprise

d'une provision fiscale de 5,2 millions d'euros à la suite d'une réévaluation des risques résiduels de contrôle fiscal.

Le résultat net des activités abandonnées s'est traduit par une perte de 10,7 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 5,1 millions d'euros au premier semestre 2025. Ceci reflète l'application de la norme IFRS 5 à la Solution Lockers et intègre l'impact de la réévaluation des réseaux ouverts européens à la juste valeur diminuée des coûts de la vente.

Le résultat net part du Groupe s'élève à 8,8 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 20,6 millions d'euros au premier semestre 2025.

Le résultat net par action ⁽²⁾ s'élève à 0,26 euro au premier semestre 2026, contre 0,60 euro au premier semestre 2025, et le résultat net dilué par action ⁽²⁾ s'établit à 0,25 euro au premier semestre 2026, contre 0,59 euro au premier semestre 2025.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme

(2) Pour le premier semestre 2026, le nombre moyen pondéré d'actions est de 34 183 552. Le nombre d'actions sur une base diluée est de 35 846 232.

1.3.6 Génération de trésorerie

Le flux de trésorerie disponible (flux de trésorerie après investissements, hors IFRS 16) ⁽¹⁾ a atteint 34,4 millions d'euros au premier semestre 2026, contre un montant négatif de 3,6 millions d'euros au premier semestre 2025, soit une amélioration significative portée par la normalisation du besoin en fonds de roulement, la baisse des intérêts et impôts payés et la diminution des investissements.

- **La capacité d'autofinancement**, s'est élevée à 59,5 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 24,7 millions d'euros au premier semestre 2025. La variation du besoin en fonds de roulement a représenté une sortie nette de trésorerie de 25,0 millions d'euros au premier semestre 2026, contre une sortie nette de trésorerie de 46,8 millions d'euros au premier semestre 2025. Le premier semestre 2025 intégrait le paiement sur la période des stocks supplémentaires constitués à fin janvier 2025.
- **La variation des créances de leasing** a représenté une rentrée de trésorerie de 29,3 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 24,4 millions d'euros au cours de la même période de l'année précédente, reflétant la poursuite de la diminution du portefeuille de leasing. **Le portefeuille de leasing et autres services de financement** s'élève à 521,6 millions d'euros au 31 juillet 2026, contre 533,3 millions d'euros au 31 janvier 2026, soit un déclin organique de 5,4 %. À la fin du premier semestre 2026, le taux de défaut du portefeuille de leasing s'établissait à environ 1,0 %, contre 1,1 % à la fin du premier semestre 2025.

- **Les intérêts financiers et impôts payés** ont diminué à 31,3 millions d'euros au premier semestre 2026, contre 50,9 millions d'euros payés au premier semestre 2025, qui intégrait des impacts ponctuels liés au refinancement obligataire et au paiement de l'exit tax en Suisse.

- **Les investissements en immobilisations corporelles et incorporelles** (hors IFRS 16) se sont élevés à 25,1 millions d'euros au premier semestre 2026, en baisse de 3,2 millions d'euros par rapport au premier semestre 2025. Les investissements dédiés au Digital se sont élevés à 12,6 millions d'euros, contre 10,9 millions d'euros sur la même période de l'année précédente. Les investissements dédiés au Mail se sont établis à 12,5 millions d'euros, contre 17,4 millions d'euros au premier semestre 2025, reflétant la baisse des placements de nouveaux équipements sur la période.

Les acquisitions nettes de cessions ont été nulles au premier semestre 2026, contre une sortie de 4,3 millions d'euros au premier semestre 2025.

Les flux de trésorerie des activités abandonnées ont représenté une sortie de 12,1 millions d'euros au premier semestre 2026, contre une sortie de 5,2 millions d'euros au premier semestre 2025, reflétant une hausse des investissements.

Les flux de trésorerie après investissements et acquisitions se sont élevés à 23,8 millions d'euros au premier semestre 2026, contre une sortie de 13,3 millions d'euros au premier semestre 2025.

1.3.7 Levier financier et position de liquidité

L'endettement net s'élève à 682,7 millions d'euros au 31 juillet 2026, contre 681,5 millions d'euros au 31 janvier 2026.

Le levier financier (ratio dette nette/EBITDA) s'établit à **3,1x** ⁽²⁾ ⁽³⁾ au 31 juillet 2026, contre **3,0x** ⁽³⁾ au 31 janvier 2026. **Hors leasing, le ratio de levier financier** s'établit à **1,6x** ⁽²⁾ ⁽³⁾ au 31 juillet 2026, inchangé par rapport au 31 janvier 2026.

Au 31 juillet 2026, Quadient disposait d'une **position de liquidité** de 423,5 millions d'euros, répartie entre 123,5 millions d'euros de trésorerie disponible et une ligne de crédit non tirée de 300,0 millions d'euros arrivant à échéance en 2030.

Les capitaux propres s'élèvent à 969,5 millions d'euros au 31 juillet 2026, contre 965,8 millions d'euros au 31 janvier 2026. **Le ratio d'endettement** ⁽⁴⁾ s'établit à 70,4 % au 31 juillet 2026.

En août 2026, postérieurement à la clôture de la période, Quadient a émis un prêt Schuldschein de 100,0 millions d'euros et a procédé au remboursement anticipé d'une partie du prêt Schuldschein existant, pour un montant de 65,0 millions d'euros, dont 42,5 millions d'euros arrivant à échéance en novembre 2026 et 22,5 millions d'euros arrivant à échéance en mai 2027.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

(2) Incluant IFRS 16.

(3) Les ratios de levier financier du premier semestre 2026 reflètent l'application de la norme IFRS 5. Les périodes antérieures ne sont pas retraitées.

(4) Dette nette/capitaux propres.

1.4 Actionnariat



Quadient S.A. n'est pas contrôlé directement ou indirectement. Il n'existe pas d'accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de contrôle.

À la connaissance de la Société, au 31 juillet 2026, la répartition des actionnaires de Quadient S.A. était la suivante :

	Nombre d'actions ^(a)	%	Droits de vote exerçables en % assemblée générale ^(b)	%
Vesa Equity Investment SARL (Luxembourg) ^(c)	9 268 600	26,890 %	9 268 600	27,342 %
Bpifrance Participations S.A. ^{(c) (d)}	3 500 000	10,154 %	3 500 000	10,325 %
Janus Henderson Investors UK, LTD ^(c)	1 825 100	5,295 %	1 825 100	5,384 %
La Financière de l'Echiquier ^{(c)(e)}	963 300	2,795 %	963 300	2,842 %
Management et salariés	540 539	1,568 %	540 539	1,595 %
Actions propres détenues pour servir les plans d'actions gratuites	460 029	1,335 %	-	-
Actions propres détenues dans le cadre du contrat de liquidité	110 316	0,320 %	-	-
Administrateurs non-exécutifs	14 747	0,043 %	14 747	0,044 %
Autres actionnaires	17 786 281	51,601 %	17 786 281	52,469 %
TOTAL	34 468 912	100,000 %	33 898 567	100,000 %

(a) Le nombre d'actions composant le capital social est égal au nombre de droits de vote théoriques.

(b) Ne comprenant pas les droits de vote attachés aux actions autodétenues.

(c) Source : S&P Global au 31 juillet 2026.

(d) Bpifrance Participations est contrôlée par Bpifrance SA, elle-même contrôlée conjointement à 50 % par la caisse des Dépôts et Consignations et à 50 % par l'EPIC Bpifrance.

(e) Conjointement avec LBPAM, qui contrôle La Financière de l'Echiquier.

À la connaissance du Groupe, au 31 juillet 2026, il n'existait aucun autre actionnaire, hormis ceux listés dans le tableau ci-dessus, détenant directement ou indirectement, seul ou de concert plus de 3 % du capital ou des droits de vote.

Au premier semestre 2026, Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants :

Franchissements de seuils statutaires

Date	Nom du fonds d'investissement	À la hausse / à la baisse	Franchissement de seuil statutaire
09/04/2026	La Financière de l'Echiquier ^(a)	↘	3 % en capital et en droits de vote
23/07/2026	Janus Henderson Investors (U.K.)	↗	5 % en capital et en droits de vote

(a) Conjointement avec LBPAM, qui contrôle La Financière de l'Echiquier.

Franchissements de seuils légaux

Date	Nom du fonds d'investissement	À la hausse / à la baisse	Franchissement de seuil
23/07/2026	Janus Henderson Investors (U.K.)	↗	5 % en capital et en droits de vote

Depuis le 1^{er} août 2026, Quadient S.A. a été notifiée des franchissements de seuils légaux et statutaires suivants :

Franchissements de seuils statutaires

Date	Nom du fonds d'investissement	À la hausse / à la baisse	Franchissement de seuil
02/09/2026	Caisse des dépôts et consignations	↗	12 % en capital et en droits de vote (indirectement)
09/09/2026	Janus Henderson Investors (U.K.)	↘	5 % en capital et en droits de vote

Franchissements de seuils légaux

Date	Nom du fonds d'investissement	À la hausse / à la baisse	Franchissement de seuil
09/09/2026	Janus Henderson Investors (U.K.)	↘	5 % en capital et en droits de vote

1.5 Informations sur les parties liées

Le Groupe considère comme parties liées :

- la société Docapost BPO IS dans laquelle le Groupe détient une participation de 35 %. Aucune transaction significative n'a été identifiée avec cette société mise en équivalence ;
- le fonds BPIfrance Investissement, actionnaire du Groupe à hauteur de 10,2 % au 31 juillet 2026, considéré comme ayant une influence notable sur le Groupe notamment du fait de sa représentation en tant qu'administrateur indépendant au sein du conseil d'administration. Quadient a conclu quatre prêts amortissables avec BPIfrance entre 2022 et 2024, les informations relatives à ces prêts sont mentionnées en note 12-2 « Analyse de la dette financière par nature » ;
- l'ensemble des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration, ainsi que leur famille proche. La rémunération du comité exécutif et les avantages octroyés sont mentionnés dans la note 9-5 du Document d'enregistrement universel 2025.

Aucune autre transaction significative n'a été identifiée entre Quadient et ses parties liées identifiées.

1.6 Facteurs de risques et dispositifs de contrôle interne

1.6.1 Facteurs de risques

En 2026, l'incertitude mondiale, alimentée par les tensions géopolitiques, reste élevée, les conflits en cours dans plusieurs régions contribuant à la volatilité des flux commerciaux, des chaînes d'approvisionnement et des marchés financiers. La persistance de l'inflation, la fluctuation des taux d'intérêt et la fréquence des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles pèsent encore davantage sur la conjoncture économique mondiale. Parallèlement, le développement rapide de l'intelligence artificielle, l'accélération de la numérisation, le renforcement des exigences réglementaires et l'évolution des attentes des parties prenantes continuent de redéfinir le paysage mondial des risques. Ensemble, ces facteurs créent un environnement hautement complexe, interconnecté et en constante évolution dans lequel Quadient opère dans 26 pays.

Dans ce contexte, Quadient est confrontée à un large éventail de risques découlant à la fois de l'évolution de l'environnement externe et de sa propre transformation stratégique. Le Groupe identifie et évalue ces risques à travers un cadre structuré de gestion des risques d'entreprise (*Enterprise Risk Management* - ERM) aligné sur le référentiel de contrôle interne et de gestion des risques élaboré sous la supervision de l'Autorité des marchés financiers (AMF). Cette approche permet à la Société d'évaluer les impacts potentiels sur ses principaux axes stratégiques, opérationnels et réglementaires et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation appropriées.

Les risques présentés dans ce chapitre reflètent les principaux risques qui, selon Quadient, à la date du présent document d'enregistrement universel, pourraient avoir un effet défavorable significatif sur son activité, ses performances ou sa réputation s'ils venaient à se concrétiser. Ils englobent des risques de longue date inhérents aux activités historiques de la Société, ainsi que des risques émergents liés aux bouleversements technologiques, à l'évolution des attentes des clients, au durcissement des cadres réglementaires et à la transformation du modèle économique de Quadient vers des solutions Digital à plus forte croissance.

Toutefois, cette liste ne saurait être considérée comme exhaustive. D'autres risques, qu'ils soient actuellement inconnus, non encore significatifs ou résultant de changements soudains de l'environnement externe, pourraient apparaître et avoir un impact négatif sur les activités, les performances ou les perspectives de la Société. Quadient surveille en permanence ces évolutions afin de renforcer sa résilience et d'adapter sa stratégie en conséquence.

1.6.1.1 Cadre de gestion des risques

Méthodologie d'analyse des risques

Dans le cadre de sa politique de gestion des risques d'entreprise (ERM), Quadient actualise chaque année sa cartographie globale des risques afin d'identifier et d'évaluer les risques les plus matériels pour la Société, qu'ils soient stratégiques, opérationnels, financiers, liés au développement durable, juridiques, éthiques ou liés à la conformité. À cet égard, un cadre de gestion des risques, sous la responsabilité du directeur de la conformité, a été mis en place pour assurer :

- l'identification et l'évaluation des différents risques encourus par la Société dans le cadre de ses activités ;
- l'appréciation du niveau de maturité de la gestion de chaque risque sur la base de l'existence et de la mise en œuvre de politiques et moyens de contrôle (structures organisationnelles, processus, procédures) ;
- la définition et le suivi des principaux plans d'action corrective engagés pour atténuer ces risques.

Le processus de gestion des risques d'entreprise (ERM) se décompose en trois étapes :

1. Analyse du contexte et collecte de données

La première étape du processus ERM commence par l'analyse du contexte interne et externe de la Société. Elle permet d'examiner les changements en termes d'activité, de performance stratégique et financière et d'autres facteurs susceptibles de présenter un risque émergent pour Quadient ou d'avoir un impact significatif sur les risques déjà identifiés. Vient ensuite la collecte de données pertinentes, telles que les indicateurs clés de performance, les résultats d'enquêtes, les incidents, les résultats d'évaluations des risques et des audits locaux, pour rendre compte de l'évolution (positive ou non) des risques et de leur niveau de contrôle.

2. Mise à jour de l'analyse et de l'évaluation des risques

Cette deuxième étape débute par la mise à jour des fiches de risques établies pour chacun des risques existants identifiés à l'étape précédente. Elle consiste à passer en revue avec les propriétaires des risques les causes potentielles, les facteurs aggravants ou limitants, les conséquences des risques et à analyser les données collectées à l'étape précédente. Cette évaluation est basée sur la probabilité d'occurrence, définie par une fréquence sur une échelle à quatre niveaux, et sur l'impact qui caractérise l'effet sur la stratégie, les finances, la réputation ou la capacité de l'Entreprise à se conformer aux lois et règlements. Ce critère est également évalué sur une échelle à quatre niveaux. Ces deux critères permettent de positionner les risques sur une matrice et donc de déterminer leur niveau de criticité parmi les quatre niveaux suivants : faible, moyen, élevé et très élevé.

3. Examen des mesures de contrôle existantes et définition des plans d'action d'atténuation

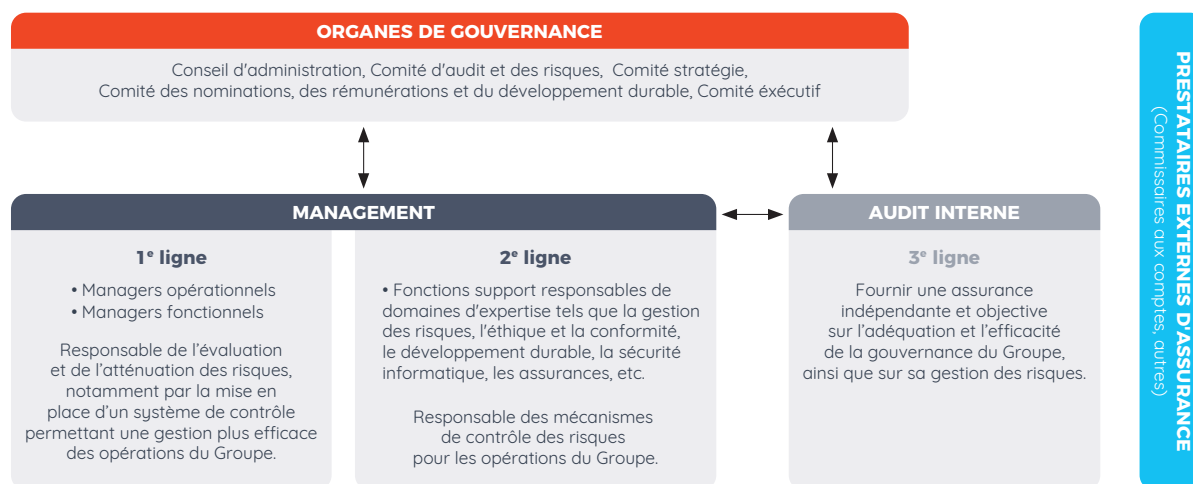
La troisième étape du processus consiste en l'examen et la mise à jour des mesures de contrôle existantes également répertoriées sur les fiches de risques. Les données collectées lors de la première étape permettent aussi de vérifier l'adéquation et l'efficacité de ces contrôles. À cet égard, un troisième critère est utilisé pour évaluer leur niveau de maturité. En le croisant avec le niveau de criticité de chaque risque, celui-ci permet de positionner le risque sur une matrice de priorisation des plans d'action d'atténuation à mettre en œuvre.

Gouvernance et organisation de la gestion des risques

La politique de gestion des risques d'entreprise de la Société est pilotée par la Direction Générale à travers son Comité des risques, présidé par le Directeur Général de la Société. Ce Comité est composé du directeur financier, du directeur des ressources humaines et de la transformation, du directeur du contrôle interne et de l'audit interne, du directeur juridique et du directeur de la responsabilité sociale d'entreprise et de la conformité. Ils se réunissent chaque trimestre (plus souvent si les circonstances l'exigent) pour s'assurer du bon déroulement du processus ERM décrit ci-dessus, décider des risques jugés inacceptables dans le contexte de l'activité, définir les grandes orientations de la Société en matière de gestion des risques, et suivre la conformité à ce sujet.

La gestion des risques est considérée par le Comité exécutif du Groupe comme un élément clé de son système de gouvernance. C'est pourquoi le Groupe a développé une approche intégrée de gestion des risques alignée sur les objectifs et la stratégie de l'organisation, créant des fonctions de gestion des risques, de contrôle interne et d'audit interne et coordonnant les trois lignes présentées ci-dessous :

- les moyens des équipes solutions, opérations et fonctions support en charge de la mise en œuvre des mesures de contrôle de 1^{er} niveau (ex. : contrôles effectués par les collaborateurs et leurs responsables dans le cadre de leurs activités) assurant le respect des politiques globales applicables et des normes internes mises en place afin de maîtriser les risques de la Société ;
- les ressources des diverses fonctions mises en place par la Direction Générale pour assurer la surveillance des risques et la conformité (assurances, éthique et conformité, environnement, taxes, etc.) incluant le centre d'excellence de la conformité ou des équipes de conformité locales, composées d'experts dans les domaines de la sécurité de l'information, de la confidentialité des données, du juridique, de l'éthique, de la qualité, de l'environnement, de la santé et de la sécurité et du social, en charge de la mise en œuvre du 2^e niveau des mesures de contrôle (ex. : contrôles spécifiques aux programmes de conformité réglementaire tels que la lutte contre la corruption, la lutte contre le blanchiment d'argent, la protection des données) ;
- les ressources de l'équipe de contrôle interne et d'audit interne chargées d'effectuer le 3^e niveau des mesures de contrôle à travers des revues et des audits internes réguliers du dispositif de contrôle interne pour l'évaluer en termes d'efficacité, de cohérence et d'exhaustivité, de prendre des actions correctives en cas d'écart et de surveiller leur mise en œuvre.



La responsabilité de la gestion des risques est attribuée au niveau le plus approprié conformément au principe de subsidiarité. Chaque responsable des opérations est donc directement impliqué dans la mise en œuvre des mesures de contrôle interne et est responsable de l'évaluation et de la réduction des risques liés aux processus et aux activités dont il a la responsabilité.

Le centre d'excellence de la conformité a mis au point un processus commun et une méthodologie fondée sur un outil numérique de gouvernance, de risque et de contrôle (GRC) permettant de consolider les risques majeurs de tous les sites, régions et secteurs d'activité, et de gérer les audits de conformité et les actions correctives. Les politiques, procédures et normes de Quadient sont communiquées à tous les employés par l'intermédiaire de l'intranet de la Société.

Le centre d'excellence de la conformité travaille avec tous les départements de Quadient et plus particulièrement avec l'équipe contrôle interne et audit interne afin :

- d'établir un lien entre les risques identifiés et les politiques, processus, normes et programmes de conformité de Quadient et proposer des modifications le cas échéant ;
- de contribuer à la définition du programme annuel d'audit interne ;
- d'utiliser les résultats des audits internes réalisés pour enrichir les évaluations des risques menées au sein de l'Entreprise.

En vérifiant les processus clés de la Société, l'équipe d'audit interne fournit une assurance raisonnable que les procédures de contrôle interne et de gestion des risques ont été mises en œuvre et sont efficaces.

Principaux programmes du système de gestion des risques

Chaque année, plusieurs évaluations détaillées des risques spécifiques sont menées et actualisées à l'échelle de la Société. L'ensemble de ces travaux alimente le processus de consolidation des risques au niveau de la Société. En 2025, à la suite de la première vague de publication d'informations conformément aux exigences de la directive européenne sur la publication d'informations en matière de durabilité par les entreprises (CSRD) ⁽¹⁾, la Société a mis à jour son analyse de double matérialité (DMA) ⁽¹⁾. Les risques de durabilité considérés comme les plus significatifs dans ce cadre ont été intégrés à la cartographie globale des risques. Par ailleurs, la Société a réalisé cette année une analyse de résilience face au risque climatique, prolongeant l'évaluation approfondie des risques physiques et de transition menée en 2024.

Analyse de double matérialité sur le développement durable

Comme l'exige la CSRD, Quadient a procédé à une évaluation afin d'identifier les sujets les plus matériels en matière de développement durable susceptibles d'affecter la Société. Cet exercice comprenait l'identification des impacts, des risques et des opportunités ⁽¹⁾ les plus matériels liés aux questions environnementales, sociales et de gouvernance. Quadient a décidé d'utiliser les mêmes critères et échelles pour évaluer ses risques liés aux affaires et pour la DMA afin de faciliter leur intégration dans la cartographie globale des risques. La méthodologie employée est décrite dans le chapitre 5 de ce document.

Cartographie des risques de corruption et de pots-de-vin

L'équipe chargée de la conformité tient à jour l'évaluation des risques de corruption de la Société. Cette évaluation prend en compte les différentes activités et processus de la Société les plus exposés à la corruption et aux pots-de-vin, tels que la finance, la comptabilité, le *procurement to pay*, le *order to cash*, le *hire to retire*. Les risques sont mis à jour avec l'aide de responsables opérationnels issus de différentes fonctions, pays et Solutions. Une vingtaine de scénarios de risques différents ont été identifiés, avec des impacts et des probabilités d'occurrence différents selon les régions / pays et les fonctions concernées.

Cartographie des risques de concurrence

L'évaluation détaillée des risques de concurrence est également tenue à jour par l'équipe chargée de la conformité, avec le soutien des équipes juridiques, commerciales et financières des différents pays où la Société est présente. Huit scénarios de risque différents ont été identifiés pour l'ensemble des activités de la Société.

Cartographie des risques liés à la confidentialité des données

L'évaluation détaillée des risques liés à la confidentialité des données est mise à jour chaque année par l'organisation chargée de la protection des données au sein de Quadient. Elle prend en compte tous les risques susceptibles d'entraîner une perte ou une violation des données, ainsi que le respect des lois sur la protection de la vie privée dans le monde entier. Le résultat de cette évaluation des risques alimente la cartographie globale des risques de l'Entreprise et a été présenté au Conseil des données (*Data Council*), le Comité de pilotage qui supervise l'efficacité du programme de conformité de la Société en matière de protection de la vie privée et de sécurité des informations.

Cartographie des risques liés à la sécurité de l'information et au cyber

L'évaluation détaillée des risques liés à la sécurité de l'information et aux risques cyber est mise à jour chaque année sous la supervision du directeur des technologies de l'information qui gère l'organisation de la sécurité de l'information pour les infrastructures et les actifs informatiques de la Société. Chaque solution complète cette évaluation des risques par une autre couvrant l'infrastructure et les applications informatiques utilisées par ses propres équipes, mais aussi celles utilisées pour les services vendus aux clients de la Société. De même, en ce qui concerne les risques liés à la protection de la vie privée, le Conseil des données (*Data Council*) supervise l'efficacité du programme de conformité en matière de sécurité de l'information, qui est également porté à l'attention du Comité d'audit et des risques et du Conseil d'administration.

Cartographie des risques tiers

L'équipe chargée de la conformité a mis en place une plateforme pour gérer les risques liés aux partenaires tiers. Cette plateforme permet à l'équipe de conformité d'effectuer des contrôles d'intégrité et d'évaluer le risque avec des tiers en fonction de plusieurs critères tels que les dépenses, l'indice de perception de la corruption, la catégorie de tiers, etc. En fonction du niveau de risque, la Société a établi divers questionnaires, qui sont utilisés pour son processus d'intégration et de diligence raisonnable.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

1.6.1.2 Description des facteurs de risques

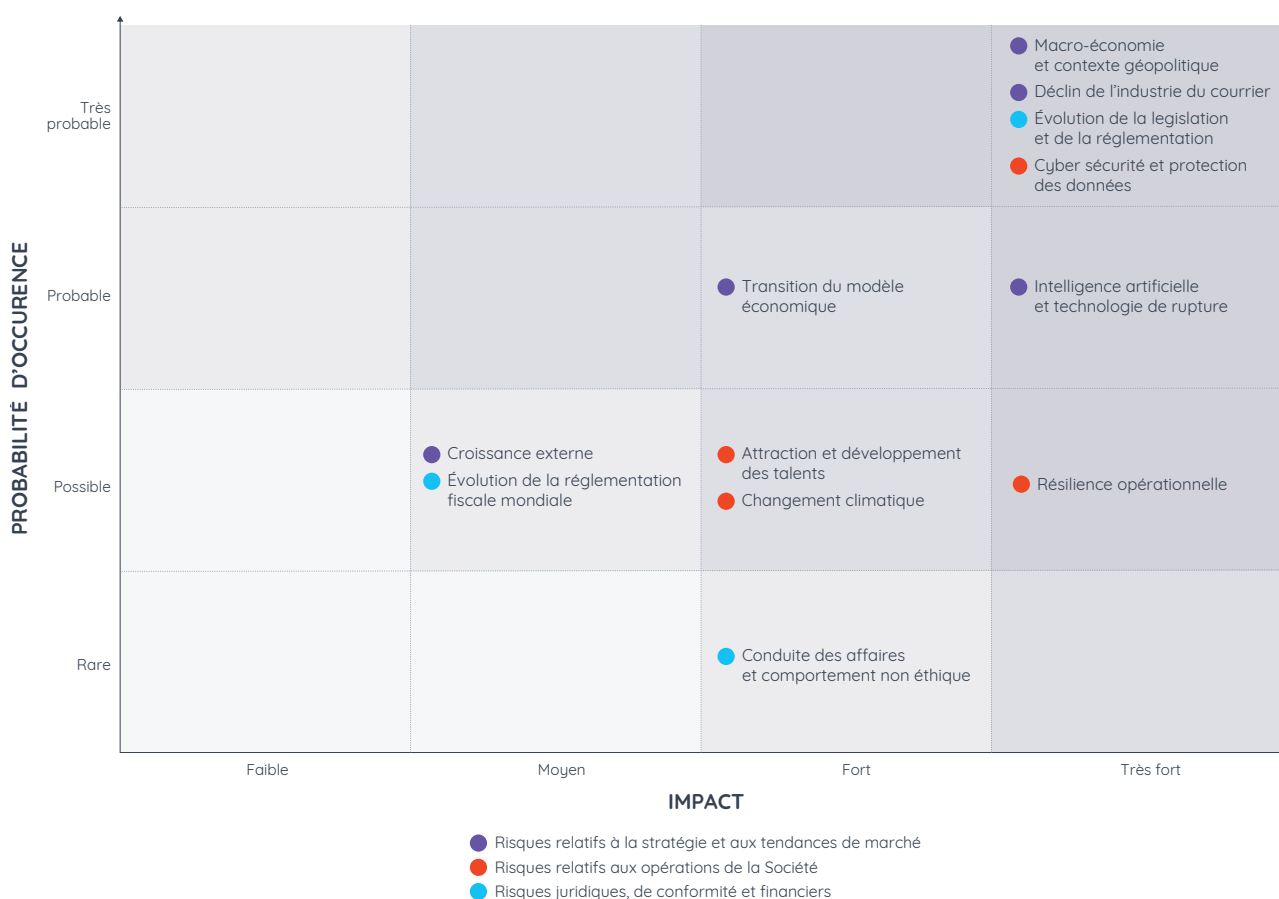
Synthèse des facteurs de risques

Chaque année, la Société met à jour sa cartographie globale des risques qui synthétise les principaux risques en termes d'impact et de probabilité. Les risques sont classés selon les catégories suivantes :

- les risques relatifs à la stratégie et aux tendances de marché ;
- les risques relatifs aux opérations de la Société, et ;
- les risques juridiques, de conformité et financiers.

Les facteurs de risques sont classés sur la base d'une appréciation de leur probabilité et de leur impact potentiel sur la Société. Au sein de chaque catégorie, ils sont présentés par ordre décroissant d'importance déterminé par la Société à la date du présent document d'enregistrement universel. L'appréciation portée par la Société sur ce classement peut toutefois être modifiée à tout moment, notamment en fonction de nouveaux événements extérieurs ou internes à la Société. Par ailleurs, même un risque actuellement considéré comme de moindre importance pourrait avoir un impact significatif sur la Société s'il devait se matérialiser à l'avenir.

Le graphique ci-dessous représente les risques majeurs identifiés lors de la dernière mise à jour de l'analyse des risques. Cette cartographie globale des risques a été revue par le Comité d'audit et des risques de la Société et recommandée au Conseil d'administration, qui l'a approuvée le 14 avril 2026.



Risques relatifs à la stratégie et aux tendances de marché

Macro-économie et contexte géopolitique

Description du risque

Compte tenu de sa présence dans 26 pays, Quadient est exposée à des évolutions macroéconomiques et géopolitiques susceptibles d'affecter les économies dans lesquelles elle opère. Toute détérioration de la conjoncture économique mondiale ou de la stabilité géopolitique pourrait donc avoir des effets négatifs directs ou indirects sur les activités et les résultats de la Société.

Les incertitudes macroéconomiques et géopolitiques découlent de facteurs tels que l'instabilité politique, les conflits armés, les crises sanitaires majeures, les tensions commerciales et les politiques monétaires ou budgétaires restrictives. Le conflit en cours entre la Russie et l'Ukraine, les récentes escalades au Moyen-Orient et les tensions croissantes entre les États-Unis et la Chine illustrent un environnement mondial fragmenté. Bien que Quadient ne soit pas directement exposée aux conflits armés, ces événements continuent de faire grimper les prix des matières premières et de l'énergie, d'alimenter l'inflation et d'affaiblir la confiance des entreprises.

En outre, les réformes de politique économique attendues de la part de l'administration américaine, notamment d'éventuelles modifications tarifaires, une déréglementation et des ajustements en matière d'immigration, pourraient redéfinir les conditions du commerce international. D'autres gouvernements pourraient prendre des mesures de rétorsion, ce qui ajouterait à l'incertitude sur les marchés mondiaux. La volatilité des prix des matières premières et de l'énergie reste préoccupante, car la hausse des coûts énergétiques accroît les dépenses de production, de transport et d'exploitation, ce qui pourrait peser sur l'activité économique mondiale et les investissements.

Dans l'ensemble, ces facteurs macroéconomiques et géopolitiques pourraient ralentir la demande, augmenter les coûts d'exploitation ou perturber les chaînes d'approvisionnement. Ils pourraient également affecter les cycles d'investissement et les comportements de paiement des clients, ce qui pourrait entraîner une augmentation des créances douteuses ou des retards dans les projets. Pris dans leur ensemble, ces développements pourraient avoir un impact négatif sur le chiffre d'affaires, la rentabilité et les performances opérationnelles de Quadient.

Gestion du risque

Pour faire face à l'impact des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques sur ses activités, Quadient a mis en place un ensemble de mesures de gestion des risques proactives et structurées. La Société continue de réduire sa dépendance vis-à-vis de la Chine, limitant ainsi son exposition aux tensions géopolitiques ou aux changements de politique susceptibles de perturber la production ou la logistique.

Quadient se prépare également à d'éventuels changements dans les conditions du commerce international en élaborant plusieurs scénarios d'impact tarifaire, notamment le recours à des prolongations de baux comme options de contingence et le renforcement des stratégies d'approvisionnement local afin d'assurer la continuité de l'approvisionnement en cas d'augmentation des droits de douane ou de restrictions transfrontalières.

Parallèlement, la Société applique une approche financière et opérationnelle rigoureuse, en mettant résolument l'accent sur la redéfinition des priorités des projets et le report des recrutements et des dépenses d'exploitation non essentiels, garantissant ainsi agilité et maîtrise des coûts dans des environnements économiques volatils.

Afin de renforcer encore sa résilience, Quadient a élargi son recours à la dette locale aux États-Unis, augmentant ainsi sa couverture naturelle contre l'exposition au dollar américain et contribuant à protéger ses performances financières contre les fluctuations monétaires.

Grâce à cette combinaison de diversification de la chaîne d'approvisionnement, de planification de scénarios, de discipline en matière de coûts et de couverture financière, Quadient vise à maintenir la continuité opérationnelle, à préserver sa rentabilité et à renforcer sa résilience face à l'instabilité macroéconomique et géopolitique mondiale.

Déclin de l'industrie du courrier

Description du risque

Le rapport *IPC Global Postal Industry Report 2025* confirme le déclin structurel de longue date des volumes de courrier, une tendance qui perdure depuis plus d'une décennie. Les volumes de courrier ont fortement chuté depuis 2013, une tendance accélérée par les outils de communication numériques tels que le courrier électronique, la messagerie instantanée et la facturation électronique. Malgré une légère augmentation de 1,7 % des revenus du courrier en 2025 ⁽¹⁾, les marges EBIT du secteur restent négatives, reflétant l'érosion continue de l'activité postale.

Dans le même temps, les postes nationales sont confrontées à une hausse des coûts d'exploitation, ce qui entraîne des augmentations généralisées des tarifs, notamment une hausse de 7,4 % des tarifs postaux de l'USPS pour 2025 et des ajustements similaires à travers l'Europe. La baisse des volumes de courrier a également conduit les opérateurs à réduire leurs niveaux de service en allongeant les délais de distribution, en réduisant la fréquence des livraisons, en limitant les horaires d'ouverture, en se diversifiant vers des activités plus rentables et en développant les options en libre-service telles que les bornes automatisées et les portails en ligne. Certains, comme PostNord au Danemark, se retirent complètement du secteur courrier pour se concentrer sur les colis.

Ces pressions accélèrent les changements stratégiques dans l'ensemble du secteur : les opérateurs adoptent des modèles axés sur les colis, l'automatisation, les services numériques et bancaires, et, dans certains cas, poursuivent la privatisation afin d'améliorer leur viabilité financière. Les volumes de colis, qui ont augmenté de 4,4 % en 2024, surpassent désormais largement ceux du courrier et redéfinissent les priorités opérationnelles.

Ensemble, ces évolutions représentent un risque plus large pour Quadient. La Société dépend fortement de la stabilité financière, de la fiabilité des services et des cadres réglementaires des opérateurs postaux nationaux. Leurs difficultés financières, l'évolution de leur gouvernance, l'autorité réglementaire sur les tarifs postaux et l'approbation des produits, ainsi que la baisse des volumes de courrier, pourraient nuire à leur capacité à maintenir des services fiables et abordables. Toute baisse de leurs performances ou tout changement réglementaire pourrait réduire la demande des clients pour les offres de Quadient et potentiellement accélérer la migration des clients vers des solutions de communication numérique, créant à la fois des opportunités et des risques pour la Société.

Gestion du risque

Alors que les activités liées au Mail continuent de faire face à des vents contraires sur le marché, la stratégie de la Société combine diversification du portefeuille, modernisation des solutions, gestion financière rigoureuse et efficacité opérationnelle pour compenser l'impact des perturbations en cours.

(1) Étude « IPC Global Postal Industry Report », 2025.

Tout d'abord, Quadient accélère le rééquilibrage de son portefeuille en faveur de ses Solutions Digital qui a enregistré une forte croissance organique en 2025. L'activité Digital a progressé de 8,0 % en organique, compensant en partie le recul de la Solution Mail et soutenant l'ambition à long terme de la Société de faire du Digital sa Solution la plus importante et la plus rentable d'ici 2030. Cette diversification réduit la dépendance vis-à-vis des volumes de courrier physique et renforce l'exposition de Quadient aux marchés à croissance rapide, axés sur les logiciels et générant des revenus récurrents.

Parallèlement, Quadient continue de renforcer la stabilité de son modèle de revenus. Les flux de revenus récurrents ont représenté 74 % du chiffre d'affaires total en 2025, fournissant des flux de trésorerie prévisibles qui aident à absorber les pressions cycliques et structurelles de la Solution Mail. Malgré la baisse des volumes, le Mail reste une activité très rentable avec une marge d'EBITDA de 27,1 % pour l'exercice 2025, reflétant la solidité de sa base installée et de son modèle de service. Le maintien de la rentabilité de cette Solution contribue à soutenir la capacité d'investissement du Groupe tout au long de la transition.

Quadient modernise également activement les solutions de son activité Mail afin d'étendre leur pertinence et leur valeur opérationnelle pour les clients dont les processus métier dépendent encore des communications physiques. Les améliorations en cours comprennent une intégration numérique renforcée, la connectivité au *cloud*, des fonctionnalités d'automatisation et une sécurité améliorée, qui contribuent toutes à soutenir les revenus de services et à prolonger le cycle de vie des équipements. Ces mises à niveau sont particulièrement importantes pour les secteurs soumis à des obligations réglementaires ou contractuelles strictes en matière d'envoi postal.

La discipline opérationnelle et l'équilibre géographique atténuent davantage l'impact des perturbations du marché. La faiblesse du marché postal américain, avec un creux temporaire dans les cycles de renouvellement du matériel, a été l'un des principaux facteurs à l'origine de la baisse sur les revenus du Mail en 2025. Le soutien aux marges a également été renforcé par l'intégration de Frama, contribuant à une meilleure efficacité au sein du portefeuille du Mail. La Société a réaffirmé son objectif de marge EBITDA Mail pour 2026 (> 25 %), démontrant ainsi sa confiance en sa capacité à gérer les coûts et à préserver sa rentabilité malgré la baisse de la demande en matériel.

Enfin, Quadient conserve un profil financier solide qui soutient à la fois sa résilience et ses investissements stratégiques. L'EBIT courant du Groupe est resté stable en 2025 malgré la baisse du chiffre d'affaires du Mail, démontrant l'efficacité du modèle diversifié de la Société et de sa discipline en matière de coûts. L'amélioration des ratios d'endettement renforce encore la capacité de Quadient à investir dans l'innovation et dans des solutions tournées vers l'avenir, permettant à la Société de poursuivre sa transformation tout en gérant la contraction à long terme des activités liées au Mail.

Intelligence artificielle et technologie de rupture

Description du risque

Quadient évolue dans un environnement technologique en constante évolution où les progrès rapides, notamment dans le domaine de l'intelligence artificielle, redéfinissent le paysage concurrentiel. Dans le secteur des logiciels, l'émergence de l'IA générative et, plus précisément, des agents IA devrait bouleverser considérablement les modèles SaaS traditionnels. Leur capacité à automatiser de manière autonome les flux de travail, à interconnecter des systèmes disparates et à produire des résultats sans intervention directe de l'utilisateur remet en question la proposition de valeur des fournisseurs SaaS existants. Si l'IA devient capable de remplacer la logique métier actuellement intégrée dans

les applications SaaS, ces solutions ne resteront viables que si elles peuvent offrir aux clients une valeur unique, indispensable et défendable.

Dans le secteur de la livraison de colis et des consignes automatiques, des technologies disruptives font également leur apparition, notamment les véhicules autonomes, les robots de livraison, les drones et d'autres innovations du « dernier kilomètre ». Ces technologies pourraient modifier la manière dont les consommateurs et les entreprises gèrent la livraison de colis et contourner ou réduire le besoin d'infrastructures traditionnelles de consignes automatiques. À mesure que ces alternatives gagneront en maturité, elles pourraient remettre en cause la capacité de Quadient à se différencier et à maintenir sa position concurrentielle à travers ses portefeuilles de solutions.

De plus, de nouveaux concurrents, qu'il s'agisse d'acteurs technologiques établis ou de start-up en pleine expansion, pourraient tirer parti de l'IA pour développer des solutions alternatives plus rapidement et à un coût nettement inférieur à celui de Quadient. Les outils d'IA générative permettent d'accélérer les cycles de développement de produits, de réaliser un prototypage rapide et de générer du code de manière automatisée, ce qui réduit les barrières à l'entrée et accélère la mise sur le marché de nouvelles offres. Les concurrents utilisant des modèles de développement basés sur l'IA pourraient introduire des alternatives disruptives et moins coûteuses qui répondent aux attentes des clients en matière de rapidité, de personnalisation, d'automatisation et d'intégration. Cette intensification de la concurrence pourrait rendre plus difficile pour Quadient de conserver ses parts de marché si elle n'innove pas au même rythme.

Un manque d'investissement suffisant ou une intégration tardive de technologies de pointe dans les solutions de la Société pourrait entraîner une perte de compétitivité, un retard dans la réponse au marché ou une incapacité à répondre aux besoins évolutifs des clients. De tels résultats pourraient nuire aux perspectives de croissance, aux performances opérationnelles et au positionnement stratégique de Quadient sur ses principaux marchés.

Gestion du risque

Quadient continue d'améliorer ses solutions dans les domaines du Mail, des Lockers et du Digital, tout en suivant de près les technologies émergentes susceptibles d'avoir un impact sur son portefeuille. De solides relations avec les principaux acteurs du secteur aident la Société à se tenir informée des développements stratégiques et à participer activement aux discussions sur les nouveaux concepts et solutions.

Concernant sa Solution Mail, Quadient modernise son offre pour répondre à la transformation structurelle du secteur postal et s'adapter aux rapides changements technologiques, opérationnels et réglementaires. Les efforts d'innovation se concentrent sur l'amélioration de la fiabilité, de la sécurité et de l'intégration numérique, tout en accompagnant la transition des clients vers des environnements de communication plus automatisés, plus efficaces et hybrides. Quadient fait évoluer ses solutions de courrier basées sur le *cloud* en renforçant leurs fonctionnalités de sécurité, de gouvernance des données et de conformité. L'entreprise étend également l'usage de l'automatisation et de l'intelligence artificielle afin de rationaliser la préparation des documents, d'optimiser les performances des équipements et de renforcer la résilience des processus de courrier de bout en bout. Les équipements du Mail sont également mis à niveau avec des fonctions de gestion à distance, de maintenance prédictive et de connexion au *cloud* afin de réduire la complexité et d'assurer la continuité dans les secteurs qui dépendent encore du courrier physique en raison d'exigences réglementaires ou contractuelles.

Concernant sa Solution Lockers, Quadient a lancé en 2025 la série X, son modèle de consigne automatisé le plus avancé et le premier système entièrement autonome et alimenté à l'énergie solaire du secteur. Fonctionnant entièrement hors réseau grâce à des panneaux solaires intégrés et des batteries longue durée, la série X offre un service 24h/24 et 7j/7 sans aucune émission de CO₂ et ne nécessite aucun raccordement électrique. Les consignes comprennent une boîte de retour, une imprimante d'étiquettes à la demande et des compartiments de demi-largeur pour les petits colis, les échanges, les pièces de rechange et les remises de clés. L'installation est simplifiée grâce à un stabilisateur intégré, qui élimine le besoin de travaux de construction, d'ancrage ou nécessitant un permis, permettant ainsi un déploiement dans des emplacements auparavant inaccessibles. La surveillance à distance garantit un fonctionnement fiable. Testée au Royaume-Uni et présentée au salon Parcel+Post Expo 2025 à Amsterdam, la série X marque une étape clé dans la stratégie de développement durable et d'expansion du réseau de Quadient, dans le cadre de la feuille de route « Elevate to 2030 ».

Concernant sa Solution Digital, Quadient a organisé en 2025 une série de journées de l'innovation dans sept villes d'Europe et des États-Unis, offrant ainsi un forum aux clients, partenaires et experts pour explorer de nouvelles capacités numériques, partager des idées et co-concevoir les améliorations futures. L'année 2025 a apporté des avancées significatives, notamment au sein de la plateforme de gestion des communications clients Inspire. De nouvelles fonctionnalités basées sur l'IA, telles que l'analyse des sentiments en temps réel, la traduction automatique et la détection des informations personnelles identifiables (PII), une personnalisation améliorée et une conformité renforcée, ont permis d'accélérer la création de contenu de près de 50 % et de doubler le volume de communication. La version Inspire R17 a ajouté la correction automatisée de l'accessibilité des PDF, étendu la prise en charge de formats tels qu'InDesign, Quark et les formulaires PDF, et introduit des outils de collaboration améliorés ainsi que des options de déploiement *cloud* plus étendues dans le cadre du modèle hybride « AnyPrem » de Quadient. Quadient a encore renforcé son offre en matière de conformité et d'accessibilité grâce à l'acquisition de CDP Communications, dont la technologie permet la production à grande échelle et la validation automatisée de documents accessibles conformes aux normes mondiales. Dans le domaine de l'automatisation des flux de travail financiers, Quadient a fait état de progrès significatifs en matière de facturation électronique, ajoutant plus de 50 millions de factures par an grâce à de nouveaux contrats conclus pour 2025 et en s'adaptant aux exigences réglementaires croissantes en Europe. La Société a également été classée n° 1 mondial en CCM par IDC, confirmant ainsi son *leadership* dans l'automatisation de la communication numérique. Sa solution d'automatisation des comptes fournisseurs a progressé grâce à une capture de données améliorée pilotée par l'IA, à des capacités multilingues et multidevises, ainsi qu'à des analyses et des contrôles de flux de travail optimisés — une reconnaissance qui a contribué à la désignation de Quadient comme *leader* dans la matrice SPARK 2025 pour l'automatisation des comptes fournisseurs pour la troisième année consécutive.

Transition du modèle économique

Description du risque

Le modèle économique de Quadient connaît une transformation majeure, le Groupe passant d'un profil historiquement centré sur le Mail à un portefeuille diversifié de plus en plus axé sur le Digital. Cette transition intervient alors que l'activité Mail continue de subir un déclin structurel, accéléré par des évolutions réglementaires telles que l'extension des obligations en matière de facturation électronique en Europe et des changements plus généraux sur les

marchés postaux mondiaux. En conséquence, la réussite de la stratégie à long terme de Quadient repose sur sa capacité à faire évoluer sa plateforme d'automatisation numérique, à maintenir des niveaux élevés de revenus récurrents basés sur des abonnements, à continuer d'intégrer des capacités avancées d'IA et à vendre efficacement des solutions de son activité Digital à sa clientèle du Mail.

Pour anticiper le déclin de son activité Mail, la Société a investi dans les Solutions Digital et Lockers, deux secteurs d'activité opérant sur des marchés hautement concurrentiels et en rapide évolution, soumis à des changements technologiques rapides. La concurrence provient à la fois des acteurs historiques mondiaux dotés d'une capacité d'investissement substantielle et des start-up innovantes dans les domaines de la technologie et de la fintech, soutenues par des fonds de capital-investissement et de capital-risque. Pour rester compétitive, Quadient doit continuellement anticiper les évolutions du marché, innover et adapter ses solutions aux besoins changeants des clients, ce qui exige en retour des investissements importants en recherche et développement.

Le modèle économique dépend également de la réussite de l'intégration et de la performance des acquisitions récentes, ainsi que de la résilience des partenaires de la chaîne d'approvisionnement mondiale, notamment les fournisseurs de matériel OEM/ ODM indispensables à la fabrication des équipements de Mail et de Lockers. En outre, la croissance soutenue de l'activité Lockers est liée à la dynamique des marchés du commerce électronique et des logements collectifs, où la pression concurrentielle et l'évolution des attentes des clients restent élevées. Des facteurs externes tels que les fluctuations monétaires, en particulier la volatilité du taux de change USD/EUR, et les retards ou modifications des calendriers réglementaires pourraient avoir un impact supplémentaire sur les trajectoires de croissance attendues.

Quadient pourrait être confrontée à des difficultés si elle ne parvient pas à suivre le rythme des investissements technologiques, ou si elle ne fait pas les bons choix en matière de développement, d'acquisition ou de lancement de nouvelles offres. Une sous-performance sur les marchés du Digital ou des Lockers, ou bien une adoption plus faible que prévu des nouvelles solutions de la Société, pourrait limiter sa capacité à récupérer les coûts associés et à générer le chiffre d'affaires et la rentabilité attendus. Globalement, l'incapacité à gérer ces dépendances ou à atteindre l'équilibre prévu entre la baisse des revenus du Mail et la croissance des activités Digital et Lockers pourrait avoir un impact négatif sur la composition du chiffre d'affaires, les marges, le positionnement concurrentiel et la performance financière globale de Quadient.

Gestion du risque

Le modèle économique de Quadient évolue vers un portefeuille de plus en plus axé sur les Solutions Digital. Cette transition s'inscrit dans un contexte de baisse structurelle des volumes de courrier et d'accélération des changements réglementaires, notamment la mise en place progressive de l'obligation de facturation électronique à travers l'Europe. Au cours de l'exercice 2025, le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1 036 millions d'euros (en baisse organique de - 3,2 %), tandis que le chiffre d'affaires annuel récurrent du Digital a atteint 250 millions d'euros (+ 10,7 % de croissance organique). Pour gérer les risques liés à cette évolution, Quadient continue d'investir dans le renforcement et l'extension de sa plateforme numérique, en particulier dans l'automatisation, l'intelligence des données et les fonctionnalités basées sur l'IA. Le renforcement de la représentation de l'équipe de direction du Digital au sein du Comité exécutif améliore la gouvernance et l'agilité, soutenant ainsi l'ambition de faire du Digital la Solution la plus importante et la plus rentable de la Société d'ici 2030.

Dans le même temps, Quadient s'attaque au déclin structurel de son activité de Mail. Bien que le chiffre d'affaires de l'activité Mail soit resté sous pression au cours de l'exercice 2025, notamment en raison de l'impact du creux du cycle de renouvellement aux États-Unis, le segment a maintenu une solide marge d'EBITDA de 27,1 %, illustrant la résilience de sa base installée et de ses opérations de service. La Société continue d'optimiser sa base de coûts et son efficacité opérationnelle tout en orientant ses clients Mail existants vers des flux de travail de communication hybride et numérique. Ces mesures contribuent à gérer l'impact du déclin du Mail et soutiennent la transition plus large vers des revenus récurrents du Digital à plus forte valeur ajoutée.

L'activité Locker bénéficie de la dynamique soutenue du commerce électronique et du segment des logements collectifs. Au cours de l'exercice 2025, cette activité a enregistré une croissance organique à deux chiffres et une rentabilité accrue. Quadient soutient cette trajectoire grâce à une planification ciblée des déploiements, à des analyses améliorées et au développement de formats de consignes adaptés à divers environnements, renforçant ainsi l'adoption, améliorant l'utilisation du réseau et contribuant au rééquilibrage de la composition des revenus du Groupe.

Dans toutes ses activités, Quadient suit une feuille de route technologique pluriannuelle conçue pour anticiper les besoins des clients, les évolutions réglementaires et la dynamique concurrentielle. Cette feuille de route guide la hiérarchisation des priorités en matière de R & D, garantissant une innovation continue dans l'automatisation des flux de travail, la gestion de la communication client et les processus numériques liés à la conformité.

D'un point de vue financier, les résultats de l'exercice 2025 ont affiché un EBIT courant de 135 millions d'euros (en baisse organique de - 2,2 %) et une perte nette part du Groupe de 68 millions d'euros, principalement due à une dépréciation de 124 millions d'euros du *goodwill* de l'activité Mail. La Société maintient une discipline financière stricte, en donnant la priorité aux investissements qui renforcent les revenus récurrents et le potentiel de croissance à long terme, et maintient son objectif de ratio d'endettement de 1,5x, comme réaffirmé dans les perspectives pour l'exercice 2026. Prises ensemble, ces mesures soutiennent un rééquilibrage contrôlé et progressif du mix d'activités de Quadient, contribuant à atténuer les risques liés à l'évolution des attentes des clients, aux pressions concurrentielles et à la baisse continue des volumes de courrier.

Croissance externe

Description du risque

La croissance externe par le biais d'acquisitions a toujours fait partie de la stratégie de la Société visant à élargir son offre de solutions, à renforcer ses positions sur les marchés existants ou à pénétrer de nouveaux marchés. Des opérations de fusion-acquisition réussies peuvent générer des revenus et une rentabilité supplémentaires. Elles comportent toutefois des risques, tant pendant qu'après le processus d'acquisition. L'identification de cibles appropriées peut s'avérer difficile, car elle nécessite de trouver des opportunités à des valorisations acceptables et dans des conditions appropriées. L'intégration d'une société acquise peut également créer des défis opérationnels, financiers, commerciaux, techniques ou humains, et toute difficulté à réaliser les synergies attendues pourrait avoir un impact négatif sur la performance. Cela dit, la stratégie de Quadient en matière de croissance externe est désormais principalement opportuniste plutôt que systématique, ce qui signifie que le Groupe est moins exposé à ces risques liés aux acquisitions que les années précédentes.

Gestion du risque

Quadient possède une grande expérience en matière de fusions et acquisitions et a mis en place un processus interne structuré afin de garantir une exécution rigoureuse chaque fois qu'une opportunité est envisagée. L'équipe chargée des fusions et acquisitions supervise l'identification des cibles potentielles en appliquant des

critères stratégiques et financiers stricts. Une fois la cible sélectionnée, une phase complète de diligence raisonnable est menée avec la participation de tous les services concernés afin d'évaluer les performances opérationnelles, la compatibilité technologique, la solidité financière et les risques potentiels. Si aucun problème critique n'est identifié, la transaction proposée est présentée au Comité d'investissement du Conseil d'administration pour décision. Une fois la transaction finalisée, un plan d'intégration dédié est défini par l'équipe chargée des initiatives stratégiques et mis en œuvre avec le soutien des équipes opérationnelles afin de garantir une harmonisation efficace avec les processus, les normes de gouvernance et les objectifs à long terme de Quadient.

Dans le cadre du plan stratégique « Elevate to 2030 », la trajectoire de croissance de Quadient à partir de 2025 ne dépend pas de nouvelles acquisitions ni de synergies d'intégration, ce qui limite considérablement l'exposition du Groupe aux défis potentiels liés aux fusions-acquisitions. La croissance externe est désormais envisagée de manière opportuniste plutôt que systématique. En conséquence, Quadient maintient une approche contrôlée et sélective vis-à-vis des activités de fusions-acquisitions, renforçant ainsi la stabilité opérationnelle et favorisant la création de valeur durable à long terme.

Risques relatifs aux opérations de la Société

Cyber sécurité et protection des données

Description du risque

Quadient s'appuie sur un large éventail de systèmes informatiques pour soutenir ses opérations internes et fournir ses solutions et services numériques à ses clients. Ces activités impliquent le traitement d'informations sensibles, notamment des données à caractère personnel concernant les employés, les clients et les utilisateurs finaux. La disponibilité, la confidentialité et l'intégrité de ces données sont essentielles à la bonne marche des activités de la Société. Dans ce contexte, l'utilisation croissante de l'intelligence artificielle au sein de l'organisation ajoute de nouveaux niveaux d'exposition. Les systèmes d'IA peuvent amplifier considérablement les risques cyber existants en augmentant la surface d'attaque par l'utilisation de modèles interconnectés, d'outils tiers et d'importants volumes de données. Si les modèles d'IA sont entraînés sur des informations sensibles ou traitent celles-ci sans mesures de protection appropriées, ils peuvent involontairement mémoriser ou exposer ces données, les rendant vulnérables à l'extraction par le biais de requêtes malveillantes ou de techniques de manipulation des modèles.

En outre, la complexité des systèmes d'IA peut introduire de nouvelles vulnérabilités de sécurité, notamment des attaques visant à manipuler les résultats des modèles, à corrompre les données d'entraînement ou encore des attaques par inférence permettant à des acteurs non autorisés de déduire des informations sensibles à partir des réponses générées. Les technologies d'IA peuvent également accroître la sophistication et le degré d'automatisation des cyberattaques ciblant l'infrastructure de Quadient, qu'il s'agisse de campagnes de *phishing*, de tentatives d'ingénierie sociale, de collecte d'identifiants ou de génération de logiciels malveillants.

Ces attaques basées sur l'IA peuvent être plus difficiles à détecter et peuvent augmenter le risque d'accès non autorisé aux systèmes et aux informations confidentielles. En outre, l'intégration d'outils d'IA dans les flux de travail opérationnels peut créer des dépendances vis-à-vis d'infrastructures externes ou d'API qui, si elles sont compromises ou insuffisamment sécurisées, pourraient entraîner des fuites de données ou des interruptions de service. Tout incident de ce type pourrait compromettre les systèmes, perturber les opérations, altérer ou détruire des données, ou entraîner la divulgation non autorisée d'informations personnelles ou confidentielles. Ces conséquences pourraient affecter les performances financières, la continuité opérationnelle, la confiance des clients et la réputation de Quadient, et exposer la Société à d'importantes implications juridiques, contractuelles ou réglementaires.

Gestion du risque

Le cadre de gouvernance de la Société en matière de sécurité, de confidentialité et d'IA responsable repose sur trois instances de direction complémentaires qui assurent une supervision solide, cohérente et responsable dans tous les domaines liés aux risques numériques. Le Conseil de gouvernance de la sécurité de l'information (*Security Board*) fait office d'autorité centrale en matière de gouvernance de la cybersécurité : il définit les objectifs globaux de sécurité, supervise les évaluations des risques, veille au respect des politiques et des contrôles de sécurité, examine les incidents et rend compte de la posture de l'organisation face aux risques cyber à la direction. Parallèlement, le Conseil de gouvernance de la protection des données personnelles (*Data Privacy Council*) assure une supervision complète de la conformité en matière de protection des données, surveille les risques liés à la vie privée, valide les Analyses d'impact relative à la protection des données (AIPD), supervise la gestion des incidents et des violations, et veille à l'alignement entre la gouvernance de la vie privée, la stratégie d'entreprise et les obligations réglementaires mondiales. Pour compléter ce cadre, le Conseil de l'IA régit l'adoption éthique, sécurisée et responsable de l'intelligence artificielle, en établissant des principes directeurs, en évaluant les cas d'utilisation, en atténuant les risques liés à l'IA et en supervisant le déploiement et le suivi des outils et modèles d'IA. Ensemble, ces instances forment une structure de gouvernance unifiée qui garantit que la cybersécurité, la protection des données et l'innovation en matière d'IA sont gérées de manière responsable, transparente et en accord avec les valeurs de l'organisation, les attentes réglementaires et les priorités stratégiques.

Dans ces trois domaines, sécurité, confidentialité et IA, l'Entreprise accorde une grande importance à la formation des employés, reconnaissant que la vigilance humaine est essentielle à l'atténuation des risques. Tous les employés suivent une formation obligatoire en matière de cybersécurité et de confidentialité des données, soutenue par des communications internes continues et une simulation annuelle mondiale de *phishing* visant à renforcer la sensibilisation et à mesurer l'efficacité de la formation. Parallèlement, l'Entreprise déploie des formations spécifiques à l'IA destinées aux employés, axées sur l'utilisation responsable, les limites des modèles, le traitement approprié des données et les procédures d'escalade pour les situations sensibles ou ambiguës. Ces programmes garantissent que tous les membres de l'organisation comprennent leurs responsabilités, sont capables d'identifier les risques à un stade précoce et appliquent systématiquement les normes de l'Entreprise dans leurs activités quotidiennes.

Ce modèle de gouvernance est renforcé par un large éventail de contrôles techniques et opérationnels conçus pour protéger les systèmes, les services et les données. La Société utilise l'authentification multifactorielle, des solutions avancées de sécurité des e-mails, des infrastructures de sauvegarde mondiales, des outils d'analyse des vulnérabilités, la gestion des appareils mobiles et des mesures continues de renforcement du réseau afin de réduire les surfaces d'attaque. Une forte résilience opérationnelle et des capacités de reprise après sinistre garantissent la restauration rapide des systèmes critiques, soutenue par des tests réguliers. Afin de garantir une adoption responsable de l'IA, l'Entreprise a mis en place des environnements sécurisés pour le développement et l'utilisation des modèles, restreint l'accès aux ensembles de données sensibles, mis en place des mécanismes de surveillance pour détecter les utilisations abusives et appliquer des règles strictes exigeant l'utilisation de solutions d'IA approuvées pour prévenir l'« IA fantôme ». Ces contrôles atténuent les risques liés à l'accès non autorisé, aux fuites de données, aux résultats non fiables et aux outils externes non validés.

L'engagement de l'organisation en faveur de normes de qualité élevées est également démontré par ses certifications de sécurité de l'information reconnues à l'échelle internationale : ISO 27001, notamment pour tous les sites de R & D soutenant les activités Digital et Lockers, ISO 27701 relative à la gestion de la protection des données pour une partie des opérations et des solutions de l'Entreprise, ainsi que la norme ISO 42001 relative à la gestion de l'intelligence artificielle qui sera mise en œuvre en 2026.

Résilience opérationnelle

Description du risque

Les activités de Quadient reposent largement sur la disponibilité continue et le bon fonctionnement de ses infrastructures informatiques, de ses systèmes centraux et des centres de données qui hébergent ses serveurs, ses applications et ses données. La fiabilité, les performances et la sécurité de ces systèmes sont essentielles non seulement pour les opérations internes de la Société, mais aussi pour la fourniture de ses solutions aux clients, dont beaucoup dépendent de services *cloud*, de plateformes d'impression et de communication, ainsi que d'autres prestataires de services externes. Toute interruption affectant ces systèmes, qu'elle soit interne ou en contact avec la clientèle, pourrait compromettre la fourniture des services, l'accès aux données ou la continuité des opérations.

La Société dépend également d'un réseau mondial de fournisseurs et de prestataires de services, notamment des fabricants OEM et ODM chargés de la fabrication de matériel informatique, ainsi que des prestataires tiers fournissant une infrastructure *cloud*, des services d'impression, des capacités d'envoi massif d'e-mails ou de SMS. Cela crée une exposition supplémentaire aux incidents externes affectant des partenaires situés dans différents pays et contextes géopolitiques.

Des événements majeurs, tels que des cyberattaques, des catastrophes naturelles, des tensions géopolitiques, des ruptures de la chaîne d'approvisionnement ou des incidents industriels, pourraient affecter de manière significative l'infrastructure de Quadient, perturber les opérations ou entraver l'accès aux systèmes métier critiques. De tels événements peuvent retarder les activités de production ou de logistique, interrompre les applications hébergées, compromettre l'intégrité ou la disponibilité des données, ou empêcher les clients d'accéder à leurs solutions. Ils peuvent également présenter des risques pour la sécurité des employés dans les régions touchées.

Une panne prolongée ou généralisée des systèmes informatiques, des environnements *cloud* ou des opérations des fournisseurs pourrait entraîner le non-respect des engagements de service, des pertes financières, des pénalités contractuelles et une atteinte à la réputation. À mesure que Quadient continue d'élargir son portefeuille de solutions numériques et basées sur le *cloud*, l'exposition de la Société aux risques liés à la résilience des systèmes informatiques et à la disponibilité des applications augmente en conséquence. L'incapacité à maintenir une forte résilience opérationnelle à travers les systèmes, les centres de données et les principaux fournisseurs pourrait avoir un impact significatif sur la continuité des activités de Quadient, la satisfaction des clients et la performance globale.

Gestion du risque

Quadient a mis en place un ensemble complet de mesures visant à renforcer sa résilience opérationnelle et à limiter les risques liés à la perturbation des activités. Ces mesures sont intégrées au cadre de gestion de la continuité des activités du Groupe et s'appliquent aux opérations informatiques, à la gestion de la chaîne d'approvisionnement et à l'autonomisation du personnel.

La robustesse de l'infrastructure informatique de Quadient constitue un domaine prioritaire. Tous les systèmes internes critiques et les solutions destinées aux clients sont couverts par des systèmes de sauvegarde documentés, des plans de reprise après sinistre et des plans de continuité des activités, qui sont testés régulièrement afin de garantir leur efficacité. Dans le cadre du programme de conformité NIS2, Quadient a passé en revue la liste de ses activités commerciales critiques en 2025 et procède actuellement à la révision de son plan de continuité des activités en conséquence. Au cours des dernières années, Quadient a considérablement modernisé son environnement technologique, la plupart des applications centrales étant désormais migrées vers des environnements *cloud* ou hébergées dans des centres de données de niveau 3. Ces infrastructures offrent une haute disponibilité, une redondance et une sécurité renforcée, réduisant ainsi la probabilité et l'impact des interruptions de service.

Afin d'atténuer les vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, Quadient a pris des mesures pour réduire sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs stratégiques. La Société a développé des canaux d'approvisionnement alternatifs et mis en place la capacité opérationnelle de transférer la production vers différents fournisseurs ou sites géographiques lorsque cela s'avère nécessaire. Ces mesures renforcent la continuité de la chaîne d'approvisionnement et permettent à Quadient de réagir plus efficacement aux perturbations imprévues affectant un fournisseur ou une région en particulier.

De plus, la pandémie de COVID-19 a mis en évidence l'importance de la flexibilité de la main-d'œuvre et de capacités de télétravail sécurisées. En réponse, Quadient a investi, il y a plusieurs années, dans de nouveaux outils de collaboration numérique et des solutions de sécurité qui permettent aux employés de travailler à distance depuis leur domicile ou depuis n'importe quel site Quadient. Ces investissements garantissent la continuité des opérations en cas de crises sanitaires, de fermetures de bureaux ou d'autres situations nécessitant une main-d'œuvre décentralisée.

Grâce à ces mesures, combinées à une résilience informatique renforcée, à des stratégies de chaîne d'approvisionnement diversifiées et à des capacités de télétravail sécurisées, Quadient continue de renforcer sa posture globale en matière de continuité des activités et d'assurer une fiabilité constante pour ses clients, ses partenaires et ses parties prenantes.

Attraction et développement des talents

Description du risque

Le succès à long terme de Quadient repose en grande partie sur les compétences, l'expertise et l'engagement de ses collaborateurs. Le marché mondial du travail pour les talents qualifiés, en particulier dans des domaines tels que l'intelligence artificielle, le développement logiciel, la science des données, la cybersécurité et d'autres compétences numériques, est de plus en plus concurrentiel. L'accélération des évolutions technologiques a intensifié la demande pour ces profils, rendant leur recrutement et leur fidélisation plus difficiles.

Dans le même temps, les attentes des employés continuent d'évoluer. Les candidats talentueux accordent de plus en plus d'importance à la flexibilité du lieu de travail, aux possibilités de travail hybride ou à distance, aux environnements inclusifs et diversifiés, aux perspectives de développement de carrière significatives et à une rémunération équitable. Les entreprises qui ne répondent pas à ces attentes risquent de perdre des talents de grande valeur et peuvent avoir du mal à développer les capacités nécessaires pour soutenir leur croissance à long terme.

La stratégie de Quadient, qui met l'accent sur l'expansion des solutions numériques et basées sur l'IA, nécessite un solide vivier de compétences technologiques émergentes. Parallèlement, l'essor

rapide de l'IA transforme également les rôles et les compétences professionnels, créant une incertitude parmi les employés qui peuvent craindre que leurs fonctions évoluent de manière significative ou deviennent obsolètes. Si ces préoccupations ne sont pas gérées de manière adéquate par le biais d'initiatives de reconversion, de communication et de gestion du changement, elles peuvent affecter l'engagement des employés, leur fidélisation et la performance globale de l'organisation.

L'incapacité à attirer, développer et retenir les talents dans les domaines critiques du numérique et de l'IA pourrait entraver la capacité de Quadient à innover, à mettre en œuvre sa stratégie et à maintenir sa compétitivité. Un investissement insuffisant dans le développement des compétences ou des lacunes dans les expertises clés pourraient ralentir le développement de produits, réduire l'efficacité opérationnelle et limiter la réactivité face aux opportunités du marché.

Gestion du risque

Quadient a défini et déployé des politiques et des programmes mondiaux liés au recrutement, au développement, aux conditions de travail, au bien-être et à la rémunération afin d'attirer et de retenir les talents. En matière de recrutement, la Société a mis en place la plateforme *Career Hub* pour publier toutes les offres d'emploi proposées par Quadient. Cette plateforme fournit des informations utiles sur la Société, telles que ses valeurs fondamentales, ses activités, sa culture, son processus de recrutement ou ses différents programmes liés à l'inclusion et à la diversité, à l'apprentissage et au développement, ainsi que son programme philanthropique, *Quadient Cares*. Dans ce domaine, la Société a également mis en place un programme de parrainage, qui permet aux employés de recommander des personnes de leur entourage souhaitant rejoindre les équipes de Quadient. Tous les nouveaux employés bénéficient d'un programme d'intégration leur permettant d'en savoir plus sur la Société, ses valeurs, sa stratégie et son organisation.

Outre *Career Hub*, Quadient a également mis en place une politique de mobilité interne, ainsi que des programmes de développement personnel et de gestion de carrière. Grâce à *Learning Hub*, une plateforme d'apprentissage, les employés ont accès à un vaste catalogue de formations et, grâce aux programmes de formation d'entreprise, bénéficient d'opportunités de développement pour enrichir leurs compétences, continuer à apprendre et faire progresser leur carrière. Quadient dispose d'un processus d'identification des talents et de planification de la relève. Après une période durant laquelle les employés ont démontré avec succès leurs talents, la Société leur propose des parcours de carrière transversaux pour les aider à continuer à réaliser pleinement leur potentiel.

Quadient se soucie de la santé, de la sécurité et du bien-être de ses employés. À cet égard, l'Entreprise a développé, avant même la pandémie de Covid-19, sa politique *Work From Anywhere* (Travailler de n'importe où), permettant aux employés occupant un poste compatible avec le télétravail de bénéficier d'une plus grande flexibilité et d'un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée. Au-delà de sa politique de santé et de sécurité, un programme d'aide aux employés a été déployé à l'échelle de l'organisation pour soutenir les employés face à tout problème professionnel ou personnel, notamment par le biais d'un accompagnement professionnel à court terme et en les mettant en relation avec des ressources locales afin de les aider à gérer leurs besoins émotionnels, pratiques ou physiques. Enfin, la Société a mis en place une politique d'inclusion et de diversité afin de créer un environnement inclusif où chacun se sent respecté, peut s'épanouir et réussir, indépendamment de son origine ethnique, de son genre, de son orientation sexuelle ou de tout autre critère pouvant donner lieu à une discrimination.

En matière de récompenses et de reconnaissance des employés, la politique de rémunération globale de la Société fait l'objet d'une révision annuelle avec le soutien de cabinets spécialisés et de références externes afin de garantir sa compétitivité par rapport au marché du travail local. Chaque année, Quadient organise une campagne d'augmentations au mérite et de versement de primes basée sur les performances individuelles et celles de la Société. En outre, il existe d'autres avantages et plans de rémunération pour les employés, tels que des régimes d'assurance, ou des plans de participation aux bénéfices et d'incitation à long terme.

Enfin, Quadient lance chaque année une enquête sur l'engagement et l'inclusion auprès de tous les employés afin de mesurer leur niveau d'engagement et de recueillir leurs commentaires sur les domaines dans lesquels la Société devrait s'améliorer. Des plans d'action au niveau de la Société, mais aussi au sein de chaque service, sont élaborés et mis en œuvre à cet effet.

Changement climatique

Description du risque

Quadient évolue dans un contexte marqué par des pressions climatiques croissantes, à mesure que les phénomènes météorologiques extrêmes s'intensifient et que les parties prenantes exigent une plus grande transparence concernant les impacts climatiques. En 2025, la Société a complété son évaluation exhaustive des risques climatiques physiques et de transition par la quantification de leurs impacts sur la Société. Cette analyse a été menée à travers l'ensemble de sa chaîne de valeur, en utilisant les scénarios climatiques du GIEC (RCP 2.6, 4.5 et 8.5) et différents horizons temporels (2030, 2050, 2100). Dans ces scénarios, les activités propres de Quadient sont exposées à un risque moyen lié aux cyclones et aux cyclones extratropicaux et, dans les scénarios de réchauffement plus important, pourraient être confrontées à des risques moyens liés à l'augmentation des précipitations et aux crues soudaines d'ici 2050. Les principaux fournisseurs présentent une exposition élevée à très élevée aux précipitations, aux crues soudaines et au stress thermique dans tous les scénarios.

Parallèlement, Quadient est confrontée à des risques de transition liés aux politiques, aux technologies, aux évolutions du marché et à la réputation. À court terme, ces risques sont jugés faibles à modérés, sous l'effet de l'évolution des mécanismes de tarification des émissions, du renforcement des exigences en matière de *reporting* et d'efficacité énergétique, ainsi que des exigences de circularité. D'ici 2030 et 2050, ces risques pourraient passer de modérés à élevés à mesure que les attentes réglementaires s'intensifient et que la demande des clients s'oriente davantage vers des solutions durables et à faible émission de carbone.

Dans l'ensemble, les risques physiques et de transition combinés liés au changement climatique pourraient, à moyen et long terme, entraîner des perturbations de l'activité, une augmentation des coûts opérationnels et une perte potentielle de marchés ou de clients pour Quadient.

Gestion du risque

En modélisant à la fois les aléas aigus et chroniques, tels que le stress thermique, les fortes précipitations, la sécheresse, les inondations, les conditions propices aux incendies et les tempêtes, ainsi que les risques de transition liés aux politiques, à la réglementation, au marché et aux technologies, Quadient a approfondi sa compréhension de la manière dont le changement climatique pourrait affecter la continuité des activités, la capacité de production, la fiabilité des fournisseurs et la performance à long terme.

Les résultats ont confirmé que plusieurs risques physiques, notamment le stress thermique, les fortes précipitations, les inondations et les conditions propices aux incendies, devraient augmenter de manière significative d'ici 2050 sur l'ensemble des

sites de Quadient et de sa chaîne d'approvisionnement mondiale. Certains fournisseurs, en particulier en Asie et en Europe de l'Est, présentent une exposition très élevée à la chaleur extrême, aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer dans des scénarios à fortes émissions. Ces conclusions démontrent clairement la nécessité pour Quadient d'élaborer un plan d'adaptation structuré couvrant à la fois ses propres actifs et sa chaîne d'approvisionnement.

Parallèlement, l'évaluation des risques de transition, tels que le durcissement des réglementations, la tarification du carbone, les exigences en matière d'émissions de la chaîne d'approvisionnement et l'évolution des attentes des clients, a renforcé l'importance de la stratégie d'atténuation de Quadient. Quadient a déjà défini un plan d'atténuation articulé autour d'objectifs ambitieux de réduction des émissions, validés par l'initiative Science Based Targets (SBTi) ⁽¹⁾ en janvier 2025. Ces objectifs engagent l'Entreprise à réduire ses émissions de *scope* 1 et 2 de 64 % et ses émissions de *scope* 3 de 30 % entre 2018 et 2030, et à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 au plus tard. Cette trajectoire validée place Quadient sur une voie de décarbonisation fondée sur la science, conforme aux objectifs mondiaux de protection du climat.

Le travail de quantification pour 2025 a également mis en évidence que plusieurs mesures existantes contribuent déjà de manière significative au futur plan d'adaptation de Quadient. En particulier, les plans de continuité des activités (PCA) et les plans de reprise après sinistre (PRS) de la Société, associés à ses capacités de télétravail sécurisées, sont essentiels pour maintenir les opérations en cas de perturbations liées au climat telles que les tempêtes, les vagues de chaleur ou les inondations. Ces mesures renforcent la résilience opérationnelle et resteront des éléments clés de l'approche d'adaptation de Quadient, tant pour ses opérations internes que pour sa chaîne d'approvisionnement, où les interruptions liées au climat devraient également s'intensifier.

Risques juridiques, de conformité et financiers

Évolution de la législation et de la réglementation

Description du risque

Quadient exerce ses activités dans un environnement réglementaire complexe et en constante évolution, couvrant plusieurs juridictions. En tant qu'entreprise mondiale proposant des solutions de courrier (Mail), de consignes à colis (Lockers) et de services numériques (Digital), elle est continuellement exposée à des évolutions législatives et réglementaires susceptibles d'affecter ses produits, ses opérations et sa capacité à accéder à certains marchés. Les modifications apportées aux lois, aux réglementations ou à leur interprétation peuvent entraîner de nouvelles exigences de conformité, nécessiter des adaptations techniques ou organisationnelles et accroître les coûts opérationnels.

Dans le cadre de ses activités Mail et Lockers, Quadient est soumise à une réglementation postale en constante évolution régissant la distribution du courrier et des colis, aux normes de qualité de service et aux règles de protection des consommateurs. Tout changement réglementaire dans ce domaine peut nécessiter des ajustements des processus opérationnels ou des fonctionnalités des produits. L'activité Digital de Quadient s'inscrit dans un contexte de transformation réglementaire majeure, notamment en raison de l'extension, à l'échelle mondiale, des exigences en matière de facturation électronique obligatoire et de déclaration numérique. En Europe, cette tendance est fortement influencée par la réforme ViDA (VAT in the Digital Age) de l'Union européenne, qui vise à harmoniser la facturation électronique structurée et la déclaration de TVA en temps quasi réel dans tous les États membres. Les mises en œuvre nationales de la réforme ViDA, combinées aux obligations locales en matière de facturation électronique B2B, peuvent nécessiter des mises à jour continues des solutions Digital, des fonctionnalités d'interopérabilité et des processus de conformité de Quadient.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

La Société est également fortement affectée par un corpus législatif croissant en matière de développement durable, notamment les obligations de *reporting* ESG, les exigences relatives aux émissions de carbone et à la transition climatique, les cadres de l'économie circulaire, les règles d'écoconception et les mécanismes d'ajustement aux frontières pour les produits à forte intensité carbone. Ces exigences influencent la conception des produits, les choix en matière de chaîne d'approvisionnement et les processus de *reporting* d'entreprise.

Parallèlement, les activités et les solutions de Quadient doivent se conformer à des lois de plus en plus strictes en matière de protection des données et de confidentialité, telles que le RGPD ⁽¹⁾, le California Consumer Privacy Act (CCPA) et les cadres équivalents à l'échelle mondiale, qui imposent des obligations strictes concernant le traitement, le stockage, la sécurité et le transfert des données à caractère personnel. Les attentes réglementaires en matière de cybersécurité s'intensifient également avec l'introduction de cadres européens tels que la directive NIS2, le Règlement sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier (DORA) et le Règlement sur la cyber-résilience (CRA). Ces règles renforcent la nécessité d'une gestion robuste des risques liés aux TIC, de principes de sécurité dès la conception, de la notification des incidents et de la supervision des prestataires de services tiers dans tous les secteurs d'activité. Quadient est en outre exposée à l'évolution de la réglementation en matière d'intelligence artificielle, en particulier avec le Règlement européen sur l'intelligence artificielle (AI Act), qui introduit des obligations contraignantes en matière de transparence, de gestion des risques, de gouvernance des données et de supervision humaine pour les systèmes d'IA. À mesure que Quadient intègre des capacités d'IA dans ses solutions, ces réglementations peuvent nécessiter des contrôles de conformité supplémentaires et des adaptations des produits.

Enfin, la Société est affectée par le renforcement des réglementations en matière de criminalité financière et d'intégrité des entreprises, notamment les règles de lutte contre la corruption, le blanchiment d'argent, les sanctions et la prévention de la fraude, ainsi que par des réformes majeures telles que l'ECCTA au Royaume-Uni et le nouveau cadre AML de l'Union européenne. Ces évolutions renforcent les attentes en matière de contrôles internes, de processus de diligence raisonnable, de gouvernance et de transparence.

Dans l'ensemble, l'évolution simultanée de ces domaines réglementaires accroît l'exposition de Quadient aux risques de conformité, à la complexité opérationnelle et aux retards potentiels dans le déploiement des produits. Une anticipation ou une mise en œuvre inadéquate des nouvelles exigences pourrait entraîner des sanctions juridiques ou administratives et nuire aux activités de la Société, à son accès au marché, à la confiance des clients et à sa réputation globale.

Gestion du risque

Quadient gère les risques liés à l'évolution de la législation et de la réglementation grâce à un modèle de gouvernance coordonné et proactif. La Société a mis en place des équipes d'experts dédiées, couvrant ses trois secteurs d'activité ainsi que les fonctions juridiques, de conformité, ESG, de fiscalité d'entreprise et d'autres fonctions spécialisées, chargées de surveiller, d'analyser et d'anticiper les évolutions réglementaires dans toutes les juridictions où Quadient opère. Ces équipes suivent l'évolution des réglementations postales, les exigences en matière de facturation électronique et de *reporting* numérique, les normes de durabilité et ESG, les lois sur la confidentialité et la protection des données, les cadres de cybersécurité, les règles de gouvernance de l'IA et la législation sur la criminalité financière.

Afin de garantir que les changements réglementaires se traduisent efficacement en exigences opérationnelles et en spécifications produit, ces équipes travaillent en étroite collaboration avec la R & D, les Opérations, les RH, l'informatique et les Finances. Cet engagement transverse permet à Quadient d'évaluer l'impact des nouvelles réglementations à un stade précoce et de développer ou mettre à jour des programmes de conformité, d'adapter les fonctionnalités des produits, de renforcer les processus internes et de concevoir des mesures techniques ou organisationnelles appropriées.

Cette approche intégrée favorise la mise en œuvre en temps opportun des obligations de conformité dans toutes les Solutions et contribue à garantir que les solutions, les procédures internes et les pratiques de gouvernance de Quadient restent alignées sur l'évolution des exigences légales. Grâce à une surveillance continue, à une coordination interdisciplinaire et à une gestion structurée de la conformité, la Société vise à réduire son exposition aux risques réglementaires, à maintenir son accès au marché et à préserver sa réputation de partenaire fiable et conforme auprès de ses clients, des régulateurs et des parties prenantes.

Conduite des affaires et comportement non éthique

Description du risque

En tant qu'entreprise internationale présente dans 26 pays, Quadient ne peut exclure totalement la possibilité que son engagement à mener ses activités de manière éthique et responsable soit enfreint. La Société peut être exposée à des comportements inappropriés de la part de certains employés ou de tiers, notamment des manquements aux normes éthiques, des violations des droits de l'homme ou des actes de criminalité financière. Tout manquement aux exigences en matière d'éthique des affaires ou aux lois et réglementations applicables, telles que celles relatives à la confidentialité des données, à la lutte contre la corruption, à la concurrence déloyale, aux sanctions économiques ou à la lutte contre le blanchiment d'argent, pourrait exposer Quadient à des poursuites judiciaires de la part d'employés, de partenaires, de concurrents ou des autorités. De tels événements pourraient nuire à la réputation de la Société, à sa crédibilité en tant qu'entreprise responsable et à la confiance que lui accordent toutes ses parties prenantes.

Gestion du risque

Quadient gère les risques liés aux comportements contraires à l'éthique et à la non-conformité grâce à un cadre d'éthique et de conformité complet et structuré, intégré à l'ensemble de l'organisation. En tant que signataire du Pacte mondial des Nations unies, la Société s'engage à respecter les principes internationalement reconnus en matière de droits de l'homme, de pratiques de travail, de responsabilité environnementale et de lutte contre la corruption. Cet engagement constitue le fondement des politiques internes et des pratiques commerciales de Quadient.

Un élément central de ce cadre est le Code d'éthique de Quadient, qui s'applique à tous les employés à travers le monde et définit des attentes claires en matière d'intégrité, de comportement responsable et de respect des lois et des normes internes. Afin d'assurer sa mise en œuvre effective, une formation obligatoire est exigée de tous les employés, renforçant ainsi la sensibilisation à la conduite éthique, aux obligations réglementaires et aux comportements attendus au sein de la Société. Quadient complète ce dispositif par un Code de conduite des partenaires commerciaux, garantissant que les fournisseurs, distributeurs et autres partenaires adhèrent à des normes éthiques, sociales et de conformité similaires tout au long de la chaîne de valeur.

(1) Se référer au glossaire en section 1.8 pour la définition de ce terme.

Quadiant applique également des politiques de tolérance zéro dans des domaines critiques de la conduite responsable des affaires, notamment la lutte contre la corruption et les pots-de-vin, la concurrence loyale, la lutte contre le blanchiment d'argent et le respect des sanctions, la confidentialité des données, la protection des lanceurs d'alerte et la prévention de l'évasion fiscale. Ces politiques s'appuient sur des procédures claires, des contrôles internes et des canaux de signalement visant à prévenir, détecter et traiter toute forme de conduite contraire à l'éthique.

Le système de conformité de la Société est encore renforcé par des équipes dédiées aux affaires juridiques, à la conformité, au contrôle interne et à l'audit interne, qui supervisent le suivi des évolutions réglementaires, la mise en œuvre des contrôles et l'évaluation des risques dans l'ensemble des opérations. La supervision est assurée par le Comité des risques et de la conformité, qui fait office d'organe de gouvernance fournissant des orientations stratégiques, évaluant l'efficacité des programmes de conformité et portant les questions importantes à la connaissance de la Direction Générale.

Afin de garantir l'efficacité opérationnelle, ces équipes collaborent étroitement avec la R & D, les opérations, les achats, les ressources humaines, la finance et d'autres fonctions clés afin d'intégrer les exigences éthiques et réglementaires dès la conception des produits, dans les processus métiers et dans les activités quotidiennes. Cette approche intégrée permet d'ancrer la conformité au cœur de l'organisation, plutôt que de la gérer de manière isolée.

Le cadre éthique et de conformité de Quadiant, ainsi que ses engagements et ses processus opérationnels, sont présentés dans le chapitre 5, section 5.4 « Conduite des affaires » de ce document d'enregistrement universel.

Évolution de la réglementation fiscale

Description du risque

En tant qu'entreprise internationale, Quadiant exerce ses activités dans de nombreux pays et est donc soumise à des réglementations fiscales complexes et variées. La conformité fiscale désigne la mesure dans laquelle la Société interprète et respecte ou non les règles fiscales applicables d'un pays donné, en déclarant ses

revenus, en déposant une déclaration et en s'acquittant de l'impôt dû dans les délais impartis. L'évolution et la complexité des réglementations fiscales ainsi que leur interprétation peuvent entraîner des désaccords avec les autorités fiscales des pays où le Groupe opère, ce qui peut se traduire par le paiement de frais de retard, d'intérêts, d'amendes et de pénalités.

Gestion du risque

Quadiant gère les risques liés à l'évolution et à la diversité des réglementations fiscales grâce à un cadre de gouvernance fiscale structuré, proactif et axé sur la conformité. La Société s'engage à respecter pleinement les lois fiscales de tous les pays dans lesquels elle opère, conformément à sa politique de lutte contre la facilitation de l'évasion fiscale et aux principes éthiques énoncés dans son Code d'éthique, en particulier ceux relatifs à la transparence et à l'intégrité commerciale.

Quadiant assure une conformité fiscale cohérente en s'appuyant sur l'expertise de son équipe fiscale, soutenue si nécessaire par des conseillers fiscaux externes. Ensemble, ils interprètent les exigences fiscales nouvelles ou en évolution, évaluent leurs implications pour les activités de la Société et mettent en œuvre les mesures appropriées. Dans le cadre de ce dispositif de gouvernance, des examens fiscaux annuels sont menés au sein de chaque entité du Groupe afin de vérifier l'exactitude des positions fiscales, des déclarations et des paiements. Parallèlement, l'équipe chargée de la fiscalité d'entreprise assure un suivi continu des évolutions législatives et réglementaires dans toutes les juridictions où Quadiant opère. Cette surveillance continue permet d'identifier rapidement les risques émergents et garantit que la Société puisse adapter sans délai ses processus, ses contrôles et ses pratiques de *reporting* afin de rester en conformité avec l'évolution des obligations fiscales.

Dans le cadre normal de ses activités, les entités de Quadiant font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par les autorités locales. Lorsque des ajustements fiscaux interviennent ou lorsque des positions présentent un certain degré d'incertitude, la Société comptabilise des provisions appropriées, qui sont revues et mises à jour régulièrement afin de refléter les dernières évaluations et les expositions potentielles.

1.6.2 Assurances

L'ensemble des sociétés du Groupe est intégré à un programme mondial d'assurances qui couvre les risques, dommages et pertes d'exploitation, responsabilité civile et transports. L'ensemble des filiales du Groupe adhère aux garanties mises en place et négociées au niveau du Groupe, sous réserve des contraintes réglementaires locales ou d'exclusions géographiques spécifiques.

Les risques de Quadiant se caractérisent par une forte dispersion géographique, ce qui dilue fortement les conséquences d'un sinistre. Les couvertures négociées par le Groupe sont élevées et visent avant tout à assurer les sinistres les plus importants qui pourraient avoir un impact significatif sur sa situation financière.

L'assurance qui couvre les risques dommages et pertes d'exploitation a été renouvelée le 1^{er} avril 2026 pour un an, dans les mêmes conditions.

La couverture du risque transport a été renégociée au 1^{er} avril 2026 dans les mêmes conditions pour une durée de 12 mois se terminant le 31 mars 2027.

Le contrat responsabilité civile a été renégocié et renouvelé pour un an avec une échéance au 31 mars 2027.

Le coût global des couvertures s'est élevé à 1 million d'euros sur l'exercice 2025.

Enfin, le Groupe dispose d'une assurance couvrant le risque cyber depuis juin 2019.

Les assurances du Groupe sont réactualisées régulièrement pour suivre l'évolution du périmètre du Groupe et maîtriser, dans le cadre du marché mondial de l'assurance, les risques industriels.

Les garanties du Groupe sont placées auprès d'assureurs de premier plan et de notoriété mondiale.

1.6.3 Dispositifs d'audit interne et de contrôle interne

1.6.3.1 Cadre de contrôle interne

Dans le cadre de sa démarche de structuration du contrôle interne et de la préparation de ce document, Quadient s'appuie sur le Cadre de référence publié par l'AMF. Selon la définition de l'AMF, le contrôle interne est un dispositif de la Société, défini et mis en œuvre sous sa responsabilité, qui vise à assurer :

- la fiabilité des informations financières ;
- la conformité aux lois et règlements ;
- l'application des instructions et des orientations fixées par la Direction Générale ;
- le bon fonctionnement des processus internes de la Société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs.

D'une façon générale, le cadre de contrôle interne contribue à la maîtrise des activités de la Société, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources. Comme tout système « d'assurance », il ne peut fournir une garantie absolue que les objectifs du Groupe seront atteints.

1.6.3.2 Organisation de l'audit interne et du contrôle interne

La direction de l'audit et du contrôle interne au sein de Quadient a été créée au début de l'année 2009 avec une triple mission pour le compte du Groupe :

- identifier et analyser les risques ;
- réaliser des missions d'audit interne ;
- coordonner les actions de contrôle interne.

La direction de l'audit et du contrôle interne du Groupe comprend deux ou trois auditeurs permanents sous la responsabilité du directeur du contrôle interne et de l'audit interne, rattaché à la direction financière du Groupe, il peut traiter l'ensemble des sujets sans restriction. Il rend également compte au Comité d'audit régulièrement et au moins deux fois par an dans le cadre des réunions du Comité d'audit.

En tant que groupe intégré, Quadient dispose de normes qui peuvent être mises en place par toute personne et au sein de toutes les sociétés du Groupe. Ces normes, mises à la disposition de tous les collaborateurs sur le site Intranet, renforcent l'environnement de contrôle interne et de gestion des risques du Groupe dans divers domaines comme la finance, les ressources humaines, le département juridique, la trésorerie, etc.

Chaque nouvelle procédure ou actualisation d'une procédure existante est communiquée électroniquement au responsable de chaque filiale. Chaque filiale organise la communication interne des procédures et s'assure qu'elles sont mises en œuvre et appliquées par les salariés.

L'implication très régulière de la Direction Générale dans l'activité opérationnelle des filiales permet d'aborder rapidement les éventuels dysfonctionnements identifiés et de réagir avec efficacité par la mise en place des plans d'action adéquats.

De plus, le département d'audit interne réalise des audits croisés pour renforcer ces contrôles.

Référentiel éthique

L'intégration de nouveaux métiers et le tournant stratégique que le Groupe a pris ces dernières années ont mené celui-ci à redéfinir ses valeurs afin de refléter au mieux son identité organisationnelle.

Principes d'éthique du Groupe

Quadient considère qu'il est essentiel de mener ses activités de manière éthique et responsable pour assurer sa croissance et sa réussite dans la durée. Le Code d'éthique de l'Entreprise énonce les principes d'éthique et de conduite des affaires qui aident chacun de ses salariés à agir avec intégrité et éthique, ainsi que les meilleures pratiques et politiques à même de renforcer la réputation de l'Entreprise.

En résumé, ce Code d'éthique témoigne de l'importance d'agir selon ce que Quadient estime être juste. Il couvre les sujets suivants: droits de l'homme, collaborateurs, éthique des affaires, relations commerciales, actifs Quadient et tiers, citoyenneté et engagement responsable.

Il compte également des recommandations utiles pour ancrer le Code d'éthique dans la culture d'entreprise de Quadient et tient compte des nouvelles valeurs « EPIC » (*Empowerment* ⁽¹⁾, *Passion*, *Inspiration* et *Communauté*).

Quadient demande à tous ses collaborateurs, quel que soit leur rôle, fonction ou entité, de respecter ce Code d'éthique lorsqu'il travaille pour Quadient ou le représente. À ce titre, chaque collaborateur est tenu de suivre la formation dédiée et d'adhérer au Code d'éthique.

Le Code d'éthique est disponible sur l'intranet et sur le site web de l'Entreprise dans les langues suivantes : français, anglais, néerlandais, allemand, italien, japonais et tchèque.

Comité d'éthique et de conformité

En matière de gouvernance, un Comité d'éthique et de conformité, présidé par le vice-président RSE et conformité et composé du directeur des ressources humaines et de la transformation, du directeur juridique et du directeur de l'audit interne et du contrôle interne, se réunit selon les besoins pour traiter les questions de conformité et les signalements reçus, mener les enquêtes et suivre l'avancement des plans de remédiation. Le vice-président RSE et conformité et du développement durable rend compte de l'avancement du programme de conformité au moyen de rapports trimestriels et de mises à jour adressés au directeur de la transformation, au directeur financier et au Directeur Général de la Société.

Dispositif mis en place dans le cadre de la loi Sapin 2

Quadient est pleinement engagé dans la lutte contre la corruption et a pris des engagements clairs dans le cadre de son engagement concernant son adhésion au Pacte mondial des Nations unies. Le Groupe applique des principes stricts qui sont inscrits dans son Code d'éthique et sa politique globale de lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Le programme de la Société s'articule autour des thématiques suivantes :

- le Code d'éthique ;
- la cartographie annuelle des risques de corruption ;
- la sensibilisation et la formation des personnes exposées et de l'ensemble des collaborateurs ;
- les dispositifs de contrôle ;
- les procédures comptables ;
- la diligence raisonnable et les procédures d'évaluation des tiers ;
- le régime disciplinaire ;
- le dispositif et le système d'alerte professionnelle.

(1) Pouvoir d'agir.

Ces dernières années, Quadient n'a cessé de renforcer ses processus, ses outils et sa gouvernance. La Société a actualisé et élargi sa politique de lutte contre la corruption et les pots-de-vin, amélioré ses évaluations des scénarios de risque de corruption et mis en place une procédure renforcée de diligence raisonnable vis-à-vis des tiers, en accordant une attention particulière aux distributeurs, aux fournisseurs et aux organisations bénéficiant de dons ou de parrainages. Le système d'alerte a également été étendu à toutes les parties prenantes externes. De plus, la Société a mis en place des directives internes détaillées régissant les cadeaux et les divertissements, appuyées par un registre centralisé des cadeaux et des invitations afin de garantir la transparence et l'application cohérente de sa politique. Quadient a également déployé des mesures de contrôle comptable renforcées via la plateforme Supervisor, permettant aux équipes de contrôle interne, d'audit interne et de conformité de détecter les anomalies comptables et de mener des enquêtes ciblées pour identifier les cas potentiels de fraude. Des programmes de formation sur mesure ont été mis en place pour les employés les plus exposés aux risques de corruption, ainsi que pour les équipes juridiques, de conformité, de d'audit interne et de contrôle interne. Ces équipes travaillent en étroite collaboration pour mettre en œuvre des contrôles clés, notamment la déclaration annuelle de conflit d'intérêts.

Les systèmes d'information

La principale priorité de l'organisation est l'harmonisation des processus et systèmes mondiaux, soutenue par des investissements dans les systèmes ERP, CRM et HCM ⁽¹⁾. En outre, elle investit dans des plateformes de centre de contact et de commerce électronique afin d'améliorer les interactions avec les clients.

Parallèlement à ces investissements, la direction des systèmes d'information continue de promouvoir la standardisation des systèmes d'information en adoptant des normes mondiales et en s'appuyant sur des processus d'audit et de conformité, ce qui permet d'obtenir des systèmes de meilleure qualité, avec une réduction des risques et des coûts opérationnels. Le processus de gestion des risques du Groupe garantit l'évaluation et l'atténuation permanentes des principaux risques opérationnels.

La sécurité de l'information reste un axe majeur pour Quadient. Dans le cadre du déploiement des nouvelles solutions SaaS, ce besoin de sécurité est encore accru. Dans cette optique, Quadient a mis en place une organisation de la sécurité de l'information qui permet de se focaliser sur les solutions, les activités du Groupe et l'utilisation des données personnelles. Cette approche spécialisée permet de s'assurer que des capacités dédiées sont mobilisées là où la sécurité compte le plus : la sécurité des clients et des collaborateurs et la protection des données personnelles confiées. Pour la seconde année consécutive, la sécurité de l'information est l'un des trois principaux domaines d'investissement de la direction des systèmes d'information. L'objectif est d'améliorer les capacités de protection, de détection, de réponse et de récupération, de démontrer des pratiques efficaces qui ont permis le renouvellement de l'assurance *cybersecurity*.

Au cœur des systèmes d'information, la gestion des données est primordiale. À ce titre, Quadient s'assure que la gestion des données des collaborateurs et des clients est conforme au Règlement général sur la protection des données (RGPD) et aux autres réglementations similaires.

L'information comptable et financière

Préparation et contrôle de la fiabilité des informations

Chaque filiale du Groupe est dotée d'une équipe placée sous la responsabilité d'un directeur financier, membre du Comité de direction de la filiale. Incluant une structure de contrôle de gestion, chaque équipe est responsable de l'élaboration des données comptables et de gestion dans le cadre du *reporting* mensuel.

Les collaborateurs de la direction financière Groupe sont chargés d'identifier les changements dans les conditions d'exploitation, de façon à pouvoir prendre en compte leurs effets éventuels sur les pratiques comptables du Groupe. De plus, lors des revues opérationnelles régulières et de ses autres déplacements dans les filiales, la Direction Générale est informée des évolutions significatives locales. Le contrôle de gestion Groupe assure un rôle de coordination en ce domaine.

La consolidation

L'actuel système informatisé de *reporting* et de consolidation, déployé dans toutes les filiales consolidées du Groupe, permet un suivi homogène de l'ensemble des données budgétaires et des données de gestion, un gain dans les délais de production (grâce à une gestion automatique des calendriers des tâches, avec un système de rappel) et une amélioration de la précision des informations de consolidation. Ainsi, grâce aux éléments d'analyse transmis par les départements de contrôle de gestion des filiales via l'outil et revus par le management local, le directeur financier Groupe dispose en permanence des informations permettant d'expliquer d'éventuels écarts au niveau du *reporting* consolidé.

Pour assurer la fiabilité et l'intégrité des informations de *reporting* et de consolidation, le nombre de licences d'accès au système d'information est limité à un nombre restreint par filiale. De plus, ce système permet un suivi des indicateurs de gestion ; il permet également de produire des statistiques commerciales et marketing pour les filiales.

La trésorerie et le financement

L'équipe financière de Quadient S.A. gère la trésorerie du Groupe de façon centralisée. Dans un souci de réduction de l'exposition aux risques, des procédures sont en place, notamment sur la gestion du change et des taux d'intérêt, la centralisation automatique de la trésorerie (*cash pooling*) et l'optimisation des financements.

Prévisions

Quadient fournit à ses actionnaires des informations sur ses prévisions. Ces prévisions sont formulées sur la base du plan sur trois ans du Groupe. Elles tiennent compte des conditions du marché au début de l'exercice, à savoir l'environnement concurrentiel et les conditions économiques dans les pays où le Groupe opère. Si ces conditions de marché et de concurrence venaient à changer de façon significative, le Groupe ne pourrait pas garantir la réalisation de ses prévisions.

(1) ERP - Enterprise Resource Planning / Progiciel de gestion intégré.
CRM - Customer Relationship Management / Gestion de la relation client.
HCM - Human Capital Management / Gestion du capital humain.

1.7 Perspectives

1.7.1 Perspectives 2026 retraitées

Quadient confirme ses perspectives pour l'exercice 2026 sur une base excluant l'activité Lockers, à la suite de l'application de la norme IFRS 5 à cette activité et de la reclassification du réseau européen privé de consignes colis au sein du segment Mail. Quadient anticipe :

- une variation organique du chiffre d'affaires comprise entre - 3 % et + 1 % ⁽¹⁾ ;
- une marge d'EBITDA ⁽¹⁾ supérieure à 19 % pour l'activité Digital et supérieure à 24 % pour l'activité Mail ;
- un ratio de levier financier (hors leasing) de 1,2x ⁽²⁾, sous réserve de la réalisation de la cession du réseau de consignes colis du Royaume-Uni avant la fin de l'exercice 2026.

Les perspectives précédentes prévoyaient une variation organique du chiffre d'affaires comprise entre - 2 % et + 2 %, une marge d'EBITDA ⁽¹⁾ supérieure à 20 % pour le Digital, supérieure à 25 % pour le Mail et supérieure à 10 % pour Lockers, ainsi qu'un ratio de levier financier (hors leasing) de 1,5x ⁽²⁾. Hors Lockers, ces chiffres se traduisent mécaniquement par une variation organique du chiffre d'affaires comprise entre - 3 % et + 1 % et une marge d'EBITDA supérieure à 19 % pour le Digital et supérieure à 24 % pour le Mail, que Quadient confirme pour l'ensemble de l'exercice. Selon le même effet mécanique, l'objectif de désendettement (hors leasing) passe de 1,5x à 1,6x, reflétant l'exclusion de l'EBITDA de Lockers. L'affectation du produit de la cession du réseau de consignes colis du Royaume-Uni porte le ratio de levier financier attendu (hors leasing) à 1,2x à la clôture de l'exercice 2026, sous réserve que la cession soit réalisée avant la fin de l'exercice.

1.7.2 Trajectoire à moyen terme

Les ambitions de chiffre d'affaires 2030 de Quadient par Solution sont inchangées, à environ 550 millions d'euros pour le Digital et environ 500 millions d'euros pour le Mail.

En matière de profitabilité, l'exclusion de Lockers aurait mécaniquement ramené les ambitions de marge d'EBITDA 2030

annoncées le 25 mars 2026 à environ 29 % (contre environ 30 %) pour le Digital et à une fourchette de 19 % à 24 % (contre 20 % à 25 %) pour le Mail. Quadient entend néanmoins absorber intégralement cet impact et maintient donc ses ambitions à environ 30 % pour le Digital et entre 20 % et 25 % pour le Mail, en amélioration par rapport au périmètre retraité.

1.7.3 RSE

La stratégie RSE de Quadient s'articule autour de trois piliers : Clients, Collaborateurs & Communautés, et Environnement.

Pour ses clients, Quadient vise notamment un taux de satisfaction d'au moins 95 % à fin 2026 et met l'accent sur la fiabilité, la sécurité et la durabilité de ses solutions, notamment à travers l'analyse de leur cycle de vie.

Pour ses collaborateurs et les communautés, les objectifs à fin 2026 comprennent notamment un score d'engagement des collaborateurs de 69 %, un score d'inclusion et d'appartenance de 80 % et au moins 5 000 heures de volontariat par an au bénéfice des communautés.

En matière environnementale, Quadient poursuit une stratégie climat visant à atteindre zéro émission nette de gaz à effet de serre sur l'ensemble de sa chaîne de valeur d'ici 2050. Ses objectifs climatiques à court terme, validés par la SBTi ⁽³⁾, prévoient notamment une réduction de 64 % des émissions de scopes 1 et 2 et de 30 % des émissions de scope 3 d'ici 2030 par rapport à 2018. Le Groupe poursuit également ses actions en matière d'économie circulaire, avec des objectifs à fin 2026 d'au moins 50 % de placements d'équipements Mail issus du remanufacturation et de 90 % de recyclage des déchets industriels.

(1) À périmètre et taux de change constants 2023.

(2) Incluant IFRS 16.

(3) Science Based Targets initiative

1.8 Glossaire

Glossaire financier

Croissance organique

Correspond à la croissance du chiffre d'affaires en données publiées, ajustée des effets de change et de périmètre, afin de refléter la performance à périmètre et taux de change constants. Les impacts de change sont neutralisés par l'application de taux de change constants ; les effets de périmètre sont ajustés afin d'exclure l'impact des acquisitions, des cessions ou des variations de périmètre de consolidation entre les périodes.

Croissance publiée

Correspond à l'évolution du chiffre d'affaires d'une période sur l'autre telle que publiée, sans ajustement des effets de change ni des variations de périmètre de consolidation.

Dettes nette

La dette nette représente l'endettement financier de Quadient après déduction de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. Elle inclut les dettes financières figurant au passif courant et non courant et est retraitée de la juste valeur des instruments financiers dérivés ainsi que des engagements de garantie de Quadient. Sauf indication contraire, la dette nette inclut le *leasing* et reflète l'application de la norme IFRS 16.

EBIT courant

Correspond au résultat opérationnel hors éléments non récurrents qui ne sont pas représentatifs de la performance opérationnelle courante de Quadient et qui sont présentés séparément dans le compte de résultat (également appelé résultat opérationnel courant).

EBITDA

Correspond au résultat opérationnel courant (EBIT courant) avant dotations aux amortissements.

Flux de trésorerie disponible

Correspond aux flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles après investissements, à l'exclusion des investissements liés à IFRS 16, et des cessions d'actifs.

Ratio de levier financier

Le ratio de levier financier est défini comme le rapport entre la dette nette et l'EBITDA. Sauf indication contraire, le ratio de levier financier inclut le *leasing* et reflète l'application de la norme IFRS 16.

Revenus annuels récurrents (ARR)

Indicateur prospectif des revenus futurs liés aux souscriptions. Il correspond à la valeur annualisée moyenne des revenus récurrents associés aux relations de souscription actives à la fin de la période de *reporting*, incluant (i) les composantes contractuelles fermes et (ii) une composante liée aux volumes, non contractuellement engagée, déterminée sur la base de l'utilisation réelle moyenne des clients au cours des six derniers mois (représentant généralement environ 15 % du total).

Revenus liés aux abonnements

Correspondent aux revenus récurrents générés dans le cadre de contrats de souscription conclus avec les clients. Ils excluent les revenus non récurrents tels que les ventes de licences et de matériels, ainsi que les services professionnels associés.

Revenus non récurrents

Correspondent aux revenus générés par des activités qui ne reposent pas sur des contrats de souscription et ne donnent pas lieu à des flux de revenus récurrents. Ils incluent des éléments non récurrents tels que les ventes de licences et de matériels, ainsi que les services professionnels associés.



Comptes semestriels consolidés résumés au 31 juillet 2026

2.1	États consolidés semestriels résumés de la situation financière	30	2.3	Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle	65
2.2	Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés	37			

_02

2.1 États consolidés semestriels résumés de la situation financière

Actifs consolidés

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Écarts d'acquisition – net	(5-1)	892,8	958,8
Immobilisations incorporelles			
Montant brut	(5-2)	628,1	647,7
Amortissements	(5-2)	(524,1)	(525,6)
		104,0	122,1
Immobilisations corporelles			
Montant brut	(5-3)	568,2	683,9
Amortissements	(5-3)	(495,0)	(546,6)
		73,2	137,3
Droit d'utilisation des actifs loués			
Montant brut	(8)	98,3	95,3
Amortissements	(8)	(71,8)	(65,8)
		26,5	29,5
Actifs financiers non courants			
Titres mis en équivalence		11,6	11,3
Instruments financiers dérivés actifs non courants	(12)	3,0	0,6
Autres actifs financiers non courants	(5-4)	38,4	42,5
		53,0	54,4
Créances à long terme liées aux activités de financement – net	(6-2)	311,0	318,3
Autres créances à long terme – net		8,0	6,3
Impôts différés actifs	(13-2)	27,8	32,5
Total actifs non courants		1 496,2	1 659,2
Stocks et en-cours – net	(6-5)	48,6	71,1
Clients et comptes rattachés – net	(6-2)	167,7	232,7
Créances à court terme liées aux activités de financement – net	(6-2)	210,6	215,0
Créances d'impôt		23,6	27,7
Créances diverses – net		8,4	13,6
Créances – net		410,4	489,0
Charges constatées d'avance		33,5	29,8
Actifs financiers courants		0,0	0,1
Instruments financiers dérivés actifs courants	(12)	2,6	3,6
Placements à court terme		0,0	0,0
Banques et caisses		123,5	115,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie		123,5	115,5
Total actifs courants		618,5	709,1
Actifs détenus en vue de la vente	(4)	214,8	-
TOTAL ACTIF		2 329,5	2 368,3

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

Comptes semestriels consolidés résumés au 31 juillet 2026

États consolidés semestriels résumés de la situation financière

Passifs consolidés

(En millions d'euros)

	Notes	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Capitaux propres			
Capital social		34,5	34,5
Primes liées au capital		51,4	51,4
Réserves et report à nouveau		906,7	994,6
Différence de conversion		(14,6)	(31,0)
Actions propres		(18,4)	(18,2)
Résultat net de l'ensemble consolidé		9,9	(65,5)
Total capitaux propres de l'ensemble consolidé		969,5	965,8
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		955,6	952,9
• aux participations ne donnant pas le contrôle		13,9	12,9
Dettes financières non courantes	(12-2)	544,6	617,9
Obligations locatives non courantes	(8)	19,0	23,3
Avantages au personnel et provisions non courants	(11-1)	9,8	11,0
Instruments financiers dérivés passifs non courants	(12)	0,2	0,2
Autres dettes non courantes		0,1	0,7
Impôts différés passifs	(13-2)	73,3	85,4
Total passifs non courants		647,0	738,5
Fournisseurs		55,1	85,2
Autres dettes d'exploitation	(6-6)	157,2	149,8
Dettes fiscales		37,6	42,6
Provisions courantes	(11-1)	13,7	16,9
Produits constatés d'avance		172,7	213,2
Dettes d'exploitation		436,3	507,7
Instruments financiers dérivés passifs courants	(12)	0,3	0,5
Obligations locatives courantes	(8)	12,7	12,5
Part à court terme des emprunts et dettes assimilées	(12-2)	181,6	125,3
Emprunts à court terme et découverts bancaires	(12-2)	48,3	18,0
Dettes financières courantes		229,9	143,3
Total passifs courants		679,1	664,0
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	(4)	33,9	-
TOTAL PASSIF		2 329,5	2 368,3

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

02

Comptes de résultats consolidés

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2026	31 juillet 2025 ^(a)
Chiffre d'affaires	(6-1)	447,7	464,8
Coûts des ventes		(102,8)	(106,4)
Frais de recherche et développement		(27,5)	(25,2)
Frais commerciaux		(116,2)	(123,9)
Frais administratifs et généraux		(82,4)	(84,9)
Frais de maintenance et autres charges		(51,7)	(53,7)
Intéressement, paiements en actions		(5,5)	(4,3)
Charges liées aux acquisitions	(6-7)	(4,6)	(2,5)
Total des charges opérationnelles courantes		(390,7)	(400,8)
Résultat opérationnel courant	(6-3)	57,0	64,0
Charges (nettes des reprises) pour optimisation des structures	(6-8)	(6,3)	(2,2)
Résultat des cessions d'immobilisations		(0,2)	(0,0)
Autres charges et produits opérationnels non courants		(0,1)	(0,3)
Résultat opérationnel		50,4	61,5
Intérêts financiers sur emprunts		(20,0)	(20,4)
Intérêts financiers sur obligations locatives	(8)	(0,7)	(0,7)
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie		0,9	0,6
Coût de l'endettement financier net		(19,8)	(20,4)
Pertes de change		(4,9)	(4,3)
Gains de change		2,7	4,5
Résultat de change net		(2,2)	0,2
Autres produits financiers		(0,0)	0,6
Autres charges financières		(1,0)	(0,2)
Résultat avant impôt		27,4	41,7
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		0,4	0,4
Impôts sur les bénéfices	(13-1)	(7,2)	(15,7)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS POURSUIVIES		20,5	26,4
Résultat net des activités abandonnées		(10,7)	(5,1)
RÉSULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDÉ		9,9	21,2
Attribuable :			
• aux propriétaires de la société mère		8,8	20,6
• aux participations ne donnant pas le contrôle		1,1	0,6
Résultat de base par action (en euros)	(14)	0,26	0,60
Résultat dilué par action (en euros)	(14)	0,25	0,59
Résultat de base des activités poursuivies (en euros)	(14)	0,57	0,75
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)	(14)	0,54	0,74

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les données au 31 juillet 2025 ont été retraitées afin d'être comparables au 31 juillet 2026; cf. Note 1.2 et Note 4 des notes annexes aux comptes consolidés.

Situation du résultat global consolidé

(En millions d'euros)

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat de la période	9,9	21,2
Écarts actuariels reconnus en capitaux propres	(2,2)	(0,4)
Impôts différés sur écarts actuariels	0,6	(0,0)
Sous-total des éléments ne pouvant pas faire l'objet d'un reclassement en résultat	(1,6)	(0,4)
Variation de la juste valeur des instruments de couverture	1,9	(1,0)
Impôts différés sur la variation de juste valeur des instruments de couverture	(0,5)	0,3
Différence de conversion	16,4	(43,7)
Sous-total des éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat	17,8	(44,4)
TOTAL DU RÉSULTAT GLOBAL POUR LA PÉRIODE	26,1	(23,6)
Attribuable :		
• aux propriétaires de la société mère	25,0	(24,2)
• aux participations ne donnant pas le contrôle	1,1	0,6

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

État des flux de trésorerie consolidés

(En millions d'euros)	Notes	31 juillet 2026	31 juillet 2025 ^(a)
Résultat net de l'ensemble consolidé		9,9	21,2
Charges et (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles	(9-1)	50,0	41,1
Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence (net des dividendes reçus)		(0,4)	(0,4)
Charge d'impôt (y compris impôts différés)	(13-1)	7,2	15,7
Coût de l'endettement financier net		19,8	20,4
Capacité d'autofinancement		86,5	98,0
Variation du besoin en fonds de roulement	(9-2)	(25,0)	(46,8)
(Augmentation) diminution des créances liées aux activités de financement		29,3	24,4
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		90,8	75,6
Intérêts payés		(19,4)	(27,0)
Intérêts payés liés aux obligations locatives		(0,7)	(0,7)
Impôts sur les bénéfices payés		(11,2)	(23,3)
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles poursuivies		59,6	24,7
Flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles abandonnées	(4)	7,7	9,0
Investissements en immobilisations corporelles	(5-3)	(7,3)	(11,5)
Investissements en immobilisations incorporelles	(5-2)	(17,8)	(16,8)
Incidence des variations de périmètre	(9-3)	0,0	(4,3)
Sous-total investissements		(25,1)	(32,6)
Cessions d'immobilisations		0,0	0,0
Produit des participations		1,4	(0,7)
Remboursement de prêts et autres avances long terme		0,0	0,3
Flux de trésorerie nets des activités d'investissements poursuivies		(23,7)	(32,9)
Flux de trésorerie nets des activités d'investissements abandonnées	(4)	(19,8)	(14,1)
Rachat d'actions propres – contrat de liquidité		(0,2)	(0,2)
Nouveaux emprunts et dettes assimilées à moyen et long terme	(9-4)	0,2	50,8
Remboursement d'emprunts	(9-4)	(25,8)	(296,2)
Remboursement des dettes sur obligations locatives	(8)	(7,2)	(8,1)
Autres flux de financement		(0,4)	(0,1)
Flux de trésorerie nets provenant des opérations de financement poursuivies		(33,4)	(253,7)
Trésorerie des activités abandonnées	(4)	(7,2)	-
Incidence sur la trésorerie de la variation des taux de change		(5,5)	14,4
Variation de la trésorerie nette		(22,3)	(252,6)
Trésorerie nette à l'ouverture		97,5	331,7
Trésorerie nette à la clôture		75,2	79,1
Trésorerie et équivalents de trésorerie		123,5	123,4
Découverts bancaires		(48,3)	(44,3)
TRÉSORERIE NETTE À LA CLÔTURE		75,2	79,1

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Les données au 31 juillet 2025 ont été retraitées afin d'être comparables au 31 juillet 2026, cf. Note 1.2 et Note 4 des notes annexes aux comptes consolidés.

État des variations des capitaux propres

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social ^(a)	Primes liées au capital ^(a)	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2026	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	929,1	(18,2)	(31,0)	965,8
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								952,9
• aux participations ne donnant pas le contrôle								12,9
Variations 1^{er} semestre 2026								
Résultat de la période			-	-	9,9	-	-	9,9
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat			-	-	(1,6)	-	-	(1,6)
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat			-	-	1,5	-	16,4	17,8
Résultat global du 1^{er} semestre 2026			-	-	9,7	-	16,4	26,1
Variation actions propres – contrat de liquidité			-	-	(0,1)	(0,2)	-	(0,3)
Dividendes 2025			-	-	(25,4)	-	-	(25,4)
Paievements en actions			-	-	3,0	-	-	3,0
Autres			-	-	0,4	-	-	0,4
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2026	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	916,6	(18,4)	(14,6)	969,5
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								955,6
• aux participations ne donnant pas le contrôle								13,9

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.

(En millions d'euros)	Valeur nominale	Nombre d'actions	Capital social ^(a)	Primes liées au capital ^(a)	Réserves report à nouveau et résultat	Actions propres	Différence de conversion	Total
Capitaux propres consolidés au 31 janvier 2025	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	1 012,0	(17,1)	32,2	1 113,0
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 102,2
• aux participations ne donnant pas le contrôle								10,8
Variations 1^{er} semestre 2025								
Résultat de la période		-	-	-	21,2	-	-	21,2
Éléments ne pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	(0,4)	-	-	(0,4)
Éléments pouvant faire l'objet d'un reclassement en résultat		-	-	-	(0,7)	-	(43,7)	(44,4)
Résultat global du 1^{er} semestre 2025		-	-	-	20,1	-	(43,7)	(23,6)
Variation actions propres – contrat de liquidité		-	-	-	(0,1)	(0,2)	-	(0,3)
Dividendes 2024		-	-	-	(23,6)	-	-	(23,6)
Palements en actions		-	-	-	1,8	-	-	1,8
Autres		-	-	-	1,7	-	-	1,7
CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 JUILLET 2025	1 EUR	34 468 912	34,5	51,4	1 011,9	(17,3)	(11,4)	1 069,1
Attribuables :								
• aux propriétaires de la société mère								1 057,9
• aux participations ne donnant pas le contrôle								11,2

Les notes qui suivent font partie intégrante des comptes consolidés.

(a) Le capital émis est totalement libéré. Les primes liées au capital regroupent les primes d'émission et de conversion.

2.2 Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés

Les états financiers semestriels consolidés ont été arrêtés le 22 septembre 2026 par le Conseil d'administration.

L'application de la norme IFRS 5, détaillée dans la note 4, a eu pour conséquence de retraiter les informations comparatives au 31 juillet 2025 pour le compte de résultats et le tableau des flux de trésorerie. L'ensemble des tableaux présentés dans les notes ci-après et détaillant des informations sur le compte de résultats ou le tableau des flux de trésorerie a été retraité afin d'être comparable à la présentation du premier semestre 2026.

Sauf indication contraire, tous les montants indiqués ci-après sont exprimés en millions d'euros, arrondis avec un chiffre après la virgule. Par conséquent, la somme des montants arrondis peut présenter des écarts non significatifs par rapport au total reporté.

Sommaire

Note 1	Présentation du groupe Quadient et des comptes consolidés	38
Note 2	Principes comptables	39
Note 3	Périmètre et principes de consolidation	40
Note 4	Actifs et passifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées	40
Note 5	Immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et autres actifs non courants	42
Note 6	Données opérationnelles	45
Note 7	Information sectorielle	49
Note 8	Droits d'utilisation et obligations locatives	51
Note 9	Détail des flux de trésorerie	52
Note 10	Effectifs et avantages au personnel	53
Note 11	Provisions et passifs éventuels	54
Note 12	Instruments financiers, dettes financières et gestion des risques	55
Note 13	Situation fiscale	62
Note 14	Résultat par action	64
Note 15	Événements postérieurs à la clôture	64

Note 1 Présentation du groupe Quadient et des comptes consolidés

Quadient est à l'origine des expériences client les plus significatives.

En se concentrant sur trois grands domaines d'activité que sont les solutions *cloud* de gestion des communications clients, d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs (DIGITAL), les solutions liées au courrier représentant l'activité historique du Groupe (MAIL) et le réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis (LOCKERS), Quadient aide quotidiennement des centaines de milliers d'entreprises à construire des liens durables avec leurs clients et à leur offrir une expérience client d'exception, dans un monde où les interactions se doivent d'être toujours plus connectées, personnelles et mobiles.

Le terme « Quadient S.A. » (Société Anonyme) fait référence à la société mère (hors filiales consolidées), cotée et immatriculée en France, alors que les termes « Quadient » ou « Groupe » font référence à l'ensemble économique constitué de la société mère et de ses filiales consolidées.

L'adresse du siège social de la société mère est 42-46, avenue Aristide-Briand, 92220 Bagneux (France).

L'action Quadient est cotée sur le compartiment B d'Euronext Paris et fait partie du SBF 120.

1-1 : Historique

Le groupe Quadient a été constitué en 1992 par une opération d'acquisition à effet de levier (*Leverage Buy-Out* - LBO) des activités de la division matériel de traitement du courrier du groupe Alcatel.

Une deuxième opération d'acquisition à effet de levier a été réalisée en 1997. En février 1999, le Groupe est introduit en Bourse à Paris. Depuis cette date, le groupe Quadient a procédé à des acquisitions de taille variable. En 2002, Quadient a racheté la division courrier du groupe suisse Ascom : Ascom Hasler, alors n° 3 mondial. En 2012, Quadient a procédé à l'acquisition de GMC Software AG, société mère du groupe GMC Software Technology, *leader* dans le domaine de la Gestion de la communication client. En 2016, Quadient a acquis Icon Systemhaus GmbH, *leader* allemand des solutions de Gestion de la communication client, principalement présente en Allemagne et en Autriche.

En 2017, Quadient a réalisé la cession de ses filiales de distribution en Indonésie, en Malaisie, à Singapour et en Thaïlande ainsi que sa filiale DMTI Spatial, fournisseur de solutions de Qualité des données géolocalisées acquise en 2013.

En 2018, Quadient a acquis 100 % des titres de la société Parcel Pending Inc., *leader* sur le marché américain des consignes automatiques et principal fournisseur pour les secteurs résidentiel, du commerce et des universités aux États-Unis et au Canada. Également en 2018, Quadient a cédé l'intégralité du capital de sa filiale Quadient Data USA (ex-Satori Software), l'un des *leaders* sur le marché américain des logiciels de gestion de la qualité des adresses postales acquise en 2009.

En 2019, Quadient a cédé Quadient Data Netherlands BV (ex-Human Inference), filiale spécialisée dans le *Master Data Management* acquise en 2012. Quadient a également décidé la fermeture de sa filiale australienne Temando (logiciel dédié au e-commerce) acquise en 2015 pour 55 % puis en 2017 pour les 45 % restants.

Également en 2019, le Groupe a décidé de changer le nom Neopost pour devenir Quadient. Ce choix d'une marque unifiée et moderne a été la concrétisation de la mise en place de la nouvelle organisation du Groupe dans le cadre de la stratégie « *Back to Growth* », passant

de sociétés opérant des activités indépendantes à une société unique dotée d'un portefeuille de solutions intégré.

En 2020, Quadient a cédé l'intégralité de Proship Inc., filiale acquise en 2014 dont l'activité était de fournir des solutions logicielles d'expédition multitransporteurs. Quadient a également acquis 100 % des titres de la société YayPay, *leader* dans le domaine de l'automatisation de la gestion du poste client. Enfin, en fin d'exercice, Quadient a cédé sa filiale Quadient Oceania Pty Ltd en Australie.

En 2021, Quadient a acquis la société Beanworks, *leader* dans les solutions SaaS d'automatisation de la gestion des factures fournisseurs. Quadient a également cédé son activité de systèmes d'emballage automatique et de son site de production basé à Drachten, aux Pays-Bas.

En juin 2022, Quadient a cédé ses activités Graphiques situées dans les pays nordiques au *leader* des solutions d'impression, Ricoh. Ces activités consistaient principalement dans la distribution de solutions d'impression et de finition d'impression pour les entreprises en Suède, Norvège, Danemark et Finlande. Également en juin 2022, Quadient a cédé son activité *Shipping* qui comprenait une solution complète de gestion de la logistique et du transport, ainsi que la production, la gestion et la distribution de systèmes de traçabilité RFID.

En septembre 2023, Quadient a acquis 100 % des titres de la société canadienne Daylight Automation Inc., société proposant une solution SaaS (*Software as a Service*) dont la plateforme offre une capacité inégalée d'automatisation intelligente des formulaires et permet aux clients de créer des formulaires techniques rapidement et facilement.

En février 2024, Quadient a racheté Framat, un important fournisseur de solutions de traitement du courrier et de gestion documentaire pour les petites et moyennes entreprises. En octobre 2024, au regard des conclusions de l'investigation menée en Italie depuis la clôture des comptes du premier semestre 2023, le Groupe a cédé l'intégralité de sa filiale de distribution italienne Mail. Enfin, en décembre 2024, Quadient a finalisé l'acquisition de 100 % des titres de la société Package Concierge, un fournisseur américain de solutions de gestion des colis.

En juin 2025, Quadient a acquis 95 % des titres de la société Serensia, entreprise française comptant parmi les principales plateformes de facturation électronique immatriculées PDP (Plateforme de Dématérialisation Partenaire) par le gouvernement français. En décembre 2025, Quadient a aussi annoncé l'acquisition des actifs de CDP Communications, partenaire historique du Groupe et l'une des sociétés les plus innovantes dans le domaine de l'accessibilité et l'automatisation des documents.

1-2 : Faits marquants de la période

Revue stratégique de l'activité Lockers

Dans le cadre de la revue stratégique de son activité Lockers réalisée au premier semestre 2026, le Groupe a décidé d'engager un processus de cession de cette activité à l'exclusion de l'activité relative aux réseaux privés de consignes européens. Cette opération répond aux critères de la norme IFRS 5 - Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées détaillés en Note 4. Les actifs et passifs relatifs à cette activité sont présentés en actifs et passifs détenus en vue de la vente au 31 juillet 2026 et les flux liés à cette activité sont présentés en activité abandonnée dans le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie du premier semestre 2026. Les flux correspondants du premier semestre 2025 ont été reclassés afin d'être comparables.

Note 2 Principes comptables

2-1 : Référentiel applicable

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2026 sont établis selon les principes de la norme IAS 34 avec des états financiers résumés complétés par une sélection de notes explicatives.

Les comptes consolidés intermédiaires au 31 juillet 2026 n'incluent pas toutes les informations requises dans les comptes consolidés annuels et doivent être lus avec les comptes consolidés annuels au 31 janvier 2026 publiés le 11 mai 2026.

Les principes comptables utilisés pour la préparation des comptes consolidés intermédiaires sont identiques à ceux retenus pour la préparation des comptes consolidés au 31 janvier 2026. Ils ont été établis conformément aux normes comptables internationales (normes IFRS : *International Financial Reporting Standards*) émises par l'*International Accounting Standards Board* (IASB). Le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne au 31 juillet 2026 est consultable sur le site Internet de la Commission européenne.

2-2 : Évolutions normatives

L'application des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur au cours du premier semestre 2026 n'a pas eu d'impact significatif sur les états financiers du Groupe.

Le Groupe poursuit par ailleurs l'analyse des textes publiés mais non encore applicables. En particulier, la norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers », qui remplacera la norme IAS 1, applicable par anticipation aux exercices ouverts à partir du 1^{er} janvier 2026 et obligatoire à partir des exercices ouverts

à partir du 1^{er} janvier 2027. Le Groupe a choisi de ne pas appliquer cette norme par anticipation.

Cette norme introduit une présentation plus structurée du compte de résultat, en cinq catégories (exploitation, investissement, financement, impôt sur le résultat, activités abandonnées) ainsi que des MPMs (*Management Performance Measures* ou indicateurs de performance définis par la Direction) qui sont des sous-totaux de produits et charges utilisés dans les communications publiques hors états financiers pour refléter la vision du management sur la performance globale.

Le Groupe a engagé un projet de mise en oeuvre et d'évaluation des impacts de la norme IFRS 18, ces travaux sont actuellement en cours.

2-3 : Conversion des états financiers établis en monnaies étrangères

La monnaie de fonctionnement de chacune des entités du Groupe est la monnaie de l'environnement économique dans lequel elle opère. Les comptes des filiales étrangères établis en devises locales ont été convertis en euros, monnaie de présentation des comptes consolidés du Groupe, au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour les éléments du compte de résultat et du tableau des flux de trésorerie.

Les écarts de change résultant de la conversion des éléments en devises sont comptabilisés dans la différence de conversion incluse dans les autres éléments du résultat global.

Les taux de conversion des principales devises du Groupe sont les suivants :

	31 juillet 2026		31 janvier 2026	31 juillet 2025
	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen
Dollar américain (USD)	1,15	1,16	1,19	1,12
Livre britannique (GBP)	0,86	0,86	0,87	0,85
Dollar canadien (CAD)	1,61	1,61	1,61	1,56
Franc suisse (CHF)	0,93	0,92	0,92	0,94
Yen japonais (JPY)	184,03	184,73	183,59	163,69
Couronne norvégienne (NOK)	10,94	11,12	11,39	11,68
Couronne suédoise (SEK)	10,99	10,87	10,52	11,05
Couronne danoise (DKK)	7,48	7,47	7,47	7,46
Dollar australien (AUD)	1,64	1,65	1,70	1,74
Dollar singapourien (SGD)	1,48	1,48	1,51	1,46
Roupie indienne (INR)	109,55	108,83	109,58	95,97
Réal brésilien (BRL)	5,81	5,94	6,22	6,33
Yuan chinois (CNY)	7,75	7,92	8,28	8,06
Couronne tchèque (CZK)	24,21	24,31	24,33	24,91
Zloty polonais (PLN)	4,31	4,27	4,21	4,23
Peso mexicain (MXN)	19,95	20,23	20,60	21,90

Note 3 Périmètre et principes de consolidation

3-1 : Principes comptables liés au périmètre de consolidation

Les états financiers des sociétés du groupe Quadient, établis selon les règles comptables en vigueur dans leur pays d'origine, sont retraités avant d'être consolidés, afin d'être en harmonie avec les principes comptables du groupe Quadient.

Le bilan consolidé regroupe le montant total de chacun des éléments d'actif et de passif ainsi que les résultats des sociétés consolidées : les transactions internes et les comptes réciproques ainsi que les profits et les plus-values entre les sociétés du groupe Quadient sont éliminés.

Les filiales contrôlées directement par la société mère ou indirectement par le biais d'autres filiales sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Les participations dans les entreprises associées, dans lesquelles l'investisseur exerce une influence notable sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'influence notable est présumée lorsque l'investisseur détient directement ou indirectement par le biais de filiales 20 % ou plus des droits de vote dans l'entreprise détenue.

3-2 : Évolution du périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de Quadient S.A. et de ses filiales. Les filiales sont consolidées à compter de la date de prise de contrôle par le Groupe et jusqu'à la date à laquelle ce contrôle est transféré à l'extérieur du Groupe. Le contrôle est exercé à partir du moment où le Groupe dispose du

pouvoir de diriger les activités pertinentes d'une entité, qu'il est exposé à des rendements variables liés à cette entité et qu'il a la capacité d'utiliser ce pouvoir pour influencer sur ces rendements.

Il n'y a pas eu de variation de périmètre au cours du premier semestre 2026.

3-3 : Informations relatives aux parties liées

Dans le cadre de l'application de la norme IAS 24, le Groupe considère comme parties liées :

- la société Docapost BPO IS dans laquelle le Groupe détient une participation de 35 %. Aucune transaction significative n'a été identifiée avec cette société mise en équivalence ;
- le fonds BPIfrance Investissement, actionnaire du Groupe à hauteur de 10,2 % au 31 juillet 2026, considéré comme ayant une influence notable sur le Groupe notamment du fait de sa représentation en tant qu'administrateur indépendant au sein du conseil d'administration. Quadient a conclu quatre prêts amortissables avec BPIfrance entre 2022 et 2024, les informations relatives à ces prêts sont mentionnées en notes 12-2 Dettes financières par nature ;
- l'ensemble des membres du Comité exécutif et du Conseil d'administration, ainsi que leur famille proche. La rémunération du comité exécutif et les avantages octroyés sont mentionnés dans la note 9-5 du Document d'enregistrement universel 2025.

Aucune autre transaction significative n'a été identifiée entre Quadient et ses parties liées identifiées.

Note 4 Actifs et passifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

La norme IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées » spécifie le traitement comptable applicable aux actifs détenus en vue de la vente, la présentation et les informations à fournir sur les activités abandonnées.

Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants détenus en vue de la vente sont présentés sur une ligne séparée du bilan dès lors :

- que le Groupe a pris la décision de vendre les actifs concernés ;
- que la vente est considérée comme hautement probable ;
- que les actifs concernés sont disponibles pour une cession immédiate dans leur état actuel ;
- que leur valeur comptable sera recouvrée principalement par leur cession plutôt que par leur utilisation continue.

Ces actifs sont évalués au montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Lorsque le Groupe est engagé dans un processus de vente impliquant la perte de contrôle d'une filiale, tous les actifs et passifs de cette filiale sont classés comme étant détenus en vue de la vente, indépendamment du fait que le Groupe conserve ou non un intérêt résiduel dans l'entité cédée après la vente.

Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante dont l'entité s'est séparée ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et

- qui représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou
- est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Dès lors que les critères sont remplis, les résultats et flux de trésorerie des activités abandonnées sont présentés séparément dans le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie consolidés pour chaque période. Le Groupe évalue si une activité abandonnée constitue une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte essentiellement sur la base de sa contribution relative dans les états financiers consolidés du Groupe.

Projet de cession de l'activité Lockers

Le Groupe a réalisé au cours du premier semestre une revue stratégique de son activité Lockers, revue durant laquelle il a été décidé d'engager un processus de cession de la quasi-totalité de cette activité, périmètre de cession incluant le Royaume-Uni, la France, l'Italie, l'Amérique du Nord et le Japon. Le Groupe a décidé de ne conserver que le réseau de consignes privées européen, qui représente un chiffre d'affaires d'environ 7,0 millions d'euros par an.

La résultante de cette décision est le classement en activité abandonnée de ce périmètre disponible à la vente qui répond aux critères de la norme IFRS 5 c'est-à-dire que (i) la décision a été prise de vendre, (ii) la vente est considérée comme hautement probable, (iii) le périmètre représente une ligne d'activité principale et distincte et enfin (iv) cela fait partie d'un plan unique et coordonné.

Impact sur les états financiers consolidés

- Les actifs détenus en vue de la vente et les passifs correspondants sont présentés séparément des autres actifs et passifs sur les lignes prévues à cet effet à l'actif et au passif, sans reclassement des actifs et des passifs comparatifs au 31 janvier 2026 ;
- le résultat net de la période est présenté sur une ligne unique du compte de résultat intitulée "Résultat net des activités abandonnées". Les données comparatives du compte de résultat au 31 juillet 2025 ont été retraitées conformément à IFRS 5 ;
- les flux de trésorerie nets liés à l'exploitation, aux investissements et aux financements attribuables aux activités non poursuivies, sont présentés sur des lignes distinctes dans l'état des flux de trésorerie du Groupe au 31 juillet 2026. Les données comparatives de l'état de flux de trésorerie au 31 juillet 2025 ont été retraitées conformément à IFRS 5 ;
- un arrêt des amortissements à compter de la date de classement en actifs détenus en vue de la vente au 31 juillet 2026.

Les actifs et passifs de cette activité sont de ce fait présentés en actifs détenus en vue de la vente au 31 juillet 2026 :

	31 juillet 2026
Écarts d'acquisition	78,3
Immobilisations incorporelles	18,9
Immobilisations corporelles	72,2
Autres actifs non courants	6,5
Stocks	16,9
Créances clients	19,4
Autres actifs courants	4,5
Trésorerie	7,2
Ajustement des actifs détenus en vue de la vente à leur juste valeur	(9,1)
ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	214,8
Passifs non courants	5,6
Dettes fournisseurs	8,6
Autres dettes d'exploitation	5,6
Produits constatés d'avance	8,4
Autres passifs	5,7
PASSIFS LIÉS AUX ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE	33,9

Le résultat net des activités abandonnées s'élève à (10,7) millions d'euros en 2026, contre (5,1) millions d'euros en 2025. Il se compose d'une part du résultat des activités abandonnées sur le semestre et

d'autre part de l'impact, présenté en charges non courantes, de la mise à la juste valeur des actifs détenus en vue de la vente en France et en Italie.

L'impact de la présentation des activités abandonnées sur les principaux agrégats du compte de résultat se présente de la manière suivante:

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Chiffre d'affaires	48,9	52,2
Coût des ventes	(19,6)	(25,7)
Charges opérationnelles courantes	(33,0)	(30,8)
Charges non courantes	(9,5)	(0,1)
Résultat opérationnel	(13,2)	(4,4)
Résultat financier	0,5	(0,2)
Résultat avant impôt	(12,7)	(4,6)
Impôt sur les sociétés	2,0	(0,5)
RÉSULTAT NET DES ACTIVITÉS ABANDONNÉES	(10,7)	(5,1)

Note 5 Immobilisations incorporelles, immobilisations corporelles et autres actifs non courants

5-1 : Écarts d'acquisition

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur Nette
Écarts d'acquisition au 31 janvier 2026	1 189,9	(231,1)	958,8
Actif détenu en vue de la vente	(77,6)	-	(77,6)
Écarts de conversion	11,3	0,3	11,6
ÉCARTS D'ACQUISITION AU 31 JUILLET 2026	1 123,6	(230,8)	892,8

Au premier semestre 2026, la variation de la valeur brute des écarts d'acquisition s'explique (i) par le classement des écarts d'acquisition des UGT Lockers en actifs détenus en vue de la vente pour (77,6) millions d'euros et (ii) par les écarts de conversion pour 11,6 millions d'euros.

Les dépréciations cumulées s'élèvent à (230,8) millions d'euros au 31 juillet 2026.

Le niveau d'analyse auquel le groupe Quadient apprécie la valeur recouvrable des écarts d'acquisition correspond ainsi aux UGT ou groupes d'UGT suivants :

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Mail Amérique du Nord	348,3	340,9
Digital Amérique du Nord	171,8	169,4
Lockers Amérique du Nord	-	70,8
Mail France Benelux	82,2	82,2
Digital France Benelux	53,7	53,7
Lockers France Benelux	-	4,2
Mail Europe Centrale	48,2	48,5
Digital Europe Centrale	73,6	73,9
Mail Royaume-Uni Irlande	77,1	77,1
Mail International	2,2	2,2
Digital International	35,7	35,9
VALEUR NETTE DES ÉCARTS D'ACQUISITION	892,8	958,8

L'Europe Centrale regroupe l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et l'Italie. International regroupe l'Europe de l'est, l'Australie, l'Asie et l'Amérique Latine.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un test de perte de valeur lors des clôtures annuelles ou lorsqu'il existe un indice de perte de valeur selon la méthode décrite dans la note 4-5 des comptes consolidés du Document d'enregistrement universel 2025.

Le maintien des niveaux de marge brute et de résultat d'exploitation dans les UGT les plus sensibles ainsi que la stabilité des taux d'actualisation sont autant d'indicateurs d'une absence d'indice de

perte de valeur au 31 juillet 2026. De ce fait, aucun test de dépréciation n'a été effectué sur les UGT ou groupes d'UGT du Groupe au 31 juillet 2026.

La présentation des flux liés à l'activité Lockers en activité abandonnée à compter du premier semestre pénalise la marge des activités poursuivies (coûts résiduels à absorber et dyssynergies notamment au niveau du marketing et de la chaîne logistique) sans toutefois remettre en cause la valeur recouvrable des UGT. Le Groupe est actuellement en train d'analyser les actions à mettre en oeuvre pour optimiser ces coûts résiduels le cas échéant.

5-2 : Immobilisations incorporelles

	Concessions, brevets	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres ^(a)	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2026	32,8	121,3	366,2	46,1	81,3	647,7
Acquisitions/Capitalisation	-	1,2	15,0	0,0	1,6	17,8
Cessions/mises au rebut	-	(0,4)	-	-	(0,0)	(0,4)
Actifs détenus en vue de la vente	(1,8)	(1,6)	(38,6)	(0,1)	(5,8)	(47,9)
Autres variations	-	1,2	-	2,6	(4,7)	(0,7)
Écarts de conversion	0,1	1,9	7,7	0,1	2,0	11,8
Valeurs brutes au 31 juillet 2026	31,1	123,6	350,3	48,7	74,4	628,1
Amortissements cumulés	(31,1)	(115,6)	(273,9)	(46,2)	(57,3)	(524,1)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2026	0,0	8,0	76,4	2,5	17,1	104,0

(a) Les autres immobilisations incorporelles comprennent notamment les immobilisations en cours.

La variation des immobilisations incorporelles correspond principalement à la capitalisation des frais de développement. Les autres variations se composent essentiellement de reclassements de poste à poste.

	Concessions, brevets	Logiciels	Frais de développement	Coûts informatiques d'implémentation	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2026	32,5	114,0	275,5	46,1	57,5	525,6
Dotations	0,2	1,3	15,0	0,1	2,2	18,8
Cessions/mises au rebut	-	(0,0)	-	-	-	(0,0)
Actifs détenus en vue de la vente	(1,7)	(1,7)	(22,3)	0,0	(4,1)	(29,6)
Autres variations	-	-	0,0	-	-	0,0
Écarts de conversion	0,1	1,9	5,7	0,1	1,7	9,3
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2026	31,1	115,6	273,9	46,2	57,3	524,1

Au 31 juillet 2026, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations incorporelles.

5-3 : Immobilisations corporelles

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Valeurs brutes au 31 janvier 2026	17,8	46,1	544,5	34,5	2,3	38,7	683,9
Acquisitions	-	0,3	5,8	0,5	0,3	0,3	7,3
Cessions/mises au rebut	-	(1,0)	(2,8)	(3,2)	(0,3)	(0,4)	(7,8)
Actifs détenus en vue de la vente	-	(0,3)	(116,0)	(5,0)	(0,1)	(5,8)	(127,1)
Autres variations	0,1	0,7	0,5	1,4	-	(1,2)	1,3
Écarts de conversion	0,1	0,1	9,4	0,4	0,0	0,6	10,6
Valeurs brutes au 31 juillet 2026	18,0	45,9	441,3	28,6	2,2	32,2	568,2
Amortissements cumulés	(12,9)	(40,6)	(391,2)	(24,0)	(1,7)	(24,6)	(495,0)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2026	5,1	5,3	50,3	4,6	0,5	7,4	73,2

Les autres variations représentent principalement des reclassements de poste à poste.

	Terrains et constructions	Matériel et équipement	Matériel de location	Matériel informatique	Matériel de démonstration	Autres	Total
Amortissements au 31 janvier 2026	12,7	40,6	436,2	30,6	1,8	24,7	546,6
Dotations	0,2	1,0	11,0	1,2	0,2	1,0	14,6
Cessions/mises au rebut	-	(1,0)	(3,0)	(3,2)	(0,1)	(0,4)	(7,7)
Actifs détenus en vue de la vente	-	(0,2)	(61,2)	(4,9)	(0,2)	(1,0)	(67,3)
Autres variations	-	-	0,1	-	-	(0,0)	0,0
Écarts de conversion	0,0	0,2	8,0	0,3	0,0	0,3	8,8
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2026	12,9	40,6	391,2	24,0	1,7	24,6	495,0

Au 31 juillet 2026, aucun indicateur de perte de valeur n'a été identifié sur les immobilisations corporelles.

Les variations des valeurs brutes et des amortissements des droits d'utilisation comptabilisés en application de la norme IFRS 16 sont présentées dans la note 8.

5-4 : Autres actifs financiers non courants

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Dépôts et cautionnements	10,3	9,3
Actif net de retraite	17,1	19,9
Autres actifs financiers	11,0	13,3
TOTAL	38,4	42,5

Au 31 juillet 2026, les dépôts et cautionnements incluent notamment un dépôt de garantie de 0,9 million d'euros relatif au contrat de liquidité (1,4 million d'euros au 31 janvier 2026) et de divers dépôts de garantie versés notamment dans le cadre de baux locatifs.

Le Groupe dispose d'un fonds de pension au Royaume-Uni qui présente un surplus de 14,7 millions d'euros (12,6 millions de livres) au 31 juillet 2026 contre 17,6 millions d'euros (15,2 millions de livres) au 31 janvier 2026. La variation de l'actif net de retraite au Royaume-Uni s'explique principalement par les écarts actuariels.

Les autres actifs financiers sont constitués des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange 2, X'Ange 4, X'Ange 5 et Partech Entrepreneurs. Ces actifs sont valorisés à leur juste valeur au 31 juillet 2026.

5-5 : Engagements hors bilan liés aux actifs financiers

Au 31 juillet 2026, Quadient S.A. a un engagement d'investissement envers X'Ange 5 pour 5,3 millions d'euros (5,9 millions d'euros au 31 janvier 2026) et X'Ange 4 pour un montant de 0,8 million d'euros (1,0 million d'euros au 31 janvier 2026).

Note 6 Données opérationnelles

6-1 : Répartition du chiffre d'affaires

Au cours du premier semestre 2026, dans le cadre de la revue stratégique de ses activités, le Groupe a décidé de céder son activité Lockers. Cette activité est présentée en activité abandonnée dans les comptes semestriels 2026, conformément à la norme IFRS 5. Les éléments du premier semestre 2025 ont été reclassés afin d'être présentés de manière comparable à 2026.

Le chiffre d'affaires du Groupe se compose désormais de deux catégories de revenus :

- MAIL, regroupe les revenus des solutions liées au courrier, activité historique du groupe. Quadient fournit des logiciels, des équipements et des services qui couvrent l'ensemble du processus de gestion du courrier entrant et sortant ;

- DIGITAL, regroupe les solutions *cloud* de Quadient qui accompagnent les entreprises dans la gestion des communications clients, la gestion de l'expérience client y compris l'analyse et l'orchestration du parcours client, ainsi que les solutions d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs ;

L'activité Lockers, qui regroupe les revenus de l'activité par laquelle Quadient fournit et opère un réseau de consignes colis automatiques pour le retrait et dépôt sécurisés de colis, apportant aux utilisateurs simplicité et tranquillité d'esprit, ne figure plus dans le chiffre d'affaires du Groupe du fait de sa présentation en activité abandonnée.

La répartition du chiffre d'affaires s'établit ainsi :

- par métier – Chiffre d'affaires Groupe

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Mail	301,7	328,0
Digital	146,0	136,8
TOTAL	447,7	464,8

- par type de revenus

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Ventes d'équipements et de licences	106,7	114,7
Revenus récurrents ^(a)	302,4	306,6
Revenus de location	38,6	43,5
TOTAL	447,7	464,8

(a) Les revenus récurrents sont principalement composés des prestations de maintenance, de services professionnels et des droits d'utilisation des logiciels (Saas).

- par zone géographique

Conformément à la norme IFRS 8, le Groupe présente séparément ci-dessous le chiffre d'affaires de la France, pays où se situe le siège social du Groupe, et le chiffre d'affaires des États-Unis, seul pays en plus de la France représentant plus de 10 % du chiffre d'affaires du Groupe.

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
France	62,3	68,5
États-Unis	234,2	243,4
Autres pays d'Amérique	19,6	19,0
Autres pays européens	102,9	103,8
International ^(a)	28,7	30,1
TOTAL	447,7	464,8

(a) Le chiffre d'affaires International correspond notamment à (i) l'export et (ii) aux ventes Digital en dehors des zones géographiques mentionnées ci-dessus incluant notamment les pays d'Asie, les pays d'Europe de l'est et l'Espagne.

6-2 : Créances clients et créances liées aux activités de financement

Créances clients

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Clients et comptes rattachés		
Valeur brute	179,0	244,7
Dépréciation	(11,3)	(12,0)
Total	167,7	232,7
Créances liées aux activités de financement		
Court terme	213,2	218,5
Long terme	313,6	322,8
Valeur brute	526,8	541,3
Dépréciation	(5,2)	(8,0)
Total	521,6	533,3
TOTAL	689,3	766,0

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Clients et comptes rattachés - Dépréciation		
Dépréciations à l'ouverture de la période	12,0	14,9
Dotations	2,5	4,8
Utilisations	(1,1)	(6,3)
Reprises sans objet	(1,0)	(1,0)
Autres ^(a)	(1,2)	0,1
Écarts de conversion	0,2	(0,5)
TOTAL	11,3	12,0

(a) La ligne « Autres » inclut le reclassement en actifs détenus en vue de la vente au premier semestre 2026.

Créances liées aux activités de financement

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Créances non courantes		
Activités de financement – créances brutes	387,7	399,3
Produits financiers non acquis	(73,9)	(76,5)
Total	313,6	322,8
Créances courantes		
Activités de financement – créances brutes	255,5	261,4
Produits financiers non acquis	(42,3)	(43,0)
Total	213,2	218,5
Créances brutes liées aux activités de financement		
À moins d'un an	255,5	261,4
Entre un et cinq ans	385,9	395,4
À plus de cinq ans	1,9	3,9
Total créances brutes	643,3	660,7
Produits financiers non acquis sur les contrats de financement	(116,5)	(119,5)
Investissement dans les contrats de financement		
À moins d'un an	213,2	218,5
Entre un et cinq ans	311,7	319,2
À plus de cinq ans	1,9	3,6
TOTAL	526,8	541,3

Les créances liées aux activités de financement portent sur différents des contrats : (i) l'équipement vendu, (ii) le financement de l'affranchissement aux États-Unis et au Royaume-Uni et (iii) le financement des autres éléments du contrat comme les licences statiques et les prestations d'installation.

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
Equipements vendus	279,8	286,6
Autres éléments au contrat	33,8	36,2
Créances non courantes liées aux activités de financement	313,6	322,8
Equipements vendus	139,8	139,0
Autres éléments au contrat	17,9	17,6
Financement de l'affranchissement	55,5	61,7
Créance courantes liées aux activités de financement	213,2	218,5
TOTAL	526,8	541,3

6-3 : Résultat opérationnel courant et EBITDA

	31 juillet 2026		31 juillet 2025	
	Valeur brute	En %	Valeur brute	En %
Chiffre d'affaires	447,7	100,0 %	464,8	100,0 %
Coût des ventes	(102,8)	(23,0) %	(106,4)	(22,9) %
Marge brute	344,9	77,0 %	358,4	77,1 %
Charges opérationnelles courantes	(287,9)	(64,3) %	(294,5)	(63,3) %
Résultat opérationnel courant	57,0	12,7 %	64,0	13,8 %
Amortissements des immobilisations	39,3	8,8 %	39,7	8,5 %
EBITDA	96,3	21,5 %	103,7	22,3 %

6-4 : Détail des charges par nature

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Coûts des stocks reconnus en charges	95,0	105,1
Salaires, bonus, commissions et charges sociales	204,0	211,7
Loyers et charges locatives	1,1	1,7
Honoraires	20,7	18,1
Transport et déplacements	13,1	13,1
Amortissements et dépréciations des immobilisations	39,3	39,7
Autres	17,5	11,5
Total des charges ventilées par nature	390,7	400,9
Coûts des ventes	102,8	106,4
Coûts d'opérations	287,9	294,5
TOTAL	390,7	400,9

6-5 : Stocks et en-cours de production

	31 juillet 2026			31 janvier 2026		
	Valeur brute	Dépréciation	Net	Valeur brute	Dépréciation	Net
Matières premières et consommables	28,7	(4,4)	24,3	34,5	(5,4)	29,1
Pièces détachées	3,5	(1,4)	2,1	3,3	(1,5)	1,8
Produits finis et semi-finis	26,8	(4,6)	22,2	46,3	(6,1)	40,2
TOTAL	59,0	(10,4)	48,6	84,1	(13,0)	71,1

	31 juillet 2026	
	Valeur brute	Dépréciation
Ouverture	84,1	(13,0)
Entrées (sorties) de stocks	(0,5)	(0,5)
Dotations	-	(0,3)
Reprises	-	0,9
Actifs détenus en vue de la vente	(24,8)	2,5
Écarts de conversion	0,2	(0,0)
TOTAL	59,0	(10,4)

6-6 : Autres dettes d'exploitation

Les autres dettes d'exploitation, d'un montant de 157,2 millions d'euros au 31 juillet 2026, contre 149,8 millions d'euros au 31 janvier 2026, se composent notamment des postes clients créditeurs, des dettes envers le personnel, des dividendes à payer et des dépôts réalisés par les clients au titre de prépaiements d'affranchissement.

6-7 : Charges et produits liés aux acquisitions

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Frais de conseil	1,4	0,5
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues dans l'allocation du prix d'acquisition	3,2	2,0
CHARGES LIÉES AUX ACQUISITIONS	4,6	2,5

6-8 : Charges nettes pour optimisation des structures

Le Groupe a poursuivi l'optimisation de ses structures. Une charge de 6,3 millions d'euros est comptabilisée à ce titre au premier semestre 2026 contre 2,2 millions d'euros au premier semestre 2025. Cette charge est principalement composée des dépenses liées à la transformation progressive du Groupe, notamment celles relatives aux suppressions de postes et aux fermetures de sites. Les suppressions de postes sont, pour la majeure partie, relatives aux métiers du Mail, activité historique du Groupe en décroissance structurelle du fait du remplacement du courrier papier par le digital.

6-9 : Engagements hors bilan liés aux activités opérationnelles

Quadient a un engagement de caution bancaire en faveur de la poste irlandaise pour un montant de 1,7 million d'euros.

Note 7 Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base des données internes de gestion du Groupe qui sont régulièrement utilisées par le principal décideur opérationnel.

Au cours du premier semestre 2026, dans le cadre de la revue stratégique de ses activités, le Groupe a décidé d'engager un processus de cession de son activité Lockers, à l'exclusion du réseau européen de consignes privées. La part de l'activité destinée à être cédée est présentée en activité abandonnée dans les comptes semestriels. La part que le Groupe a décidé de conserver est intégrée dans le segment Mail. Les éléments du premier semestre 2025 ont été reclassés afin d'être présentés de manière comparable à 2026, y compris la part de l'activité Lockers que le Groupe a décidé de conserver et qui a été reclassé au sein du segment Mail.

Quadient a désormais deux segments opérationnels autour de ses deux solutions poursuivies :

- Mail qui regroupe les solutions liées au courrier, activité historique du Groupe. Quadient fournit des logiciels, des équipements et des services qui couvrent l'ensemble du processus de gestion du courrier entrant et sortant ;
- Digital qui regroupe les solutions cloud de Quadient accompagnant les entreprises dans la gestion des communications clients, la gestion de l'expérience client y compris l'analyse et l'orchestration du parcours client, ainsi que les solutions d'automatisation des comptes clients et des comptes fournisseurs.

Le résultat sectoriel fourni au principal décideur opérationnel est le résultat opérationnel courant et l'EBITDA est défini comme le résultat avant intérêts, taxes et amortissement et dépréciation des immobilisations.

La répartition du résultat opérationnel courant et de l'EBITDA par secteur s'analyse comme suit:

	MAIL	DIGITAL	31 juillet 2026
Chiffre d'affaires	301,7	146,0	447,7
Coûts des ventes	(79,3)	(23,5)	(102,8)
Marge brute	222,4	122,5	344,9
Recherche et développement	(9,2)	(18,3)	(27,5)
Frais commerciaux, marketing, services et assistances	(97,9)	(70,0)	(167,9)
Frais généraux	(61,9)	(30,6)	(92,5)
Résultat opérationnel courant	53,4	3,6	57,0
en pourcentage	17,7%	2,5%	12,7%
Amortissements des immobilisations	21,8	17,5	39,3
EBITDA	75,2	21,1	96,3
MARGE D'EBITDA	24,9%	14,5%	21,5%

Le chiffre d'affaires Lockers exclu du périmètre de cession présenté selon IFRS 5 dans les comptes semestriels et présenté dans le segment Mail, représente environ 3,3 millions de chiffre d'affaires au premier semestre 2026.

	MAIL	DIGITAL	31 juillet 2025
Chiffre d'affaires	328,0	136,8	464,8
Coûts des ventes	(86,8)	(19,5)	(106,4)
Marge brute	241,1	117,3	358,4
Recherche et développement	(8,7)	(16,5)	(25,2)
Frais commerciaux, marketing, services et assistances	(106,8)	(70,7)	(177,5)
Frais généraux	(65,3)	(26,4)	(91,7)
Résultat opérationnel courant	60,2	3,7	64,0
en pourcentage	18,4%	2,7%	13,8%
Amortissements des immobilisations	23,5	16,2	39,7
EBITDA	83,8	19,9	103,7
MARGE D'EBITDA	25,5%	14,5%	22,3%

Les prix de transfert entre les divisions sont les prix qui auraient été fixés dans des conditions de concurrence normale, comme pour une transaction avec des tiers.

La répartition par secteur du bilan s'établit ainsi :

	MAIL	DIGITAL	Autres	Activités poursuivies	Activités abandonnées	31 juillet 2026
Actifs sectoriels	1 506,4	493,9	114,4	2 114,7	214,8	2 329,5
TOTAL ACTIF	1 506,4	493,9	114,4	2 114,7	214,8	2 329,5
Passifs sectoriels	448,3	118,5	759,3	1 326,1	33,9	1 360,0
Capitaux propres				969,5	-	969,5
TOTAL PASSIF	448,3	118,5	759,3	2 295,6	33,9	2 329,5

	MAIL	DIGITAL	LOCKERS	Autres	31 janvier 2026
Actifs sectoriels	1 534,4	498,7	236,9	98,3	2 368,3
TOTAL ACTIF	1 534,4	498,7	236,9	98,3	2 368,3
Passifs sectoriels	454,4	138,3	84,0	725,8	1 402,5
Capitaux propres					965,8
TOTAL PASSIF	454,4	138,3	84,0	725,8	2 368,3

La colonne « Autres » comprend l'endettement net de Quadient S.A., les actifs et passifs relatifs aux usines et à la chaîne logistique ainsi que certains autres actifs et passifs qui ne sont affectables à aucun secteur opérationnel. Ces actifs et passifs ne sont pas alloués aux différents secteurs opérationnels, car seule une allocation basée sur une clé de répartition de chiffre d'affaires pourrait être faite. Cependant, elle générerait des variations potentiellement

significatives d'une année sur l'autre pour des zones géographiques données sans que cela ait un lien direct avec leurs propres performances.

La répartition géographique du chiffre d'affaires incluant le chiffre d'affaires réalisé en France, pays où se situe le siège social du Groupe, et aux États Unis, pays dont le revenu représente plus de 10 % du total du Groupe, est présenté en note 6-1.

La répartition par pays des actifs non courants est la suivante :

	31 juillet 2026	31 janvier 2026
France	190,0	218,9
États-Unis	797,6	875,3
Autres pays	508,6	565,0
TOTAL	1 496,2	1 659,2

Note 8 Droits d'utilisation et obligations locatives**Tableaux des variations des droits d'utilisation et des obligations locatives**

Au 31 juillet 2026, le montant net des droits d'utilisation s'élève à 26,5 millions d'euros.

	Bâtiments	Autres actifs incorporels	Droits d'utilisation
Valeurs brutes au 31 janvier 2026	59,5	35,8	95,3
Nouveaux contrats/renouvellements	3,4	-	3,4
Autres variations ^(a)	(1,7)	-	(1,7)
Écarts de conversion	1,1	0,1	1,3
VALEURS BRUTES AU 31 JUILLET 2026	62,3	35,9	98,3
Amortissements au 31 janvier 2026	(34,6)	(31,2)	(65,8)
Dotations	(4,5)	(1,7)	(6,1)
Autres variations ^(a)	1,0	-	1,0
Écarts de conversion	(0,8)	(0,1)	(0,9)
AMORTISSEMENTS AU 31 JUILLET 2026	(38,8)	(33,0)	(71,8)
VALEURS NETTES COMPTABLES AU 31 JUILLET 2026	23,5	2,9	26,5

(a) Les autres variations concernent notamment les contrats résiliés ou non renouvelés en 2026 ainsi que les contrats présentés en actifs détenus en vue de la vente.

Au 31 juillet 2026, les obligations locatives s'élèvent à 31,7 millions d'euros dont 12,7 millions d'euros à court terme.

	Obligations locatives non courantes	Obligations locatives courantes	Total obligations locatives
Valeurs au 31 janvier 2026	23,3	12,5	35,8
Modification de la dette	3,3	0,1	3,4
Remboursements	-	(7,2)	(7,2)
Écarts de conversion	0,5	(0,0)	0,5
Autres variations ^(a)	(8,1)	7,3	(0,8)
VALEURS AU 31 JUILLET 2026	19,0	12,7	31,7

(a) Les autres variations incluent essentiellement des reclassements ainsi que le reclassement des contrats présentés selon IFRS 5.

Note 9 Détail des flux de trésorerie

Les flux de trésorerie correspondent aux éléments présentés dans le bilan consolidé. Cependant, ces flux peuvent différer des variations bilancielle notamment du fait de la traduction d'opérations en devises autres que la devise fonctionnelle, de la conversion des états financiers des sociétés dont la devise fonctionnelle n'est pas l'euro et des variations de périmètre.

9-1 : Charges (produits) sans effet sur la trésorerie ou avec effet sous la trésorerie des activités opérationnelles

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Dotations aux amortissements	39,3	39,7
Dotations (reprises) de provisions	(6,3)	(3,1)
(Gains) et pertes liés aux variations de juste valeur	3,2	(0,6)
Charges et (produits) liés aux paiements en actions	2,9	1,8
(Plus) ou moins-values sur cessions d'actifs immobilisés	0,2	0,0
Autres	10,7	3,3
TOTAL	50,0	41,1

Au premier semestre 2026, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions est principalement liée aux reprises des provisions figurant à l'actif pour (2,8) millions d'euros, aux reprises des provisions figurant au passif pour (2,9) millions d'euros et pour (0,6) million d'euros au reclassement en actif détenu en vue de la vente.

Au premier semestre 2025, la variation de la ligne dotations (reprises) de provisions était principalement liée aux reprises des provisions figurant à l'actif pour (2,8) millions d'euros et aux reprises des provisions figurant au passif pour (0,3) million d'euros.

La ligne « Gains et pertes liés aux variations de juste valeur » comprend les éléments sans effet sur la trésorerie du résultat financier et notamment la variation de la juste valeur des investissements réalisés par Quadient au profit des fonds professionnels de capital investissement X'Ange 2 et Partech Entrepreneurs.

La ligne « Autres » comprend notamment le résultat des activités abandonnées, dont les effets sur le tableau des flux de trésorerie sont présentés sur des lignes distinctes des activités poursuivies.

9-2 : Variation du besoin en fonds de roulement

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Variation des stocks	0,5	(0,8)
Variation des créances clients et comptes rattachés	45,9	48,0
Variation du revenu différé	(29,6)	(28,8)
Variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés	(16,9)	(25,1)
Variation des autres passifs et actifs d'exploitation	(24,8)	(40,1)
TOTAL	(25,0)	(46,8)

L'évolution des autres passifs et actifs d'exploitation s'explique notamment par (i) des décalages temporels défavorables sur les charges constatées d'avances ainsi que sur les encaissements et décaissements de TVA et par (ii) le paiement au cours du premier semestre des salaires variables et bonus provisionnés au 31 janvier.

9-3 : Incidence des variations de périmètre

Il n'y a eu aucune variation de périmètre ayant une incidence sur la trésorerie du Groupe au cours du premier semestre 2026.

Au premier semestre 2025, l'incidence des variations de périmètre était un décaissement net de (4,3) millions d'euros qui se composait de (i) l'acquisition de Serensia en juin 2025 pour (8,9) millions d'euros et (ii) du remboursement du prêt (nominal et intérêts) octroyé aux acheteurs lors de la cession de l'activité de systèmes d'emballage automatique en 2021 pour un montant de 4,6 millions d'euros.

9-4 : Souscription et remboursements d'emprunts

Au cours du premier semestre 2026, Quadient a effectué les opérations suivantes sur ses dettes financières :

- Quadient a remboursé à échéance 22,5 millions d'euros de placement privé de droit allemand *Schuldschein* en mai 2026 et 1,3 million d'euros d'un emprunt auprès de BPIFrance en mai 2026.

Au cours du premier semestre 2025, Quadient avait effectué les opérations suivantes sur ses dettes financières :

- Quadient avait procédé au remboursement à l'échéance le 3 février 2025 des obligations émises le 23 janvier 2020 pour le montant de 260,4 millions d'euros restant en circulation ;
- Quadient avait remboursé à échéance 29,0 millions d'euros de placement privé de droit allemand *Schuldschein* en février 2025 et 1,3 million d'euros d'un emprunt auprès de BPIFrance en mai 2025 ;
- en juillet 2025, Quadient avait émis un placement privé de droit américain (*US private placement*) pour 50,0 millions d'euros à maturité 2032 et 2034.

9-5 : Réconciliation des flux des passifs issus des activités de financement

	Flux monétaires			Flux non monétaires		31 juillet 2026
	31 janvier 2026	Nouvelles dettes	Remboursements	Autres ^(a)	Différence de conversion	
Dettes financières à long terme	617,9	-	(24,4)	(57,8)	8,9	544,6
Dettes financières à court terme	125,3	0,2	(1,4)	57,5	0,0	181,6
DETTE FINANCIÈRE	743,2	0,2	(25,8)	(0,3)	8,9	726,2

(a) La colonne « Autres » comprend essentiellement des reclassements et la variation des intérêts courus non échus.

Note 10 Effectifs et avantages au personnel**10-1 : Masse salariale**

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Traitements et salaires, bonus et commissions	156,0	166,3
Charges sociales	45,1	43,6
Paievements en actions	2,9	1,8
TOTAL	204,0	211,7

10-2 : Provision pour retraites et engagements assimilés

Le principal engagement de retraite du Groupe concerne le Royaume-Uni. Cet engagement de retraite est couvert par un fonds de pension qui affiche un surplus de 14,7 millions d'euros (12,6 millions de livres) au 31 juillet 2026 contre 17,6 millions d'euros (15,2 millions de livres) au 31 janvier 2026. Il est présenté dans les actifs non courants. La norme IAS 19 exige que lorsqu'un régime est en surplus selon les hypothèses retenues, le surplus ne peut être reconnu dans le bilan de l'entreprise que si un avantage économique est possible pour la Société. Selon la lecture des règles du régime, Quadient a un droit inconditionnel à remboursement de toute somme restant dans le fonds une fois la dernière prestation versée au dernier membre bénéficiant du régime. Le Groupe

considère cela comme une justification suffisante pour reconnaître l'excédent comptable au bilan selon la norme IAS 19/IFRIC 14. Le régulateur britannique demande tous les trois ans une évaluation sur la base d'hypothèses différentes de celles retenues pour l'évaluation selon la norme IAS 19. Si l'évaluation demandée par le régulateur fait apparaître un déficit, Quadient doit le combler par des versements.

Les engagements d'indemnités de retraite pour les salariés en France ne sont pas préfinancés, à l'exception de Quadient France qui a souscrit des contrats d'assurance.

À l'exception du Royaume-Uni, aucune nouvelle évaluation des engagements de retraite n'a été faite au 31 juillet 2026.

10-3 : Paiements en actions

Les charges ou (produits) enregistrés au titre des plans d'attribution gratuite d'actions se détaillent de la manière suivante :

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Valorisation des actions gratuites attribuées	2,9	1,8

Informations concernant les plans d'attribution gratuite d'actions

Une attribution gratuite de 326 390 actions a été effectuée en juin 2026, le nombre maximal d'actions pouvant être attribué dans le cadre de ce plan est de 500 000.

Note 11 Provisions et passifs éventuels

11-1 : Variation des avantages au personnel et provisions

	31 janvier 2026	Dotations	Utilisations	Reprises sans objet	Autres ^(a)	31 juillet 2026	Partie courante	Partie non courante
Optimisation des structures	14,2	6,9	(9,3)	(0,0)	0,1	11,9	10,8	1,1
Garantie clients/risque affaires	0,3	-	-	(0,1)	0,0	0,2	0,2	0,0
Provisions pour litiges	2,5	0,0	(0,1)	-	0,1	2,5	1,5	1,0
Autres	2,2	0,2	(1,0)	(0,0)	(0,2)	1,2	1,2	0,0
Engagements de retraite	8,7	0,3	(0,1)	-	(1,2)	7,7	-	7,7
TOTAL	27,9	7,4	(10,5)	(0,1)	(1,2)	23,5	13,7	9,8

(a) La colonne « Autres » comprend notamment les reclassements en passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente.

Optimisation des structures

Le Groupe poursuit l'optimisation de ses structures.

Des provisions d'un montant total de 14,2 millions d'euros figuraient dans les comptes au 31 janvier 2026. Les évolutions intervenues au cours du premier semestre 2026 sont une dotation de 6,9 millions d'euros et une consommation de la provision pour (9,3) millions d'euros. Au 31 juillet 2026 cette provision présente un solde de 11,9 millions d'euros.

11-2 : Passifs éventuels

Dans le cadre de leurs activités courantes, les entités du Groupe en France et à l'étranger font régulièrement l'objet de contrôles fiscaux.

Les redressements, ou les positions fiscales incertaines identifiées mais ne faisant pas encore l'objet d'un redressement, font l'objet de provisions appropriées dont le montant est revu régulièrement. Le Groupe n'a pas identifié de nouveau passif éventuel significatif au 31 juillet 2026.

Note 12 Instruments financiers, dettes financières et gestion des risques

La politique de financement est coordonnée par la direction financière du Groupe. L'ensemble des expositions du Groupe en termes de risque de taux et de risque de change est centralisé au sein de la trésorerie Groupe.

L'ensemble des instruments financiers de la note 12, et notamment ceux présentés dans le tableau 12-1, sont des instruments financiers de niveau 2, dont la détermination de la juste valeur repose sur des données observables.

12-1 : Détail du bilan par instruments financiers

	31 juillet 2026		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	41,4	41,4	11,0	27,4	-	3,0
Créances liées aux activités de financement ^(a)	521,7	520,8	-	521,7	-	-
Autres créances à long terme	8,0	8,0	-	8,0	-	-
Créances clients et comptes rattachés ^(b)	167,7	167,7	-	167,7	-	-
Autres créances ^(b)	8,4	8,4	-	8,4	-	-
Instruments financiers dérivés ^(c)	2,6	2,6	-	-	-	2,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie ^(d)	123,5	123,5	-	123,5	-	-
ACTIFS	873,3	872,4	11,0	856,7	-	5,6
Emprunts, dettes assimilées et découverts bancaires ^(e)	774,5	775,0	24,9	-	749,6	-
Autres dettes à long terme	0,1	0,1	-	0,1	-	-
Fournisseurs ^(b)	55,1	55,1	-	55,1	-	-
Autres dettes d'exploitation ^(b)	157,2	157,2	-	157,2	-	-
Instruments financiers dérivés ^(c)	0,5	0,5	-	-	-	0,5
PASSIFS	987,5	988,0	24,9	212,5	749,6	0,5

(a) Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de *leasing*, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers. Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 juillet 2026 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de Postage Financing sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.

(b) Évaluation au coût historique.

(c) Méthode d'évaluation décrite en note 11-4 du Document d'enregistrement universel 2025.

(d) Évaluation à la valeur de réalisation.

(e) La dette est enregistrée à la juste valeur comme indiqué en note 11-4 du Document d'enregistrement universel 2025. Les principaux montants de la dette au coût amorti se répartissent comme suit :

- concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 11-2-6 du Document d'enregistrement universel 2025, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et SOFR capitalisé), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de 431,8 millions d'euros ;
- concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 juillet 2026. L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 0,6 million d'euros. La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

	31 janvier 2026		Ventilation par catégorie d'instruments			
	Valeur au bilan	Juste valeur	Juste valeur par résultat	Prêts et créances/ dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Actifs financiers non courants	43,1	43,1	13,3	29,2	-	0,6
Créances liées aux activités de financement ^(a)	533,3	536,4	-	533,3	-	-
Autres créances à long terme	6,3	6,3	-	6,3	-	-
Créances clients et comptes rattachés ^(b)	232,7	232,7	-	232,7	-	-
Autres créances ^(b)	13,6	13,6	-	13,6	-	-
Instruments financiers dérivés ^(c)	3,6	3,6	-	-	-	3,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie ^(d)	115,5	115,5	-	115,5	-	-
ACTIFS	948,1	951,2	13,3	930,6	-	4,2
Dettes financières et découverts bancaires ^(e)	761,2	758,2	24,9	-	736,3	-
Autres dettes non courantes	0,7	0,7	-	0,7	-	-
Fournisseurs ^(b)	85,2	85,2	-	85,2	-	-
Autres dettes d'exploitation ^(b)	149,8	149,8	-	149,8	-	-
Instruments financiers dérivés ^(c)	0,7	0,7	-	-	-	0,7
PASSIFS	997,6	994,6	24,9	235,7	736,3	0,7

(a) Face au nombre important de dossiers gérés par les entités de *leasing*, le Groupe n'a pu mener une valorisation individuelle de chacun des dossiers. Les hypothèses retenues sont les suivantes : durée moyenne du portefeuille de trois ans, courbe des taux à terme au 31 janvier 2026 et taux de change constant. La valorisation est effectuée hors marge de crédit. Les portefeuilles américain et anglais de Postage Financing sont constitués de créances à très court terme (inférieures à un mois) et de crédits renouvelables, la juste valeur considérée est celle inscrite au bilan.

(b) Évaluation au coût historique.

(c) Méthode d'évaluation décrite en note 11-4 du Document d'enregistrement universel 2025.

(d) Évaluation à la valeur de réalisation.

(e) La dette est enregistrée à la juste valeur comme indiqué en note 11-4 du Document d'enregistrement universel 2025. Les principaux montants de la dette au coût amorti se répartissent comme suit :

- concernant l'ensemble des dettes à taux variables décrites en note 11-2-6 du Document d'enregistrement universel 2025, les tirages étant effectués sur des périodes d'un, trois et six mois maximum et à taux variables (EURIBOR et SOFR capitalisé), il n'y a pas d'écart entre la juste valeur et la valeur au bilan qui représente un montant de 398,9 millions d'euros ;
- concernant les dettes à taux fixes, la juste valeur a été calculée à partir de la courbe des taux en vigueur au 31 janvier 2026. L'écart entre la juste valeur et la valeur comptable est de 3,0 millions d'euros. La valorisation des dettes en devises étrangères est effectuée à taux de change constant.

12-2 : Analyse de la dette financière par nature

	Dettes financières et découverts bancaires	Part à court terme des dettes à long terme	Dettes à long terme	31 juillet 2026	31 janvier 2026
<i>Schuldschein</i> ^(a)	-	172,9	265,3	438,2	456,7
Ligne de crédit <i>revolving</i> auprès d'établissements bancaires ^(b)	-	0,1	-	0,1	0,1
Titres négociables à court terme – NEU CP ^(c)	45,0	-	-	45,0	15,0
Prêt Participatif de Relance (PPR) ^(d)	-	0,5	90,0	90,5	90,5
Placement privé États-Unis – USPP ^(e)	-	0,2	137,0	137,2	134,0
Prêt bancaire ^(f)	-	0,3	43,5	43,8	42,3
Prêts BPIfrance ^(g)	-	5,8	8,8	14,6	16,5
Autres dettes	3,3	1,8	-	5,1	6,1
TOTAL	48,3	181,6	544,6	774,5	761,2

(a) Quadient a conclu en mai 2019 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de neuf tranches de maturités différentes comprises entre quatre et sept ans pour un montant total de 130,0 millions d'euros et de 90,0 millions de dollars américains. Le 15 mai 2026, Quadient a remboursé 22,5 millions d'euros. L'ensemble de l'émission de 2019 a été remboursé.

Quadient a conclu en novembre 2021 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de douze tranches de maturités différentes comprises entre cinq et sept ans pour un montant total de 178,0 millions d'euros et 105,0 millions de dollars américains. Aucun remboursement n'est intervenu sur ce placement privé depuis 2021.

Quadient a conclu en 2024 des placements privés de droit allemand (*Schuldschein*) composés de dix tranches de maturités différentes comprises entre trois et sept ans pour un montant total de 142,5 millions d'euros et de 26,0 millions de dollars américains. Aucun remboursement n'est intervenu sur ce placement privé depuis 2024.

(b) Quadient a conclu le 15 juin 2023 une ligne de crédit revolving tirable en euros et en dollars américains pour un montant initial équivalent à 300,0 millions d'euros pour une durée initiale de cinq ans. La maturité de cette ligne a été étendue à juin 2030 après l'exercice de deux options d'extension. Le taux d'intérêt est indexé sur l'EURIBOR ou le SOFR capitalisé sur la période concernée par le tirage plus une marge dépendant du ratio de couverture de la dette par l'EBITDA calculé sur les comptes consolidés du Groupe hors activité de *leasing*. À fin juillet 2026, Quadient n'utilise pas cette ligne de financement.

(c) Le 3 juillet 2026, Quadient a mis à jour le programme de titres négociables à court terme (New European Commercial Paper – NEUCP) de 200,0 millions d'euros. La documentation est disponible sur le site de la Banque de France. Au 31 juillet 2026, Quadient émet 45,0 millions d'euros sur son programme.

(d) Le 20 juin 2023, Quadient a signé un Prêt Participatif Relance (PPR) d'un montant de 90,0 millions d'euros. Ce PPR a une maturité de huit ans et sera amortissable semestriellement à compter du 20 décembre 2027.

(e) Le 21 janvier 2025, Quadient a émis un placement privé de droit américain (USPP) d'un montant de 100,0 millions de dollars américains. Ce placement a une maturité de dix ans et sera amortissable annuellement à compter du 21 janvier 2029.

Le 21 juillet 2025, Quadient a émis un placement privé de droit américain (USPP) d'un montant de 50,0 millions d'euros. Ce placement est émis en deux tranches de 25,0 millions d'euros chacune de maturité respective de sept ans et neuf ans.

(f) Le 20 décembre 2024, Quadient a conclu un prêt bancaire aux États-Unis auprès de Bank of America d'un montant de 50,0 millions de dollars américains. Cet emprunt a une maturité de trois ans.

(g) En 2022 et 2024, Quadient a conclu quatre prêts amortissables auprès de BPIfrance pour un montant total de 25,0 millions d'euros. Le notionnel restant en circulation au 31 juillet 2026 est de 14,5 millions d'euros.

12-3 : Ratios financiers

À l'exception des titres négociables à court terme (NEU CP) et des différents prêts BPIfrance qui ne sont pas soumis à des ratios financiers, les différentes dettes (placements privés, *Schuldschein*, prêt bancaire et ligne de crédit *revolving*) sont soumises au respect de ratios financiers. Le non-respect de ces ratios peut entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2026, l'ensemble des ratios est respecté.

02

12-4 : Gestion des risques

Risque de marché

Le Groupe est principalement exposé au risque de change qui naît de son activité internationale et au risque de taux se rapportant à la dette du Groupe.

Risque de change

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de change ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de change du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place.

Position à fin juillet 2026

Les tableaux suivants représentent les positions de Quadient au 31 juillet 2026 en matière de couverture de change de ses activités commerciales.

Exercice 2026 – Couverture des positions du bilan : situation des couvertures couvrant des actifs ou passifs financiers inscrits au bilan de Quadient au 31 juillet 2026 et dont la réalisation est attendue au plus tard en octobre 2026

Notionnels	AUD	CAD	CHF	CZK	DKK	GBP	JPY	NOK	PLN	SEK	SGD	USD
Actifs financiers	0,9	3,3	1,6	143,2	0,5	19,6	199,1	(47,4)	0,1	1,9	1,4	38,1
Passifs financiers	0,2	2,5	2,0	148,0	0,7	5,8	21,9	3,1	0,2	0,8	1,1	39,7
Position nette avant gestion	0,7	0,8	(0,4)	(4,8)	(0,2)	13,8	177,2	(50,5)	(0,1)	1,1	0,3	(1,6)
Couverture	(0,6)	(0,8)	0,3	4,7	0,2	(9,3)	(175,6)	0,0	0,0	(1,0)	(0,3)	0,0
POSITION NETTE APRÈS GESTION	0,1	0,0	(0,1)	(0,1)	(0,1)	4,5	1,6	(50,5)	(0,1)	0,1	0,1	(1,6)

Budget 2026 – Couverture des positions prévisionnelles du deuxième semestre 2026 : situation des couvertures couvrant des actifs ou passifs financiers prévisionnels de l'exercice 2026 dont la réalisation est attendue au plus tard en avril 2027

Notionnels	AUD	CAD	CHF	CZK	DKK	GBP	JPY	NOK	PLN	SEK	SGD	USD
Actifs financiers prévisionnels	1,7	10,2	6,1	67,1	3,8	9,4	672,8	65,1	0,9	10,6	2,2	125,7
Passifs financiers prévisionnels	(0,5)	16,4	0,9	297,6	8,8	11,1	162,7	(0,5)	1,8	5,1	5,3	82,4
Position nette avant gestion	2,2	(6,2)	5,2	(230,5)	(5,0)	(1,7)	510,1	65,6	(0,9)	5,5	(3,1)	43,3
Couverture	0,0	3,6	0,0	215,3	0,5	0,0	(85,0)	(10,2)	(0,2)	(1,4)	(1,3)	(22,5)
POSITION NETTE APRÈS GESTION	2,2	(2,6)	5,2	(15,2)	(4,5)	(1,7)	425,1	55,4	(1,1)	4,1	(4,4)	20,8

Quadient met notamment en place des tunnels d'options symétriques. Pour chacun des tunnels, l'exercice réciproque des deux options le constituant, en fonction du cours spot et de la date d'échéance, est peu probable. Par conséquent, pour chaque tunnel, une seule des deux options est reprise dans le tableau ci-dessus. Le montant d'engagement de ces options symétriques est la suivante : 0,4 million de dollars canadiens à l'achat, 60,0 millions de couronnes tchèques à l'achat, 20,0 millions de yens japonais à la vente et de 9,0 millions de dollars américains à la vente.

Quadient met en place des tunnels d'options asymétriques. Dans le but de refléter l'engagement maximum du Groupe, la partie asymétrique de ce type d'opération est prise en compte dans le tableau ci-dessus. La partie asymétrique par devise est la suivante : 0,4 million de dollars canadiens à la vente, 60,0 millions de couronnes tchèques à la vente, 65,0 millions de yen japonais à la vente et de 8,0 millions de dollars américains à la vente.

Instruments et valorisations

La couverture des risques de change par la trésorerie du groupe Quadient s'effectue grâce à l'utilisation d'instruments dérivés contractés de gré à gré avec des contreparties externes.

Les instruments en portefeuille ont une durée inférieure à douze mois au 31 juillet 2026. Ces instruments sont listés ci-dessous, en fonction de la période à laquelle ils se rapportent, par typologies et par devises.

Exercice 2026 : Couverture des positions du bilan

Notionnels – Couverture des flux de trésorerie	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de put	Options vente de put	Options achat de call	Options vente de call
AUD	-	0,6	-	-	-	-
CAD	-	0,8	-	-	-	-
CHF	0,3	-	-	-	-	-
CZK	4,7	-	-	-	-	-
DKK	0,2	-	-	-	-	-
GBP	-	9,3	-	-	-	-
JPY	-	130,6	45,0	-	-	45,0
SEK	-	1,0	-	-	-	-
SGD	-	0,3	-	-	-	-

Budget 2026 : Couverture des positions prévisionnelles du deuxième semestre 2026

Notionnels – Total	Achats à terme	Ventes à terme	Options achat de put	Options vente de put	Options achat de call	Options vente de call
CAD	-	-	-	0,7	0,4	-
CZK	95,3	-	-	120,0	60,0	-
DKK	0,5	-	-	-	-	-
JPY	-	-	20,0	-	-	85,0
NOK	-	10,2	-	-	-	-
PLN	-	0,2	-	-	-	-
SEK	-	1,4	-	-	-	-
SGD	-	1,3	-	-	-	-
USD	-	5,5	11,0	-	-	17,0

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 11-4-1 du Document d'enregistrement universel 2025. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers.

Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2026. Quadient applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couvertures.

Notionnels	31 janvier 2026	Mouvements de la période par les capitaux propres – Fair value via OCI *	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – Fair value via P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2026
Actifs financiers	0,6	(0,4)	0,1	(0,1)	-	0,2
• Couverture des flux de trésorerie	0,6	(0,4)	0,1	(0,1)	-	0,2
• Couverture non efficace	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers	0,2	-	-	-	(0,1)	0,1
• Couverture des flux de trésorerie	0,1	-	-	-	-	0,1
• Couverture non efficace	0,1	-	-	-	(0,1)	-

* OCI (Other Comprehensive Income) : juste valeur par autres éléments du résultat global.

Risque de taux

Le Groupe a mis en place une politique de centralisation du risque de taux ce qui lui permet de suivre l'exposition globale du risque de taux du Groupe et de maîtriser parfaitement les instruments de marché utilisés dans le cadre des couvertures mises en place. Le Groupe assure la couverture du risque de taux en fonction de la dette actuelle mais également en fonction de l'évolution probable de sa dette (évolution des tirages sur sa ligne de crédit *revolving*).

Position à la fin du semestre

Le tableau suivant représente par échéance la position de Quadient au 31 juillet 2026 pour les principales devises :

Notionnels	EUR				USD			
	< 1 an	à 5 ans	> 5 ans	Total	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Dettes financières	174,5	270,8	49,9	495,2	63,5	200,0	57,1	320,6
Dont dettes à taux fixes	72,5	137,0	50,0	259,5	-	87,9	57,1	145,0
ÉCHÉANCIER DES COUVERTURES CORRESPONDANTES	-	75,0	25,0	100,0	55,0	140,0	-	195,0

Détails des instruments dérivés

Les instruments en portefeuille sont listés ci-dessous par typologies, par devises et par date de maturité.

Notionnels	Devises	< 1 an	Entre 1 an et 5 ans	Échéance > 5 ans
<i>Cross currency swap</i>	EUR/USD	19,0/21,2	11,0/11,6	-
<i>Swap placeur</i>	EUR	-	-	25,0
<i>Swap emprunteur</i>	EUR	-	25,0	-
	USD	-	60,0	-
<i>Achat de cap</i>	EUR	-	50,0	-
	USD	55,0	80,0	-
<i>Vente de floor</i>	USD	-	50,0	-
	EUR	35,0	80,0	-

Valorisation des instruments

Les instruments dérivés sont comptabilisés conformément aux règles et méthodes comptables présentées en note 11-4-1 du Document d'enregistrement universel 2025. Ainsi, l'intégralité des instruments dérivés de taux est valorisée au bilan et en compte de résultat à leur valeur de marché selon la norme IFRS 9. Conformément à la norme IFRS 13, Quadient a mis en œuvre une méthodologie de valorisation des risques de crédit quant à la valorisation des instruments financiers. Au vu des impacts non significatifs du risque de crédit, Quadient a pris la décision de ne pas les comptabiliser dans les comptes au 31 juillet 2026.

La variation de la valeur de marché des instruments non éligibles à la comptabilité de couverture a été entièrement comptabilisée en résultat financier. La part inefficace des instruments éligibles à la comptabilité de couverture, ainsi que la valeur temps de ces instruments, ont été comptabilisées en résultat financier. La variation de la valeur intrinsèque de ces derniers a été comptabilisée en ajustement des capitaux propres.

Comptes semestriels consolidés résumés au 31 juillet 2026

Notes sur les comptes semestriels consolidés résumés

Quadiant applique la norme IFRS 9 sur les instruments de couvertures.

	31 janvier 2026	Prime sur nouvelles opérations	Mouvements de l'exercice par les capitaux propres – Fair value via OCI *	Mouvements de la période par les capitaux propres – Coût de la couverture alignée	Mouvements de la période par le résultat – Fair value via P&L	Mouvements de la période par le résultat – Coût de la couverture non-alignée	31 juillet 2026
Actifs financiers (dérivés)	4,0	0,3	1,9	0,3	(1,0)	(0,2)	4,7
Instruments dérivés en <i>fair value hedge</i>	0,6	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	3,4	0,3	1,9	0,3	(1,0)	(0,2)	4,7
Instruments dérivés non éligibles	-	-	-	-	-	-	-
Passifs financiers (dérivés)	0,2	0,3	(0,2)	0,1	0,0	(0,2)	0,2
Instruments dérivés qualifiés de couverture des flux de trésorerie	0,2	0,3	(0,2)	0,1	0,0	(0,2)	0,2
Instruments dérivés non éligibles	-	-	-	-	-	-	-

* Juste valeur par autres éléments du résultat global.

Au 31 juillet 2026, la valorisation des instruments financiers aux normes IFRS 13 est proche de zéro.

Risque de liquidité

Compte tenu du niveau actuel de son endettement, le Groupe considère que sa capacité d'autofinancement (telle que définie dans l'état des flux de trésorerie consolidés) lui permettra de satisfaire le service de sa dette. Les dettes du Groupe à l'exception des titres négociables à court terme (NEU CP) et des différents prêts BPIFrance sont soumises au respect de ratios financiers qui, s'ils ne sont pas respectés, peuvent entraîner le remboursement anticipé de la dette. Au 31 juillet 2026, l'ensemble des ratios financiers est respecté.

La capacité à satisfaire le service futur de la dette dépendra néanmoins de la performance future du Groupe, qui est en partie liée à la conjoncture économique que le Groupe ne peut pas maîtriser. Aucune garantie ne peut donc être donnée quant à la capacité du Groupe à couvrir ses besoins financiers futurs.

Au 31 juillet 2026, le Groupe dispose de 300 millions d'euros de lignes de crédit non utilisées.

Risque de crédit

Exposition au risque de contrepartie clients (créances clients, créances de crédit-bail et comptes rattachés)

Le risque de crédit est limité en raison, d'une part de la diversité et du nombre très important de clients et d'autre part de la valeur unitaire faible des contrats. À ce titre, aucun des contrats ne représente plus de 3 % du chiffre d'affaires.

Les principales filiales du Groupe sont dotées d'équipes et d'outils informatiques permettant une relance personnalisée des clients en cas d'impayés. Par ailleurs, les activités de crédit-bail et de financement de l'affranchissement disposent de leur propre outil de notation de crédit des clients et utilisent de façon systématique lors de l'entrée en relation avec le client les services d'une société externe de notation de crédit.

Lors des revues mensuelles menées par la direction financière du Groupe, le poste clients de chaque filiale est analysé.

Exposition au risque de contrepartie bancaire

Le Groupe a défini une liste de banques autorisées comme contrepartie pour l'ensemble de ses filiales et a rendu obligatoires les dépôts de liquidité auprès des banques autorisées. De façon plus générale, l'ensemble des services bancaires ne peut être confié à des banques autres que celles définies dans cette liste. Les exceptions à cette politique sont gérées de façon centralisée par la trésorerie Groupe.

Concernant la compensation des instruments dérivés et en conformité avec la norme IFRS 7, Quadiant présente avant compensation une valeur d'instruments dérivés à l'actif d'un montant de 5,6 millions d'euros et au passif de 0,5 millions d'euros. Ces opérations sont traitées auprès de six partenaires bancaires. Au 31 juillet 2026, le montant net de ces instruments est un actif de 5,1 millions d'euros.

Note 13 Situation fiscale

13-1: Preuve d'impôt

Le rapprochement entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle est la suivante :

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Résultat avant impôts	27,4	41,7
Taux d'imposition sur les sociétés (IS) de la société mère	25,8 %	25,8 %
Impôt au taux de la société mère	7,1	10,7
Différences de taxation liée aux différents taux	(1,4)	(1,3)
Différences permanentes ^(a)	3,7	9,9
Variation de taux et autres éléments non récurrents ^(b)	(4,2)	(2,1)
Ajustements d'IS années précédentes	(0,2)	0,2
Autres ^(c)	2,3	(1,7)
IMPÔT TOTAL	7,2	15,7
TAUX EFFECTIF D'IMPOSITION	26,3 %	37,6 %

(a) Les différences permanentes incluent notamment les déficits fiscaux non reconnus et des taxes additionnelles aux États-Unis au premier semestre 2025.

(b) Cette ligne inclut notamment la variation de la dépréciation des reports déficitaires ainsi que la variation de la provision pour risque fiscal.

(c) La ligne « Autres » comprend notamment l'impact de présentation des activités abandonnées.

	31 juillet 2026	31 juillet 2025
Charge (produit) d'impôt courant	15,4	14,0
Charge (produit) d'impôt différé	(8,2)	1,7
IMPÔT TOTAL	7,2	15,7

La réforme de la fiscalité internationale élaborée par l'OCDE, dite « Pilier 2 », visant notamment à établir un taux d'imposition minimum de 15 %, est en application en France depuis l'exercice 2024. Le Groupe n'a pas comptabilisé d'impôt complémentaire significatif au premier semestre 2026. Pour l'exercice 2025, les conséquences financières de cette réforme s'élevaient à 1,7 million d'euros et concernaient principalement le Canada.

Conformément à la norme IAS 12.88A, le groupe Quadient applique une exception temporaire à la comptabilisation des actifs et passifs d'impôts différés liés aux impôts sur le résultat relatif aux règles Pilier 2 et à la communication d'informations à leur sujet.

13-2 : Impôts différés actifs et impôts différés passifs

Les impôts différés proviennent essentiellement des éléments suivants :

	31 janvier 2026	Mouvements de la période – capitaux propres	Mouvements de la période – résultat	Autres variations ^(a)	Écarts de change	31 juillet 2026
Reports déficitaires	5,2	-	(1,6)	0,4	(0,2)	3,8
Provisions pour départs en retraite	1,1	-	0,1	(0,1)	0,0	1,1
Charges à déductibilité différée		-				
• stocks et créances douteuses	3,5	-	(0,3)	(0,1)	0,1	3,2
• provisions liées aux employés	1,8	-	0,1	0,0	0,1	2,0
• amortissement des immobilisations	62,7	-	(1,0)	-	2,2	63,9
• autres provisions à déductibilité différée	1,9	-	(0,2)	-	0,1	1,8
Activités de crédit-bail	(107,2)	-	3,2	0,0	(4,0)	(108,0)
Brevets et autres actifs incorporels	31,3	-	(1,2)	-	1,1	31,2
Élimination de marges	3,1	-	(0,3)	-	0,1	2,9
Capitalisation des frais de recherche et développement	0,8	-	4,2	-	0,4	5,4
Amortissement des immobilisations reconnues dans les allocations de prix d'acquisition	(3,8)	-	0,6	0,0	0,0	(3,2)
Amortissement des écarts d'acquisition	(41,7)	-	(0,2)	-	(1,4)	(43,3)
Fonds de pension	(4,4)	0,6	0,2	-	(0,1)	(3,7)
IFRS 16	1,2	-	(0,3)	-	0,0	0,9
Autres différences temporaires	(8,4)	(0,3)	4,9	(0,0)	0,2	(3,6)
IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS (PASSIFS)	(52,9)	0,3	8,2	0,2	(1,4)	(45,6)

(a) La colonne « Autres variations » représente essentiellement des reclassements de poste à poste ainsi que l'impact de la présentation des impôts différés en actifs et passifs détenus en vue de la vente.

La reconnaissance des impôts différés actifs a été revue au 31 juillet 2026. Les déficits fiscaux reportables activés au bilan font l'objet d'une dépréciation dès lors qu'il a été jugé probable de ne pas pouvoir les utiliser dans un horizon de cinq ans. Cette provision, présentée nette sur la ligne « Reports déficitaires », s'élève à

(22,8) millions d'euros au 31 juillet 2026. Il existe des déficits fiscaux non activés dans le Groupe, dont les plus significatifs sont ceux français qui représentent une base d'impôt d'environ 90,0 millions d'euros au 31 juillet 2026.

Note 14 Résultat par action

Sont présentées, ci-dessous, les informations sur les résultats ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué par action pour l'ensemble des activités :

	31 juillet 2026		31 juillet 2025	
	Toutes activités	Activités poursuivies	Toutes activités	Activités poursuivies
Résultat net – part du Groupe (A)	8,8	19,5	20,6	25,6
Nombre d'actions en circulation	34 153	34 153	34 466	34 466
Effet <i>prorata temporis</i> des paiements de dividendes en actions, levées de <i>stock-options</i> , rachat d'actions en voie d'annulation et contrat de liquidité	30,1	30,1	9,0	9,0
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers) ^(a) (B)	34 184	34 184	34 475	34 475
Nombre moyen pondéré d'actions gratuites en circulation, <i>prorata temporis</i>	1 663	1 663	512	512
Nombre d'actions dilué (en milliers) ^(a) (C)	35 846	35 846	34 988	34 988
RÉSULTAT NET PAR ACTION (en euros) (A)/(B)	0,26	0,57	0,60	0,75
RÉSULTAT NET DILUÉ PAR ACTION (en euros) (A)/(C)	0,25	0,54	0,59	0,74

(a) Nombre moyen pondéré sur la période.

Il n'y a pas d'instrument anti-dilutif.

Note 15 Événements postérieurs à la clôture

En août 2026, Quadient a remboursé 65,0 millions d'euros de placement privé de droit allemand *Schuldschein* arrivant à maturité en novembre 2026 et mai 2027. Quadient a émis un placement privé de droit allemand *Schuldschein* pour 100,0 millions d'euros sur différentes maturités entre trois et cinq ans.

En août 2026, Quadient a contracté un emprunt auprès de BPIFrance pour 10,0 millions d'euros de maturité trois ans mobilisable par tirage. Au 22 septembre 2026, Quadient n'a pas exercé son droit à tirage.

En septembre 2026, Quadient a reçu une offre ferme en vue de la cession de Quadient Lockers UK Ltd mentionnant un prix de cession estimé à 65,0 millions d'euros.

Depuis la clôture du 31 juillet 2026 jusqu'à la date d'arrêté des comptes consolidés semestriels par le Conseil d'administration le 22 septembre 2026, il n'y a pas eu d'autre changement significatif dans la situation commerciale ou financière du Groupe.

2.3 Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1^{er} février 2026 au 31 juillet 2026

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Quadiant SA, relatifs à la période du 1^{er} février 2026 au 31 juillet 2026, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Les Commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Levallois-Perret, le 28/09/2026
Francisco Sanchez, Associé

KPMG SA

Paris - La Défense, le 28/09/2026
Jérôme Lo Iacono, Associé



Attestation du responsable du rapport financier semestriel

_03

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes du semestre clos le 31 juillet 2026 sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Bagneux, le 29 septembre 2026

Monsieur Geoffrey Godet

Directeur Général

quadient



42-46, avenue Aristide Briand
92220 BAGNEUX - FRANCE

<https://invest.quadient.com>